

Chambre des Représentants.

SEANCE DU 26 JUILLET 1921.

Projet de loi

portant approbation des projets de Convention adoptés par la Conférence internationale du Travail tenue à Wasinghton du 29 octobre 1919 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. HEYMAN.

MESSIEURS,

Par une innovation sans précédent dans l'histoire des pactes politiques, le Traité de Versailles a consacré la XIII^e partie de ses stipulations à une série de clauses concernant le Travail. Dès le début de ses travaux, le 25 janvier 1919, la Conférence des préliminaires de paix institua une commission spéciale chargée de tout ce qui concernait la législation internationale du travail ; deux buts essentiels lui étaient assignés : étudier les conditions du travail en vue d'une action internationale ; créer une organisation permanente du travail rattachée à la Société des Nations.

Nous n'avons pas pour tâche d'analyser l'œuvre de cette commission, mais il n'est guère possible d'apprécier avec justesse les conventions de Washington si l'on ne remonte à l'organisation de la Conférence internationale du travail ; nous demanderons donc la permission de le faire en quelques mots.

L'organisation permanente du travail, créée par la partie XIII du Traité de Versailles, signé le 28 juin 1919, comprend :

1^o Une conférence générale des représentants des membres (nations faisant partie de la Société des Nations) ;

2^o Un conseil d'administration nommé par la Conférence, chargé de préparer son ordre de jour, de contrôler le travail du bureau international et de suivre l'application des dispositions du titre XIII du Traité de Paix ;

(1) Projet de loi, n° 171.

(2) La Section centrale était composée de MM. Tibbaut, président, Poulet, Heyman, Harmignie, Troclet, Van Hoegaerden, Delyvigne.

3^e Un bureau international du travail sous la direction du Conseil d'administration.

Cette conférence générale doit se réunir au moins une fois par année (art. 589);

L'influence personnelle du Président Wilson fit inscrire à l'article 424 du Traité que la première session de la Conférence aurait lieu à Washington au mois d'octobre 1919; l'annexe à l'article 426 contient le programme de cette première conférence et désigne le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique pour convoquer la Conférence. Cette désignation fut interprétée comme la preuve que les Etats-Unis étaient décidés à ratifier le Traité de Paix, à faire partie de la Société des Nations et à participer à la Conférence. On sait qu'il n'en fut rien.

La Conférence internationale du travail est autorisée à prendre deux sortes de résolutions : des projets de conventions internationales et des recommandations. Les projets de conventions internationales sont seuls soumis à la ratification des membres (art. 405). Ce sont les projets de convention internationale adoptés à Washington par la première Conférence internationale du travail qui se trouvent aujourd'hui soumis pour ratification au Parlement.

Avant d'en analyser la portée, il convient d'examiner une question préjudicielle : dans quelle forme juridique ces projets de convention se présentent-ils devant les Chambres? Cette forme est-elle de nature à lever tous les scrupules d'ordre constitutionnel? Telle est, Messieurs, la première question posée par la Section centrale au Gouvernement. J'ai l'honneur de résumer dans les lignes suivantes la réponse faite par le Gouvernement.

« En ce qui concerne la mise en vigueur des projets de conventions de Washington, la procédure prévue par le traité de Versailles, notamment en son article 405 s'écarte de la procédure traditionnelle en matière de négociations diplomatiques. Le ministre des Affaires étrangères estimait que les conventions de Washington ayant été approuvées par les Représentants du Gouvernement du Roi et non seulement par les délégués des patrons et des ouvriers, il avait été de la sorte satisfait aux prescriptions de la Constitution et que les engagements pouvaient être considérés comme pris au nom du Roi, encore qu'il n'y eut pas d'instruments signés. Un arrêté avait été, en conséquence, soumis à la signature royale chargeant les ministres compétents de soumettre au vote du pouvoir législatif un projet de loi portant approbation des conventions. Sur ces entrefaites, le Gouvernement français, dont l'attention s'était portée également sur cette question de procédure envisagée au point de vue constitutionnel, a proposé au Gouvernement belge de faire signer préalablement les projets de convention, tant du côté français que du côté belge, par un plénipotentiaire désigné à cet effet.

Cette procédure a été adoptée et le 24 janvier 1921 a été signé à Paris un protocole constatant la signature entre la France et la Belgique de six conventions conformes aux projets de convention adoptés par la Conférence internationale du Travail qui s'est tenue à Washington du 29 octobre au 29 novembre 1919 (1).

*
*
*

Les conventions votées à Washington sont au nombre de six :

1^o Convention tendant à limiter à huit heures par jour et à quarante-huit

(1) Voir le texte annexe I.

heures par semaine le nombre des heures de travail dans les établissements industriels ;

2° Convention concernant le chômage ;

3° Convention concernant l'emploi des femmes avant et après l'accouchement ;

4° Convention concernant le travail de nuit des femmes ;

5° Convention fixant l'âge minimum pour l'admission des enfants aux travaux industriels ;

6° Convention concernant le travail de nuit des enfants dans l'industrie.

Nous les analyserons successivement et nous indiquerons, à côté des exceptions consenties en faveur de quelques pays, dans quelle mesure ces conventions se trouvent ou se trouveront incorporées dans notre propre législation.

* * *

L'annexe à l'article 426 du Traité de Versailles fixe à son paragraphe 4 et suivants, l'ordre du jour de la Conférence de Washington. Nous y lisons ce qui suit :

1. Application du principe de la journée de huit heures ou de la semaine de quarante-huit heures.

La Conférence internationale du Travail se trouvait ainsi placée devant un principe, à propos duquel elle avait à rechercher les modalités les plus souples de nature à le faire entrer dans la législation internationale.

Des exceptions, des dérogations partielles pouvaient être prévues en vertu du paragraphe 3 de l'article 405 ainsi conçu : « En formant une recommandation ou un projet de convention d'une application générale, la Conférence devra avoir égard aux pays dans lesquels le climat, le développement incomplet de l'organisation industrielle ou d'autres circonstances particulières rendent les conditions de l'industrie essentiellement différentes, et elle aura à suggérer telles modifications qu'elle considérerait comme pouvant être nécessaires pour répondre aux conditions propres à ces pays. »

La convention relative à la journée de huit heures et à la semaine de quarante-huit heures est la plus importante de toutes celles votées à Washington à raison du caractère de ses dispositions, de l'étendue de son application et de ses répercussions économiques. On en trouvera le texte intégral à l'annexe II.

Son champ d'application s'étend à tous les établissements *industriels* dont il est donné, à l'article premier, une énumération non limitative. Sont donc exclues du projet de convention, les entreprises commerciales et agricoles.

La loi du 14 juin 1921 instituant en Belgique la journée de huit heures et la semaine de quarante-huit heures dispose en outre : « dans l'année qui suivra l'entrée en vigueur de la présente loi, un arrêté royal en rendra les dispositions applicables soit purement et simplement, soit moyennant certains tempéraments :

1° Aux magasins de détail ;

2° Aux hôtels, restaurants et débits de boissons ;

3° Aux ouvriers, ainsi qu'aux employés, autres que les employés de bureau, occupés dans les entreprises commerciales.

La phrase « autres que les employés de bureau » a été introduite parce que les bureaux des entreprises commerciales sont compris sous le n° 13 dans l'énumération des entreprises assujetties à la loi dès la date de son entrée en vigueur.

La loi belge a donc un champ d'action plus vaste que la convention de Washington. C'est en raison de ce fait, comme à raison de leur minime importance, qu'il est permis de ne pas s'attarder aux différences infimes qui, à quelques rares occasions, apparaissent entre la loi du 14 juin 1921 et la Convention-type. La Chambre et le Sénat les ont longuement discutées et l'accord s'étant finalement établi entre les deux assemblées, il n'y a lieu de signaler ces divergences légères que pour mémoire. Somme toute, la législation belge a consacré tous les principes contenus dans la Convention de Washington, et on a même été au delà.

La Conférence internationale du Travail, par contre, a dû restreindre ses exigences à l'égard de quelques pays à climat chaud ou dont l'organisation industrielle est sensiblement arriérée.

A défaut de la recommandation du paragraphe 3 de l'article 403 du Traité de Versailles, le bon sens lui en eut fait une obligation.

Un régime exceptionnel se trouve prévu en faveur du Japon, de l'Inde britannique, de la Chine, de la Perse, du Siam, de la Grèce et de la Roumanie. Si les représentants des Gouvernements de ces pays, de même que les délégués des patrons firent tous leurs efforts pour obtenir les concessions les plus étendues possibles, les délégués ouvriers, par contre, documentèrent largement les membres de la Conférence, sur les possibilités économiques de leurs pays respectifs et permirent aux représentants des grandes puissances de ne pas sous-évaluer les moyens d'action de leurs concurrents. L'article 9 de la Convention vise le Japon. La loi s'y appliquera à moins de catégories d'établissements industriels qu'ailleurs ; la durée normale du travail est fixée à 57 heures par semaine au lieu de 48 ; elle peut atteindre 60 heures dans l'industrie de la soie grège ; mais pour les enfants de moins de 13 ans et les travaux souterrains, la durée de 48 heures est obligatoire. Au Japon, la législation industrielle ne s'applique qu'aux établissements comptant 13 ouvriers au moins ; elle sera étendue à ceux ayant 10 ouvriers au moins. Certaines dispositions de la Convention peuvent être mises en application avec un retard de un ou de deux ans.

Dans l'Inde britannique, les travailleurs occupés dans les entreprises visées par la législation industrielle, dont le Gouvernement de l'Inde assure l'exécution, pourront travailler 60 heures par semaine, mais une limitation plus étroite devra être examinée lors d'une prochaine session de la Conférence internationale.

C'est sous la réserve d'un nouvel examen, à brève échéance, que la Chine, la Perse et le Siam ont été dispensés d'appliquer la Convention.

En Grèce, l'entrée en vigueur de la Convention est retardée de deux ans pour certaines industries, de trois ans pour d'autres.

C'est également après un délai de trois ans que la Convention sera appliquée à la Roumanie.

Telles sont les dérogations consenties. Elles ne sont pas de nature à nous faire redouter une concurrence difficile. Elles ont eu cet heureux résultat d'astreindre à une législation progressive des nations orientales qui, pour la plupart, échappaient à toute réglementation du travail.

*
* *

La seconde convention est celle relative au chômage. Elle oblige les membres

de l'organisation à communiquer au Bureau International du Travail, tous les trois mois au plus tard, toutes les informations de nature statistique ou autre, concernant le chômage. Elle prévoit la création de bureaux de placement gratuits, sous le contrôle du pouvoir central, administrés par une Commission paritaire. Dans les pays où l'assurance-chômage est organisée, les ouvriers de la nation de chacun des membres recevront, à titre de réciprocité, des indemnités égales à celles touchées par les ouvriers nationaux. (Voir annexe III).

Pour entrer en vigueur, cette convention doit, au préalable être ratifiée par trois membres de l'organisation, enregistrée par le Secrétaire général de la société des Nations et notifiées par lui aux membres de l'organisation. Cette notification n'a pas été faite jusqu'à présent.

On sait que, depuis peu de temps, le Gouvernement belge a institué des bourses officielles du travail soumises à l'inspection officielle de l'Administration centrale et administrées par des commissions composées, par parts égales, de patrons et d'ouvriers. Les résultats statistiques enregistrés par ces bourses du travail sont publiés chaque mois par les soins du Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement. L'assurance-chômage est organisée et les ouvriers étrangers travaillant en Belgique reçoivent les mêmes indemnités que nos nationaux.

Les principales stipulations de la convention relative au chômage sont donc, en fait, entrées en vigueur dans notre pays.

*
* *

Les conventions 3 et 4 se rapportent au travail des femmes. La première concerne l'emploi des femmes avant et après l'accouchement; elle s'applique au personnel occupé dans les établissements industriels et commerciaux. Les mesures de protection prévues sont au nombre de quatre : 1° interdiction du travail pendant six semaines à partir des couches; 2° faculté de quitter son travail six semaines avant les couches, sur production d'un certificat médical constatant cette éventualité; 3° indemnisation du temps de chômage par un système d'assurance ou de subsides publiques; allocations des frais médicaux et pharmaceutiques; 4° la mère nourrice a droit à deux repos d'une demi-heure pour pouvoir, au cours du travail, allaiter son enfant.

Le contrat de travail ne peut être dénoncé par le patron au cours des périodes indiquées à 1° et 2°.

La loi du 15 décembre 1889 sur le travail des femmes, des adolescents et des enfants dans les établissements industriels, modifiée par la loi du 26 mai 1914, porte à son article 5, que les femmes ne peuvent être employées au travail pendant les quatre semaines qui suivent leur accouchement.

La seconde convention relative à l'emploi des femmes avait pour but initial d'étendre la convention conclue à Berne le 26 septembre 1906 à tous les États qui n'y avaient pas encore adhéré. La Belgique a ratifié cette convention par la loi du 20 mai 1908 et les ratifications officielles ont été déposées à Berne le 20 juin 1908. La loi du 10 août 1914 a traduit en dispositions législatives les stipulations de la convention. La loi de 1914 est incorporée dans le texte coordonné de la loi sur le travail des femmes et des enfants, publié en exécution de la loi du 26 mai 1914.

Mais au cours de la discussion, la revision de la Convention de Berne fut examinée et admise. C'est ainsi que la Convention de Berne ne s'appliquait qu'aux établissements industriels comptant 10 ouvriers aux moins ; cette limite est supprimée dans la Convention de Washington. La législation belge ne fait pas de distinction entre les établissements, basés sur le chiffre de leur population ouvrière. L'article 51 de la loi du 14 juin 1921 instituant la journée de 8 heures ou la semaine de 48 heures, à ses articles 7 à 21bis, est conforme à la Convention de Washington.

Cette dernière stipule une série d'adoucissements au régime légal pour l'Inde et le Siam, ainsi que pour les pays où le climat rend le travail de jour particulièrement pénible (voir annexes IV et V.

* * *

Les conventions 5 et 6 sont relatives au travail des enfants. Elles furent adoptées à l'unanimité par la Conférence Internationale du Travail (voir annexes VI et VII.)

L'une a trait à l'âge d'admission des enfants dans les établissements industriels ; elle fixe cet âge à 14 ans, sauf en ce qui concerne l'Inde, mais dans ce pays les enfants de moins de 12 ans ne peuvent être occupés dans une série d'établissements énumérés. Au Japon, les enfants de plus de 12 ans pourront être admis au travail s'ils ont achevé leur instruction primaire ; pour les enfants âgés de 12 à 14 ans, des dispositions transitoires pourront être adoptées.

Depuis la loi 26 mai 1914, les enfants ne peuvent être admis au travail dans les établissements soumis à la loi qu'à partir de l'âge de 14 ans ; cette limite est abaissée à 13 ans pour les enfants porteurs d'un certificat d'études délivré conformément à la loi décrétant l'instruction obligatoire. Cette faculté sera supprimée à dater de l'entrée en vigueur de la loi du 14 juin 1921 instituant la journée de 8 heures ou la semaine de 48 heures. (Art. 51, art. 3.)

L'autre convention concerne le travail de nuit des enfants dans l'industrie. Les bases d'une convention internationale avaient été jetées à Berne en 1913 ; la guerre n'avait pas permis de les adapter d'une façon définitive. La Convention de Washington relative à cet objet peut être résumée de la sorte : elle s'applique aux établissements industriels ; elle interdit l'emploi, la nuit, des enfants de moins de 18 ans ; toutefois la limite d'âge est reculée à 16 ans pour les travaux qui, dans cinq industries énumérées à l'article 2, doivent, à raison de leur nature, être nécessairement continués jour et nuit.

La nuit est le temps compris entre dix heures du soir et cinq heures du matin.

Des dispositions spéciales visent le travail dans les mines de charbon et de lignite et l'industrie de la boulangerie. Un régime spécial, avec repos compensatoire, peut être admis dans les pays chauds. Les interdictions précédentes sont levées en cas de force majeure ou lorsque l'intérêt public l'exige, pour les enfants de 16 à 18 ans. Des délais sont accordés au Japon.

Un régime spécial avait été prévu au cours des discussions en faveur des régions dévastées par la guerre et de celles où le travail avait été suspendu pendant longtemps à cause de l'occupation des armées ennemies. Le texte de la conven-

tion n'en fait pas mention, mais il a été reconnu que ce fait est dû à des considérations purement juridiques, la question devant se représenter à la Conférence de 1921. C'est la raison pour laquelle l'article 34 de la loi instituant la journée de 8 heures et la semaine de 48 heures porte à son article 7 après le principe de l'interdiction du travail de nuit aux garçons de moins de 18 ans, les mots : « sous réserve des résolutions à prendre éventuellement par la Conférence internationale du Travail de 1921, en exécution des propositions dont avait été saisie celle de Washington.

* * *

Les conventions de Washington ne sont pas l'œuvre ni d'un parti ni d'une école, ni d'une classe. Les délégués des Gouvernements, les représentants des patrons et les représentants des ouvriers se sont unis pour les voter. Le projet de convention tendant à limiter à 8 heures par jour et à 48 heures par semaine le nombre des heures de travail dans les établissements industriels fut voté par 83 voix contre 2 (délégués des patrons du Canada et de la Norvège) et une abstention. La convention relative au travail des femmes avant et après l'accouchement fut admise par 67 voix contre 10 et 11 abstentions. Les dispositions relatives au travail de nuit des femmes et des enfants furent adoptées la première par 94 voix contre une, la seconde par 95 voix sans opposition.

Moins de deux ans après, cependant, les dispositions des Gouvernements semblent avoir suivi une évolution singulièrement régressive.

Le Directeur du Bureau international du Travail lui-même, M. Albert Thomas, le constate sans ambage dans un leader article paru dans le premier numéro de la *Revue internationale du Travail* :

« Une année à peine s'est écoulée, écrit-il, que déjà l'organisation internationale du Travail a pu éprouver les résistances qu'elle doit rencontrer, mesurer le développement des hostilités possibles et peut-être prévoir une limite temporelle aux nobles espérances qui ont été placées en elle. »

Et plus loin :

« A l'avance, il était facile de prévoir que les ratifications des projets de conventions et l'application des recommandations par des mesures nationales seraient retardées et entravées par des lenteurs de bureaucratie, par des torpeurs de l'opinion publique, par l'indifférence des hommes d'État préoccupés par les luttes quotidiennes des partis ou par les exigences immédiates de la vie nationale. »

« Il n'y a aucun doute que, depuis un an, le mouvement universel — et, semblait-il irrésistible ! — en faveur des huit heures s'est ralenti. Des campagnes publiques ont été menées. La peur de la sous-production et la grève des consommateurs en face des hauts prix ont été exploités contre la réforme. Les dépôts de projets de loi ont été suspendus : la ratification de la convention qui semblait devoir être dans certains États une pure formalité, a été retardée. Certains, en dépit du vote de leurs délégués, se sont déclarés hostiles à la ratification. »

Ceci nous amène à la réponse donnée par le Gouvernement à la question qui lui avait été posée : « Quelle est la situation exacte et actuelle des divers Gouvernements en ce qui concerne la ratification ? »

Le tableau ci-après est communiqué par le Gouvernement :

Pays où un projet de notification des conventions de Washington est

EN PRÉPARATION :	DÉPOSÉ DEVANT LE PARLEMENT :	ADOPTÉ :	REJETÉ :
ALLEMAGNE : (La Commission sociale du Conseil Economique fédéral recommande la ratification sous réserve que les autres Etats en fassent autant.)	AUTRICHE (Sauf celles relatives au travail des enfants dans l'industrie et des femmes avant et après l'accouchement.)	GRÈCE (juillet 1920). TCHÉCO-SLOVAQUIE (24 février 1921).	SUISSE.
ESPAGNE.	FRANCE.	ROUMANIE (27 avril 1921 - dans les 2 Chambres)	SUÈDE.
FINLANDE.	ITALIE.		
JAPON.	DANEMARK.		
ARGENTINE.	FINLANDE (pour le chômage seul).		
	INDES.		
	NORVÈGE.		
	NOUVELLE-ZÉLANDE.		

Il n'est donc pas exact, comme on l'a cru, que la Grèce soit, à l'heure actuelle, le *seul* pays qui ait ratifié les conventions de Washington. Il faut y ajouter la république tchéco-slovaque et tenir compte du fait que les deux Chambres du Parlement roumain ont approuvé le projet de ratification qui est soumis à la signature royale.

Quant aux raisons qui ont amené le Conseil fédéral suisse à proposer à l'Assemblée fédérale de ne point ratifier les projets de conventions votées à Washington, on peut les résumer de la sorte :

La Suisse a réalisé le principe de la journée de huit heures par la loi fédérale concernant la durée du travail dans les fabriques du 27 juin 1919 et pour les chemins de fer et autres entreprises de transport par la loi fédérale du 6 mars 1920 acceptée par la votation populaire du 31 octobre 1920. Mais la loi suisse ne concorde pas exactement avec la convention ; celle-ci interdit de dépasser huit heures par jour sauf dans le cas où il s'agit de compenser l'octroi de la semaine anglaise ; la législation suisse permet, par exemple, de travailler neuf heures et demie si l'on n'a pas travaillé un jour entier. La Convention de Washington s'applique, d'autre part, aux petits métiers. Le Conseil national considère par contre comme une question d'importance vitale pour eux de les exclure de la loi actuelle.

La loi suisse exclut le personnel des bureaux techniques et commerciaux.

La loi suisse permet dans certaines industries à travail ininterrompu d'atteindre jusqu'à cinquante-six heures par semaine pour des raisons purement économiques, tandis que la convention n'admet que des raisons d'ordre technique et, en outre, elle oblige une égalisation à quarante-huit heures sur un temps de trois semaines.

La loi suisse autorise certaines industries à travailler cinquante-deux heures par semaine lorsque des motifs impérieux (concurrence étrangère) le demandent. Or, la convention constitue le Japon dans une situation privilégiée vis-à-vis de ses

concurrents. En outre, les États-Unis ne font pas partie de l'organisation du travail et ne sont donc pas tenus par la Convention de Washington.

La loi suisse sur les entreprises de transport autorise le travail supplémentaire *proprio motu* de la part de l'ouvrier; la convention ne l'autorise qu'en cas de surcroît de commandes.

Au point de vue des chemins de fer, le Conseil fédéral estime que la Convention de Washington grèverait outre mesure les frais d'exploitation et augmenterait d'une façon inquiétante le coefficient.

Le Gouvernement suédois a présenté le 18 mars 1919 un projet de loi concernant la limitation de la durée du travail. Ce projet fut rejeté; il fut représenté avec des modifications au mois d'août 1919 et adopté le 17 octobre suivant. Cette loi ne s'applique pas aux entreprises industrielles situées dans les régions rurales occupant quatre ouvriers et moins. Sur ce point et sur d'autres encore, il existe une divergence notable avec la Convention de Washington. Comme la législation nationale devrait être modifiée sur des points importants et que certaines de ces modifications sont d'une nature telle qu'à certains égards elles contrarieraient d'une manière manifeste le travail de production, le Conseil de législation, d'après l'avis de l'administration des affaires sociales a émis l'avis qu'il n'y avait pas lieu pour la Suède de ratifier la Convention de Washington concernant la journée de huit heures et la semaine de quarante-huit heures.

Il est exact que les États-Unis n'ont pas pris part à la Conférence de Washington par le fait qu'ils n'avaient pas adhéré à la Société des Nations. Le Gouvernement n'est pas à même de fournir des renseignements précis au sujet des intentions actuelles des États-Unis à l'égard des conventions de Washington.

Si les délégués allemands n'ont pu, par suite de circonstances indépendantes de leur volonté, participer aux discussions, le Gouvernement du Reich est néanmoins appelé à se prononcer sur la question de la ratification des conventions en sa qualité de membre adhérent à la Conférence.

La Commission sociale du Conseil économique fédéral s'est occupée, au mois de février dernier, de la ratification des conventions de Washington; elle a reconnu que, sauf une exception, les prescriptions des lois allemandes vont en général plus loin que les Conventions de Washington dans les avantages accordés aux ouvriers. La majorité de la Commission a recommandé l'adoption des ratifications, en exprimant l'espoir que les autres États en feraient autant (1). Depuis lors, tous les projets de conventions ont été soumis au Reichsrat, mais aucune décision n'est encore parvenue à notre connaissance.

Les sanctions applicables en matière de conventions relatives au travail sont envisagées aux articles 416 et suivants du Traité de Versailles. Dans le cas où l'un des membres ne prendrait pas, relativement à un projet de convention, les mesures prescrites à l'article 405, tout autre membre aura le droit d'en référer à la Cour permanente de Justice internationale. L'article 406 oblige uniquement le membre à soumettre, dans le délai d'un an ou de dix-huit mois au maximum, le projet de convention à l'approbation des pouvoirs compétents.

(1) Bureau international du Travail, *Bulletin Officiel*, 15 avril 1921, p. 47 (information officielle du Ministère du Travail allemand).

La Cour permanente de Justice internationale devra indiquer les sanctions d'ordre économique qu'elle croirait convenable de prendre à l'encontre d'un Gouvernement en faute et dont l'application par les autres Gouvernements lui paraîtrait justifiée (art. 418).

Lorsqu'une convention a été ratifiée, tout membre pourra déposer une plainte au Bureau International du Travail contre un autre membre qui, à son avis, n'assurerait pas d'une manière suffisante l'exécution de la dite convention (art. 411). La procédure d'enquête est déterminée par les articles 411 et suivants. La ratification d'une convention lie le Gouvernement pour un terme de dix ans à partir de la date de l'entrée en vigueur initiale de la Convention.

La dénonciation se fera par un acte communiqué au Secrétaire général de la Société des Nations et par lui enregistrée. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée au Secrétariat.

*
* *

Après avoir passé en revue les conventions de Washington, la conclusion qui s'impose est, semble-t-il, que la Belgique a fait un effort sincère pour introduire dans sa législation ou pour consacrer par des mesures administratives les stipulations de ces conventions. Les dispositions relatives à l'âge d'admission des enfants aux travaux industriels, celles concernant le travail de nuit des femmes et des enfants, celles relatives au travail de huit heures se trouvent incorporées dans la loi instituant la journée de huit heures et la semaine de quarante-heures. Les mesures prévues par la Convention concernant le chômage sont mises en vigueur par des dispositions administratives. Il n'y a que la protection de la femme ouvrière, avant et après les couches, qui nécessite encore de notre part un sérieux effort; il est permis d'espérer que nous trouverons dans cette voie un appui efficace auprès des institutions mutualistes si florissantes et si répandues dans notre pays.

Aussi bien, la décision que nous sommes appelés à prendre ne souffrirait-elle que peu de difficultés si les dispositions que nous constatons dans notre pays étaient partagées, nous ne disons pas par l'unanimité des concurrents que nous rencontrons sur les marchés extérieurs, mais du moins par une notable partie de ceux-ci.

Mais comme M. Albert Thomas l'a constaté lui-même, un sentiment de réaction semble l'emporter aujourd'hui. Sans nous laisser entraîner à sa suite, nous avons pour devoir de tenir compte de ce sentiment et de ne pas nous livrer, pieds et poings liés, lorsque nos plus redoutables concurrents laissent entendre qu'ils prétendent conserver leur liberté.

Parmi les conventions de Washington, il en est cinq dont l'importance économique est minime, dont les répercussions sur notre situation internationale ne sont pas à redouter. Nous n'avons pas hésité à relever l'âge d'admission des enfants dans les établissements industriels, ni à interdire aux femmes le travail de nuit ou à relever à 18 ans l'âge auquel les garçons pourraient être admis à ce travail, pas plus que nous n'avons hésité à organiser le marché du travail au moyen de bourses officielles et paritaires. Je suis convaincu que nous trouverons

de même une solution satisfaisante au problème de l'interdiction du travail des femmes, avant et après les couches, et aux mesures financières que la convention comporte.

Là n'est point le danger et nous avons l'honneur de proposer à la Chambre la ratification des conventions 2 à 6 conclues à Washington.

Mais, à notre sens, des réserves s'imposent à l'égard de la Convention concernant la journée de huit heures et la semaine de quarante-huit heures.

Les pays qui n'ont pas ratifié cette convention ont fait valoir pour justifier leur opposition, des raisons tirées ou de ce que leur législation allait au-delà des stipulations convenues à Washington, ou de ce que certains principes posés par la Convention allaient à l'encontre de ceux consacrés par la législation nationale ou encore de la difficulté qu'ils rencontreraient à mettre en harmonie les clauses de la convention avec les intérêts de leur industrie et la variété des situations qui se présentaient chez eux. Ainsi Sir Malcolm Levigne, a déclaré à la réunion du Conseil d'Administration du Bureau International du Travail, qui s'est réuni en ces derniers jours à Stockholm, au nom du Gouvernement britannique :

» que celui-ci avait décidé de ne pas ratifier la convention en ce qui concerne
» les huit heures et de provoquer, ainsi qu'il a été dit à la Chambre des Com-
» munes, une nouvelle Conférence Internationale appelée à élaborer une
» nouvelle convention sur la matière.

» Il a dit que le régime des huit heures était appliqué en Angleterre là où
» il était possible de le faire. »

Ces difficultés se sont aussi présentées à nous et je crois pouvoir dire que nous les avons résolues.

En Belgique aussi, il a fallu modifier quantité de points de la législation nationale pour les mettre en concordance avec la convention des huit heures.

Non seulement, nous avons suivi avec une exactitude rigoureuse les indications formulées à Washington, mais nous avons singulièrement étendu le champ d'action de la loi et nous avons renforcé maintes de ses dispositions. Nous aussi, nous pourrions invoquer, avec autant et plus de justesse que d'autres nations, le fait que la loi assure aux travailleurs plus de garanties et d'avantages que ceux qu'ils attendaient de la convention de Washington.

Mais la raison de notre attitude expectante n'est pas là.

Elle réside dans le fait qu'après avoir ratifié la convention, nous nous trouverons liés par elle pendant onze ans; que pendant ce temps, nous n'aurons plus la liberté de modifier quoique ce soit des dispositions légales, mêmes si nos concurrents s'abstiennent de voter une loi conforme à la convention, ou si cette loi ne s'applique qu'à un nombre restreint d'établissements ou encore si son application laisse à désirer.

Avant de prendre l'engagement qu'on lui demande, la Belgique a le droit de s'enquérir des dispositions des pays étrangers.

Ces dispositions sont tout au moins douteuses. Une voix autorisée l'a reconnu avant nous et les faits apportent une éclatante confirmation à cette opinion.

Nous estimons d'autre part qu'il est de notre devoir d'éclairer sincèrement la classe ouvrière, sur les conséquences que pourraient avoir la signature par la Belgique de la Convention de Washington sur les huit heures, sans que nous n'ayons la certitude que les autres pays ne signent.

Nous devons dire à nos ouvriers :

« Notre loi Nationale de huit heures entrera en vigueur le 1 octobre prochain.
» Pour ce qui concerne la Convention de Washington nous constatons que les
» grands pays producteurs qui sont nos concurrents sur les marchés interna-
» tionaux, n'ont pas encore signé cette convention, et il n'apparaît pas qu'ils
» soient disposés à le faire immédiatement.

En signant seul, ou presque seul, il pourrait s'en résulter que nous soyons placés dans une situation manifeste d'infériorité vis-à-vis de nos concurrents sur les marchés internationaux. Or, vous n'ignorez pas, mes amis, que la Belgique est surtout et entre tous, un pays d'exportation. Nous mettre dans la situation d'infériorité dont je parle ci-dessus, serait nous exposer à être supplanter sur les marchés internationaux. En dernière analyse se serait en grande partie la ruine de nos industries entraînant inévitablement notre propre ruine ».

La conséquence dernière serait l'exode forcée pour une partie de notre classe ouvrière.

Votre Section centrale ainsi que votre rapporteur ont conscience de la responsabilité qu'ils assument en cette matière.

Ils ne comptent pas s'y soustraire.

*
* *

Nous ne proposons pas à la Chambre d'émettre un vote hostile à la convention des huit heures.

Nous lui demandons, au contraire, de marquer nettement son désir de pouvoir signer au plutôt cette convention.

Mais nous demandons à la Chambre de suspendre sa propre décision jusqu'au moment où nous connaîtrons les décisions prises par les grandes nations productrices et concurrentes qui nous entourent et notamment la France, l'Angleterre, l'Allemagne et l'Italie.

Comme nous le disons plus haut, une nouvelle conférence internationale du travail appelée à élaborer une nouvelle convention sur la matière est en perspective.

Nous exprimons le vif désir que cette nouvelle conférence puisse aboutir à ce résultat : que tous les pays producteurs de l'Europe s'engagent à signer simultanément la convention des huit heures. Ce jour la Belgique sera aux côtés des signataires.

A l'égard de sa population ouvrière, si laborieuse, si disciplinée, si courageuse, la Belgique a rempli son devoir. La loi des huit heures existe, elle sera appliquée.

Faut-il aller plus loin et nous engager à ne pas toucher à la loi, pendant onze ans, même si les autres pays rejettent la loi des huit heures ou n'appliquent les principes votés à Washington qu'avec des réticences, des tempéraments, des restrictions qui nous placeront en flagrant état d'infériorité?

Le bon sens suffit à donner la réponse à cette question.

Nous ne demandons pas mieux que de prendre cet engagement, mais à la condition que nous ne soyons pas le seul à le souscrire et à le garder.

Nous souhaitons que l'heure ne tarde pas à sonner où nous pourrons, sans arrière pensée, ratifier la convention des huit heures comme, dès à présent, nous ratifions les cinq autres.

La Belgique engage sa parole et elle est fière de dire que nul au monde n'a le droit d'en douter.

C'est dans ces conditions que votre Section centrale vous propose à la majorité l'approbation de ce rapport.

Le Rapporteur,

HENRI HEYMAN.

Le Président,

E. TIBBAUT.

ANNEXE I.

La France et la Belgique désireuses de donner effet au projet de convention, adopté par la Conférence Internationale du Travail, qui s'est tenue à Washington du 29 octobre 1919 au 29 novembre 1919, sur

Ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

M. Aristide BRIAND,...

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES,

M. le Baron DE GAIFFIER d'HESTROY,...

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

... (Texte intégral des articles du projet de convention).

En foi de quoi, les plénipotentiaires sus-nommés ont signé la présente convention.

Fait à Paris, le 24 janvier 1921, en un exemplaire qui restera déposé au Secrétariat général de la Société des Nations et dont les expéditions authentiques seront remises par lui aux États signataires.

N. B. Chacune des six conventions a fait l'objet d'un instrument diplomatique rédigé dans la forme ci-dessus.

PROTOCOLE.

Les conventions suivantes, signées aujourd'hui entre la France et la Belgique et conformes aux projets de convention adoptés par la Conférence Internationale du Travail, qui s'est tenue à Washington du 29 octobre au 29 novembre 1919, savoir :

1° Convention tendant à limiter à 8 heures par jour et à 48 heures par semaine le nombre des heures de travail dans les établissements industriels ;

2° Convention concernant le chômage ;

3° Convention concernant l'emploi des femmes avant et après l'accouchement ;

4° Convention concernant le travail de nuit des femmes ;

5° Convention fixant l'âge minimum d'admission des enfants aux travaux industriels ;

6° Convention concernant le travail de nuit des enfants dans l'industrie, resteront ouvertes à l'adhésion de tous les États membres de l'Organisation Internationale du Travail, qui notifieront leur adhésion au Secrétaire général de la Société des Nations.

Une copie authentique du présent protocole sera communiquée à tous les États membres de l'Organisation Internationale du Travail par les soins du Secrétaire général de la Société des Nations.

En foi de quoi, les plénipotentiaires soussignés ont signé le présent Protocole.

Fait à Paris, le 24 janvier 1921.

ANNEXE II.

**PROJETS DE CONVENTION ET RECOMMANDATIONS ADOPTÉS
PAR LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL.**

Projet de Convention tendant à limiter à huit heures par jour et à quarante-huit heures par semaine la durée du travail dans les établissements industriels.

La Conférence Générale de l'Organisation Internationale du Travail de la Société des Nations ;

Convoquée à Washington par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, le 29 octobre 1919,

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à « l'application du principe de la journée de huit heures ou de la semaine de quarante-huit heures » question formant le premier point de l'ordre du jour de la session de la Conférence tenue à Washington et

Après avoir décidé que ces propositions seraient rédigées sous forme de projet de convention internationale,

Adopte le projet de convention ci-après à ratifier par les membres de l'Organisation internationale du Travail, conformément aux dispositions de la Partie relative au Travail du Traité de Versailles du 28 juin 1919. et du Traité de Saint-Germain du 10 septembre 1919.

ARTICLE PREMIER.

Pour l'application de la présente Convention, seront considérés comme « établissements industriels » notamment :

- a) les mines, carrières et industries extractives de toute nature ;
- b) les industries dans lesquelles des produits sont manufacturés, modifiés, nettoyés, réparés, décorés, achevés, préparés pour la vente, ou dans lesquelles les matières subissent une transformation y compris la construction des navires, les industries de démolition de matériel, ainsi que la production, la transformation et la transmission de la force motrice en général et de l'électricité ;
- c) la construction, la reconstruction, l'entretien, la réparation, la modification ou la démolition, de tous bâtiments et édifices de chemins de fer, tramways, wharfs, docks, jetées, canaux, installations pour la navigation intérieure, routes, tunnels, ponts, viaducs, égouts, collecteurs, égouts ordinaires, puits, installations télégraphiques ou téléphoniques, installations électriques, usines à gaz, distribution d'eau, ou autres travaux de construction, ainsi que les travaux de préparation et de fondation précédant les travaux énumérés ci-dessus ;
- d) le transport de personnes ou de marchandises par route, voie ferrée ou voie d'eau maritime ou intérieure, y compris la manutention des marchandises dans les docks, quais, wharfs et entrepôts, à l'exception du transport à la main.

Les prescriptions relatives au transport par mer et par voie d'eau intérieure seront fixées par une conférence spéciale sur le travail des marins et mariniers.

Dans chaque pays, l'autorité compétente déterminera la ligne de démarcation entre l'industrie, d'une part, le commerce et l'agriculture, d'autre part.

ART. 2.

Dans tous les établissements industriels, publics ou privés, ou dans leurs dépendances, de quelque nature qu'ils soient, à l'exception de ceux dans lesquels sont seuls employés les membres d'une même famille, la durée du travail du personnel ne pourra excéder huit heures par jours et quarante-huit heures par semaine, sauf les exceptions prévues ci-après :

a) Les dispositions de la présente convention ne sont pas applicables aux personnes occupant un poste de surveillance ou de direction ou un poste de confiance ;

b) Lorsque, en vertu d'une loi ou par suite de l'usage ou de conventions entre les organisations patronales et ouvrières (ou, à défaut de telles organisations, entre les représentants des patrons et des ouvriers) la durée du travail d'un ou plusieurs jours de la semaine est inférieure à huit heures, un acte de l'autorité compétente, ou une convention entre les organisations ou représentants susmentionnés des intéressés, peut autoriser le dépassement de la limite des huit heures les autres jours de la semaine. Le dépassement prévu par le présent paragraphe ne pourra jamais excéder une heure par jour.

c) Lorsque les travaux s'effectuent par équipes, la durée du travail pourra être prolongée au delà de huit heures par jour et de quarante-huit heures par semaine, à la condition que la moyenne des heures de travail, calculée sur une période de trois semaines ou moins, ne dépasse pas huit par jour et quarante-huit par semaine.

ART. 3.

La limite des heures de travail prévue à l'article 2 pourra être dépassée en cas d'accident survenu ou imminent, ou en cas de travaux d'urgence à effectuer aux machines ou à l'outillage, ou en cas de force majeure, mais uniquement dans la mesure nécessaire pour éviter qu'une gêne sérieuse ne soit apportée à la marche normale de l'établissement.

ART. 4.

La limite des heures de travail, prévue à l'article 2, pourra être dépassée dans les travaux dont le fonctionnement continu doit, en raison même de la nature du travail, être assuré par des équipes successives, à la condition que les heures de travail n'excèdent pas en moyenne cinquante-six par semaine. Ce régime n'affectera pas les congés qui peuvent être assurés aux travailleurs, par les lois nationales, en compensation de leur jour de repos hebdomadaire.

ART. 5.

Dans les cas exceptionnels où les limites fixées à l'article 2 seraient reconnues inapplicables, et dans ces cas seulement, des conventions entre organisations ouvrières et patronales pourront, — si le Gouvernement, à qui elles devront être communiquées, transforme leurs stipulations en règlements, — établir, sur une plus longue période, un tableau réglant la durée journalière du travail.

La durée moyenne du travail, calculée sur le nombre de semaines déterminé par le tableau, ne pourra en aucun cas excéder quarante huit heures par semaine.

ART. 6.

Des règlements de l'autorité publique détermineront par industrie ou par profession :

a) Les dérogations permanentes qu'il y aura lieu d'admettre pour les travaux préparatoires ou complémentaires, qui doivent être nécessairement exécutés en dehors de la limite assignée au travail général de l'établissement, ou pour certaines catégories de personnes dont le travail est spécialement intermittent ;

b) Les dérogations temporaires qu'il y aura lieu d'admettre pour permettre aux entreprises de faire face à des surcroûts de travail extraordinaires.

ART. 7.

Ces règlements doivent être pris après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées, là où il en existe ; ils détermineront le nombre maximum d'heures supplémentaires qui peuvent être autorisées dans chaque cas. Le taux du salaire pour ces heures supplémentaires sera majoré d'au moins 25 p. c. par rapport au salaire normal.

Chaque gouvernement communiquera au Bureau International du Travail :

a) Une liste des travaux classés comme ayant un fonctionnement nécessairement continu dans le sens de l'article 4 ;

b) Des renseignements complets sur la pratique des accords prévus à l'article 5 ;

c) Des renseignements complets sur les dispositions réglementaires prises en vertu de l'article 6 et leur application.

Le Bureau international du Travail présentera chaque année un rapport à ce sujet à la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail.

ART. 8.

En vue de faciliter l'application des dispositions de la présente convention, chaque patron devra :

a) Faire connaître au moyen d'affiches apposées d'une manière apparente dans son établissement ou en tout autre lieu convenable, ou selon tout autre mode approuvé par le Gouvernement, les heures auxquelles commence et finit le travail, ou, si le travail s'effectue par équipes, les heures auxquelles commence et finit le tour de chaque équipe. Les heures seront fixées de façon à ne pas dépasser les limites prévues par la présente convention, et, une fois notifiées, ne pourront être modifiées que selon le mode et la forme d'avis approuvés par le Gouvernement ;

b) Faire connaître, de la même façon, les repos accordés pendant la durée du travail et considérés comme ne faisant pas partie des heures de travail ;

c) Inscrire sur un registre, selon le mode approuvé par la législation de chaque pays ou par un règlement de l'autorité compétente, toutes les heures supplémentaires effectuées en vertu des articles 5 et 6 de la présente convention.

Sera considéré comme illégal le fait d'employer une personne en dehors des heures fixées en vertu du paragraphe (a) ou pendant les heures fixées en vertu du paragraphe (b) ;

ART. 9.

L'application de la présente convention au Japon comportera les modifications et conditions suivantes :

a) Seront considérés comme « établissements industriels » notamment :

I) Les établissements énumérés au paragraphe a) de l'article 1^{er} ;

II) Les établissements énumérés au paragraphe b) s'ils occupent au moins 10 personnes ;

III) Les établissements énumérés au paragraphe b) de l'article 1^{er} sous réserve que ces établissements sont compris dans la définition des « fabriques » donnée par l'autorité compétente ;

IV Les établissements énumérés au paragraphe d) de l'article 1^{er} sauf le transport des personnes ou de marchandises par route, la manutention des marchandises dans les docks, quais, wharfs et entrepôts, ainsi que le transport à la main ; et,

V) Sans égard au nombre des personnes occupées, ceux des établissements industriels énumérés aux paragraphes b) et c) de l'article 1^{er} que l'autorité compétente pourrait déclarer très dangereux ou comportant des travaux insalubres.

b) La durée effective de travail de toute personne âgée d'au moins 15 ans, employée dans un établissement industriel, public ou privé, ou dans ses dépendances, ne dépassera pas cinquante-sept heures par semaine, sauf dans l'industrie de la soie grège, où la durée maximum du travail pourra être de soixante heures par semaine.

c) La durée effective du travail ne pourra, en aucun cas, dépasser quarante-huit heures par semaine, ni pour les enfants de moins de 15 ans occupés dans les établissements industriels, publics ou privés, ou dans leurs dépendances, ni pour les personnes occupées aux travaux souterrains dans les mines, quelque soit leur âge.

d) La limitation des heures de travail peut être modifiée dans les conditions prévues aux articles 2, 3, 4 et 5 de la présente convention, sans toutefois que le rapport entre la durée de la prolongation accordée et la durée de la semaine normale puisse être supérieur au rapport résultant des dispositions des dits articles.

e) Une période de repos hebdomadaire de vingt-quatre heures consécutives sera accordée à tous les travailleurs sans distinction de catégorie.

f) Les dispositions de la législation industrielle du Japon, qui en limitent l'application aux établissements où sont employées au moins quinze personnes, seront modifiées de façon à ce que cette législation s'applique désormais aux établissements où sont employées au moins dix personnes.

g) Les dispositions des paragraphes ci-dessus du présent article entreront en vigueur au plus tard le 1^{er} juillet 1922 ; toutefois les dispositions contenues à l'article 4, telles qu'elles sont modifiées par le paragraphe d) du présent article, entreront en vigueur au plus tard le 1^{er} juillet 1925.

h) La limite de 15 ans prévue au paragraphe c) du présent article sera portée à 16 ans le 1^{er} juillet 1925, au plus tard.

ARTICLE 10.

Dans l'Inde britannique, le principe de la semaine de soixante heures sera adopté pour tous les travailleurs occupés dans les industries actuellement visées par la législation industrielle dont le Gouvernement de l'Inde assure l'application, ainsi que dans les mines et dans les catégories de travaux de chemins de fer qui seront énumérées à cet effet par l'autorité compétente. Cette autorité ne pourra autoriser des modifications à la limite ci-dessus mentionnée qu'en tenant compte des dispositions contenues dans les articles 6 et 7 de la présente Convention.

Les autres prescriptions de la présente Convention ne s'appliqueront pas à l'Inde, mais une limitation plus étroite des heures de travail devra être examinée lors d'une prochaine session de la Conférence générale.

ART. 11.

Les dispositions de la présente convention ne s'appliqueront ni à la Chine, ni à la Perse, ni au Siam, mais la limitation de la durée du travail dans ces pays devra être examinée lors d'une prochaine session de la Conférence générale.

ART. 12.

Pour l'application de la présente convention à la Grèce, la date à laquelle ses dispositions entreront en vigueur, conformément à l'article 19, pourra être reportée au 1^{er} juillet 1925, pour les établissements énumérés ci-après :

- 1° Fabriques de sulfure de carbone ;
- 2° Id. d'acides ;
- 3° Tanneries ;
- 4° Papeteries ;
- 5° Imprimeries ;
- 6° Scieries ;
- 7° Entrepôts de tabac et établissements où se fait la préparation du tabac ;
- 8° Travaux à ciel ouvert dans les mines ;
- 9° Fonderies ;
- 10° Fabriques de chaux ;
- 11° Teintureries ;
- 12° Verreries (souffleurs) ;
- 13° Usines à gaz (chauffeurs) ;
- 14° Chargement et déchargement de marchandises ; et, au plus tard, au 1^{er} juillet 1924, pour les établissements industriels énumérés ci-après :
 - 1° Industries mécaniques : construction de machines, fabrication de coffres-forts, balances, lits, pointes, plomb de chasse, fonderies de fer et de bronze, ferblanterie, ateliers d'étamage, fabriques d'appareils hydrauliques ;
 - 2° Industries du bâtiment : fours à chaux, fabriques de ciment de plâtre, tuileries, briqueteries et fabriques de dalles, poteries et scieries de marbre, travaux de terrassement et de construction ;
 - 3° Industries textiles : filatures et tissages de toutes sortes, sauf les teintureries ;
 - 4° Industries d'alimentation : minoteries, boulangeries, fabriques de pâtes

alimentaires, fabriques de vins, d'alcools et de boissons, huileries, brasseries, fabriques de glace et d'eaux gazeuses, fabriques de produits de confiserie et de chocolat, fabriques de saucissons et de conserves, abattoirs et boucheries;

5° Industries chimiques : fabriques de couleurs synthétiques, verreries (sauf les souffleurs) fabriques d'essence de thérébentine et de tartre, fabriques d'oxygène et de produits pharmaceutiques, fabriques d'huile de lin, fabriques de glycérine, fabriques de carbure de calcium, usines à gaz (sauf les chauffeurs);

6° Industries du cuir : fabriques de chaussures, fabriques d'articles en cuir;

7° Industries du papier et de l'imprimerie : fabriques d'enveloppes, de registre, de boîtes, de sacs, ateliers de reliure, de lithographie et de zincographie;

8° Industries du vêtement : ateliers de couture et de lingerie, ateliers de pressage, fabriques de couvertures de lits, de fleurs artificielles, de plumes et de passementeries, fabriques de chapeaux et de parapluies;

9° Industries du bois, menuiserie, tonnellerie, charronnerie, fabriques de meubles et de chaises, ateliers d'encadrement, fabriques de brosses et de balais;

10° Industries électriques : usines de production de courant, ateliers d'installations électriques.

11° Transports par terre : employés de chemins de fer et de tramways, chauffeurs, cochers et charretiers.

ART. 15.

Pour l'application de la présente convention à la Roumanie, la date à laquelle ses dispositions entreront en vigueur, conformément à l'article 19, pourra être portée au 1^{er} juillet 1924.

ART. 14.

Les dispositions de la présente convention peuvent être suspendues dans tout pays, par ordre du Gouvernement, en cas de guerre ou en cas d'événements présentant un danger pour la sécurité nationale.

ART. 15.

Les ratifications officielles de la présente convention, dans les conditions prévues à la partie XIII du Traité de Versailles du 28 juin 1919, et du Traité de Saint-Germain du 10 septembre 1919, seront communiquées au secrétaire général de la Société des Nations et par lui enregistrées.

ART. 16.

Tout membre qui ratifie la présente convention, s'engage à l'appliquer à celles de ses colonies ou possessions ou à ceux de ses protectorats qui ne se gouvernent pas plainement eux-mêmes, sous les réserves suivantes :

a) que les dispositions de la convention ne soient pas rendues inapplicables par les conditions locales;

b) que les modifications, qui seraient nécessaires pour adapter la convention aux conditions locales, puissent être introduites dans celle-ci.

Chaque membre devra notifier au Bureau International du Travail sa décision

en ce qui concerne chacune de ses colonies ou possessions ou chacun de ses protectorats ne se gouvernant pas pleinement eux mêmes.

ART. 17.

Aussitôt que les ratifications de deux membres de l'Organisation Internationale du Travail auront été enregistrées au secrétariat, le secrétaire général de la Société des Nations notifiera ce fait à tous les membres de l'Organisation Internationale du Travail.

ART. 18.

La présente convention entrera en vigueur à la date où cette notification aura été effectuée par le secrétaire général de la Société des Nations; elle ne liera que les membres qui auront enregistré leur ratification au secrétariat. Par la suite, la présente convention entrera en vigueur, au regard de tout autre membre, à la date où la ratification de ce membre aura été enregistrée au secrétariat.

ART. 19.

Tout membre qui ratifie la présente convention, s'engage à appliquer ses dispositions au plus tard le 1^{er} juillet 1921, et à prendre telles mesures qui seront nécessaires pour rendre effectives ces dispositions.

ART. 20.

Tout membre, ayant ratifié la présente convention, peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années, après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte communiqué au Secrétaire général de la Société des Nations et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée au Secrétariat.

ART. 21.

Le Conseil d'administration du Bureau International du Travail devra, au moins une fois par dix années, présenter à la conférence Générale un rapport sur l'application de la présente convention, et décidera d'inscrire à l'ordre du jour de la conférence la question de la revision ou de la modification de la dite convention.

ART. 22.

Les textes français et anglais de la présente convention feront foi l'un et l'autre.

ANNEXE III.

PROJET DE CONVENTION CONCERNANT LE CHOMAGE.

La conférence générale de l'Organisation Internationale du Travail de la Société des Nations.

Convoquée à Washington par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, le 29 octobre 1919.

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives aux « moyens » de prévenir le chômage et de remédier à ses conséquences » question formant le deuxième point de l'ordre du jour de la Conférence tenue à Washington, et

Après avoir décidé que ces propositions seraient rédigées sous forme d'un projet de convention internationale.

Adopte le projet de convention ci-après à ratifier par les Membres de l'Organisation Internationale du Travail, conformément aux dispositions de la Partie relative au Travail, du Traité de Versailles du 28 juin 1919, et du Traité de Saint-Germain du 10 septembre 1919;

ARTICLE PREMIER.

Chaque membre, ratifiant la présente convention, communiquera au Bureau International du Travail, à des intervalles aussi courts que possible et qui ne devront pas dépasser trois mois, toute information disponible, statistique ou autre, concernant le chômage, y compris tous renseignements sur les mesures prises ou à prendre en vue de lutter contre le chômage. Toutes les fois que ce sera possible, les informations devront être recueillies de telle façon que communication puisse en être faite dans les trois mois suivant la fin de la période à laquelle elles se rapportent.

ART. 2.

Chaque membre, ratifiant la présente convention, devra établir un système de bureaux publics de placement gratuit sous le contrôle d'une autorité centrale. Des comités qui devront comprendre des représentants des patrons et des ouvriers, seront nommés et consultés pour tout ce qui concerne le fonctionnement de ces bureaux.

Lorsque coexistent des bureaux gratuits publics et privés, des mesures devront être prises pour coordonner les opérations de ces bureaux sur un plan national.

Le fonctionnement des différents systèmes nationaux sera coordonné par le Bureau International du Travail, d'accord avec les pays intéressés.

ART. 3.

Les membres de l'Organisation Internationale du Travail qui ratifieront la présente convention et qui ont établi un système d'assurance contre le chômage, devront, dans les conditions arrêtées d'un commun accord entre les membres intéressés, prendre des arrangements permettant à des travailleurs ressortissant

à l'un de ces membres, et travaillant sur le territoire d'un autre, de recevoir des indemnités d'assurance égales à celles touchées par les travailleurs ressortissant à ce deuxième membre.

ART. 4.

Les ratifications officielles de la présente convention, dans les conditions prévues à la Partie XIII du Traité de Versailles du 26 juin 1919, et du Traité de Saint-Germain du 10 septembre 1919, seront communiquées au Secrétaire général de la Société des Nations et par lui enregistrées.

ART. 5.

Tout membre qui ratifie la présente convention s'engage à l'appliquer à celles de ses colonies ou possessions ou à ceux de ses protectorats qui ne se gouvernent pas pleinement eux-mêmes, sous les réserves suivantes :

a) Que les dispositions de la convention ne soient pas rendues inapplicables par les conditions locales ;

b) Que les modifications qui seraient nécessaires pour adapter la convention aux conditions locales, puissent être introduites dans celle-ci.

Chaque membre devra notifier au Bureau International du Travail sa décision en ce qui concerne chacune de ses colonies ou possessions ou chacun de ses protectorats ne se gouvernant pas pleinement eux-mêmes

ART. 6.

Aussitôt que les ratifications de trois membres de l'Organisation internationale du Travail auront été enregistrées au Secrétariat, le Secrétaire général de la Société des Nations notifiera ce fait à tous les membres de l'Organisation internationale du Travail.

ART. 7.

Le présente convention entrera en vigueur à la date où cette notification aura été effectuée par le Secrétaire général de la Société des Nations ; elles ne liera que les membres qui auront fait enregistrer leur ratification au Secrétariat. Par la suite, cette convention entrera en vigueur, au regard de tout autre membre, à la date où la ratification de ce membre aura été enregistrée au Secrétariat.

ARTICLE 8.

Tout membre, qui ratifie la présente convention, s'engage à appliquer ses dispositions au plus tard le 1^{er} juillet 1921, et à prendre telles mesures qui seront nécessaires pour rendre effectives ces dispositions.

ARTICLE 9.

Tout membre, ayant ratifié la présente convention, peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années, après la date de la mise en vigueur initiale de la Convention, par un acte communiqué au Secrétaire Général de la Société des Nations et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée au Secrétariat.

ARTICLE 10.

Le Conseil d'administration du Bureau International du Travail devra, au moins une fois par dix années, présenter à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente Convention, et décidera s'il y a lieu, d'insérer à l'ordre du jour de la Conférence la question de la revision ou de la modification de ladite convention.

ARTICLE 11.

Les textes français et anglais de la présente Convention feront foi l'un et l'autre.

ANNEXE IV.**PROJET DE CONVENTION CONCERNANT L'EMPLOI DES FEMMES
AVANT ET APRÈS L'ACCOUCHEMENT.**

La Conférence générale de l'Organisation Internationale du Travail de la Société des Nations,

Convoquée à Washington par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 29 octobre 1919 ;

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à l'emploi des femmes avant et après l'accouchement (y compris la question de l'indemnité de maternité) « question comprise dans le troisième point de l'ordre du jour de la session de la Conférence tenue à Washington et ;

Après avoir décidé que ces propositions seraient rédigées sous forme d'un projet de convention internationale,

Adopte le projet de convention ci-après à ratifier par les Membres de l'Organisation Internationale du Travail, conformément aux dispositions de la Partie relative au Travail du Traité de Versailles du 28 juin 1919 et du Traité de Saint-Germain du 10 septembre 1919 ;

ARTICLE PREMIER.

Pour l'application de la présente convention, seront considérés comme « établissements industriels » notamment :

a) Les mines, carrières et industries extractives de toute nature :

b) les industries dans lesquelles les produits sont manufacturés, modifiés, nettoyés, réparés, décorés, achevés, préparés pour la vente, ou dans lesquelles les matières subissent une transformation y compris la construction des navires, les industries de démolition de matériel, ainsi que la production, la transformation et la transmission de la force motrice en général et de l'électricité ;

c) la construction, la reconstruction, l'entretien, la réparation, la modification ou la démolition de tous bâtiments et édifices, chemins de fer, tramways, wharfs, docks, jetées, canaux, installations pour la navigation intérieure, routes, tunnels, ponts, viaducs, égouts collecteurs, égouts ordinaires, puits, installations télégra-

phiques ou téléphoniques, installations électriques, usines à gaz, distribution d'eau ou autres travaux de construction, ainsi que les travaux de préparation et de fondation précédant les travaux énumérés ci-dessus;

d) le transport de personnes ou de marchandises par route, voie ferrée ou voie d'eau maritime ou intérieure, y compris la manutention des marchandises dans les docks, quais, wharfs, et entrepôts, à l'exception du transport à la main.

Pour l'application de présente Convention, sera considéré comme « établissement commercial » tout lieu consacré à la vente des marchandises ou à toute opération commerciale.

Dans chaque pays, l'autorité compétente déterminera la ligne de démarcation entre l'industrie et le commerce, d'une part, l'agriculture, d'autre part.

ART. 2.

Pour l'application de la présente Convention, le terme « femme » désigne toute personne du sexe féminin, quelque soit son âge ou sa nationalité, mariée ou non, et le terme « enfant » désigne tout enfant, légitime ou non.

ART. 3.

Dans tous les établissements industriels ou commerciaux, publics ou privés, ou dans leurs dépendances, à l'exception des établissements où sont seuls employés les membres d'une même famille, une femme

a) ne sera pas autorisée à travailler pendant une période de six semaines après ses couches;

b) aura le droit de quitter son travail, sur production d'un certificat médical déclarant que ses couches se produiront probablement dans un délai de six semaines;

c) recevra, pendant toute la période où elle demeurera absente, en vertu des paragraphes *a* et *b* une indemnité suffisante pour son entretien et celui de son enfant dans de bonnes conditions d'hygiène : la dite indemnité, dont le montant exact sera fixé par l'autorité compétente dans chaque pays, sera prélevée sur les fonds publics ou sera fournie par un système d'assurance. Elle aura droit, en outre, aux soins gratuits d'un médecin ou d'une sage-femme. Aucune erreur, de la part du médecin ou de la sage-femme, dans l'estimation de la date de l'accouchement, ne pourra empêcher une femme de recevoir l'indemnité à laquelle elle a droit, à compter de la date du certificat médical jusqu'à celle à laquelle l'accouchement se produira;

d) aura droit, dans tous les cas, si elle allaite son enfant à deux repos d'une demi-heure pour lui permettre l'allaitement.

ART. 4.

Au cas où une femme s'absente de son travail, en vertu des paragraphes *a* et *b* de l'article 3 de la présente convention, ou en demeure éloignée pendant une période plus longue, à la suite d'une maladie attestée par certificat médical comme résultant de sa grossesse ou de ses couches, et qui la met dans l'incapacité de

reprendre son travail, il sera illégal pour son patron, jusqu'à ce que son absence ait atteint une durée maximum fixé par l'autorité compétente de chaque pays, de lui signifier son congé durant ladite absence ou à une date telle que le délai de préavis expirerait pendant que dure l'absence susmentionnée.

ART. 5.

Les ratifications officielles de la présente convention, dans les conditions prévues à la Partie XIII du Traité de Versailles du 28 juin 1919 et du Traité de Saint-Germain du 10 septembre 1919, seront communiquées au secrétaire général de la Société des Nations et par lui enregistrées.

ART. 6.

Tout membre qui ratifie la présente convention, s'engage à l'appliquer à celles de ses colonies ou possessions ou à ceux de ses protectorats qui ne se gouvernent pas pleinement eux-mêmes, sous les réserves suivantes :

- a) Que les dispositions de la convention ne soient pas rendues inapplicables par les conditions locales;
- b) Que les modifications, qui seraient nécessaires pour adapter la convention aux conditions locales, puissent être introduites dans celle-ci.

Chaque membre devra notifier au Bureau International du Travail sa décision en ce qui concerne chacune de ses colonies ou possessions ou chacun de ses protectorats ne se gouvernant pas pleinement eux-mêmes.

ART. 7.

Aussitôt que les ratifications de deux membres de l'Organisation Internationale du Travail auront été enregistrées au secrétariat, le secrétaire général de la Société des Nations notifiera ce fait à tous les membres de l'Organisation Internationale du Travail.

ART. 8.

La présente convention entrera en vigueur à la date où cette notification aura été effectuée par le secrétaire général de la Société des Nations; elle ne liera que les membres qui auront fait enregistrer leur ratification au secrétariat. Par la suite, la présente convention entrera en vigueur, au regard de tout autre membre à la date où la ratification de ce membre aura été enregistrée au secrétariat.

ART. 9.

Tout membre qui ratifie la présente convention, s'engage à appliquer ses dispositions au plus tard le 1^{er} juillet 1922 et à prendre telles mesures qui seront nécessaires pour rendre effectives ces dispositions.

ART. 10.

Tout membre ayant ratifié la présente convention, peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de mise en vigueur initiale de la

convention, par un acte communiqué au secrétaire général de la Société des Nations et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistré au secrétariat.

ART. 11.

Le Conseil d'administration du Bureau International du Travail devra, au moins une fois par dix années, présenter à la Conférence Générale un rapport sur l'application de la présente Convention, et décidera d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de la revision ou de la modification de ladite convention.

ART. 12.

Les textes français et anglais de la présente Convention feront fois l'un et l'autre.

ANNEXE V.

**PROJET DE CONVENTION CONCERNANT LE TRAVAIL DE NUIT
DES FEMMES.**

La Conférence Générale de l'Organisation Internationale du Travail de la Société des Nations.

Convoquée à Washington par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, le 29 octobre 1919,

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à l'« emploi des femmes pendant la nuit » question comprise dans le troisième point de l'ordre du jour de la session de la Conférence tenue à Washington, et

Après avoir décidé que ces propositions seraient rédigées sous forme d'un projet de convention internationale,

Adopte le projet de convention ci-après à ratifier par les membres de l'Organisation Internationale du Travail, conformément aux dispositions de la partie relative au travail du Traité de Versailles du 28 juin 1919, et du Traité de Saint-Germain du septembre 1919.

ARTICLE PREMIER.

Pour l'application de la présente convention, seront considérés comme « établissements industriels » notamment :

- a) les mines, carrières et industries extractives de toute nature;
- b) les industries dans lesquelles des produits sont manufacturés, modifiés, nettoyés, réparés, décorés, achevés, préparés pour la vente, ou dans lesquelles les matières subissent une transformation; y compris la construction des navires, les industries de démolition de matériel, ainsi que la production, la transformation et la transmission de la formation motrice en général et de l'électricité.
- c) La construction, la reconstruction, l'entretien, la réparation, la modification, ou la démolition de tous bâtiments et édifices, chemins de fer, tramways,

wharfs, docks, jetées, canaux, installations pour la navigation intérieure, routes, tunnels, ponts, viaducs, égouts, collecteurs, égouts ordinaires, puits, installations télégraphiques ou téléphoniques, installations électriques, usines à gaz, distribution d'eau, ou autres travaux de construction, ainsi que les travaux de préparation et de fondation précédant les travaux énumérés ci-dessus.

Dans chaque pays, l'autorité compétente déterminera la ligne de démarcation entre l'industrie, d'une part, le commerce et l'agriculture d'autre part.

ART. 2.

Pour l'application de la présente convention, le terme « nuit » désigne une période d'au moins onze heures consécutives, comprenant l'intervalle écoulé entre 10 heures du soir et 5 heures du matin.

Dans les pays où aucun règlement public ne s'applique à l'emploi des femmes pendant la nuit dans les établissements industriels, le terme « nuit » pourra provisoirement, et pendant une durée maximum de trois années, désigner, à la discrétion du Gouvernement une période de dix heures seulement, laquelle comprendra l'intervalle écoulé entre 10 heures du soir et 5 heures du matin.

ART. 3.

Les femmes, sans distinction d'âge, ne pourront être employées pendant la nuit dans aucun établissement industriel, public ou privé ni dans aucune dépendance d'un de ces établissements, à l'exception des établissements où sont seuls employés les membres d'une même famille.

ART. 4.

L'article 3 ne sera pas appliqué :

a) en cas de force majeure, lorsque dans une entreprise se produit une interruption d'exploitation impossible à prévoir, et n'ayant pas une caractère périodique;

b) dans les cas où le travail s'applique soit à des matières premières, soit à des matières en élaboration, qui seraient susceptibles d'altération très rapide, lorsque cela est nécessaire pour sauver ces matières d'une perte inévitable.

ART. 5.

Dans l'Inde et au Siam, l'application de l'article 3 de la présente convention pourra être suspendue par le Gouvernement, sauf en ce qui concerne les manufactures (factorerie) telles qu'elles sont définies par la loi nationale. Notification de chacune des industries exemptées sera faite au Bureau International du Travail.

ART. 6.

Dans les établissements industriels soumis à l'influence des saisons, et dans tous les cas où des circonstances exceptionnelles l'exigent, la durée de la période de nuit, indiquée à l'article 2 pourra être réduite à dix heures pendant soixante jours par an.

ART. 7.

Dans le pays où le climat rend le travail de jour particulièrement pénible, la nuit peut être plus courte que celle fixée par les articles ci-dessus, à la condition qu'un repos compensateur soit accorder pendant le jour.

ART. 8.

Les ratifications officielles de la présente convention, dans les conditions prévues à la Partie XIII du Traité de Versailles du 28 juin 1919, et du Traité de Saint-Germain du 10 septembre 1919 seront communiquées au Secrétaire général de la Société des Nations et par lui enregistrées.

ART. 9.

Tout membre qui ratifie la présente convention, s'engage à l'appliquer à celles de ses colonies ou possessions ou à ceux de ses protectorats qui ne se gouvernent pas pleinement eux-mêmes, sous les réserves suivantes :

a) que les dispositions de la convention ne soient pas rendues inapplicables par les conditions locales;

b) que les modifications, qui seraient nécessaires pour adapter la convention aux conditions locales, puissent être introduites dans celle-ci;

Chaque membre devra notifier au Bureau International du Travail sa décision en ce qui concerne chacune de ses colonies ou possessions ou chacun de ses protectorats ne se gouvernant pas pleinement eux-mêmes.

ART. 10.

Aussitôt que les ratifications de deux membres de l'Organisation Internationale du Travail auront été enregistrées au secrétariat, le secrétaire général de la Société des Nations notifiera ce fait à tous les membres de l'Organisation Internationale du Travail.

ART. 11.

La présente convention entrera en vigueur à la date où cette notification aura été effectuée par le secrétaire général de la Société des Nations; elle ne liera que les membres qui auront fait enregistrer leur ratification au secrétariat. Par la suite la présente convention entrera en vigueur, au regard de tout autre membre, à la date où la ratification de ce membre aura été enregistrée au secrétariat.

ART. 12.

Tout membre qui ratifie la présente convention, s'engage à appliquer ses dispositions au plus tard le 1^{er} juillet 1922, et à prendre telles mesures qui seront nécessaires pour rendre effectives ces dispositions.

ART. 13.

Tout membre ayant ratifié la présente convention, peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale

de la convention, par un acte communiqué au Secrétaire général de la Société des Nations et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée au Secrétariat.

ART. 14.

Le Conseil d'administration du Bureau International du Travail devra, au moins une fois par dix années, présenter à la Conférence générale, un rapport sur l'application de la présente convention et décidera s'il y a lieu d'insérer à l'ordre du jour de la Conférence la question de la revision ou de la modification de ladite convention.

ART. 15.

Les textes français et anglais de la présente convention seront foi l'un et l'autre.

ANNEXE VI.

**PROJET DE CONVENTION FIXANT L'AGE MINIMUM D'ADMISSION
DES ENFANTS AUX TRAVAUX INDUSTRIELS.**

La Conférence Générale de l'Organisation Internationale du Travail de la Société des Nations,

Convoquée à Washington par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, le 29 octobre 1919,

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à l'« emploi des enfants : âge d'admission au travail » question comprise dans le quatrième point de l'ordre du jour de la session de la conférence tenue à Washington, et

Après avoir décidé que ces propositions seraient rédigées sous forme d'un projet de convention internationale,

Adopte le projet de convention ci-après, à ratifier par les membres de l'Organisation Internationale du Travail, conformément aux dispositions de la Partie relative au Travail du Traité de Versailles du 28 juin 1919 et du Traité de Saint-Germain du 10 septembre 1919;

ARTICLE PREMIER.

Pour l'établissement de la présente convention, seront considérés comme « établissements industriels » notamment :

- a) les mines, carrières, et industries extractives de toute nature;
- b) les industries dans lesquelles des produits sont manufacturés, modifiés, nettoyés, réparés, décorés, achevés, préparés pour la vente, ou dans lesquelles les matières subissent une transformation, y compris la construction des navires, les industries de démolition de matériel ainsi que la production, la transformation et la transmission de la force motrice en général et de l'électricité;
- c) la construction, la reconstruction, l'entretien, la réparation, la modification

ou la démolition de tous bâtiments, édifices, chemins de fer, tramways, wharfs, docks, jetées, canaux, installations pour la navigation intérieure, routes, tunnels, ponts, viaducs, égouts collecteurs, égouts ordinaires, puits, installations télégraphiques ou téléphoniques, installations électriques, usines à gaz, distribution d'eau, ou autres travaux de construction, ainsi que les travaux de préparation et de fondation précédant les travaux énumérés ci-dessus ;

d) Le transport de personnes ou de marchandises par route, voie ferrée ou voie d'eau, y compris la manutention des marchandises dans les docks, quais, wharfs et entrepôts, à l'exception du transport à la main.

Dans chaque pays, l'autorité déterminera la ligne de démarcation entre l'industrie, d'une part, le commerce et l'agriculture d'autre part.

ART. 2.

Les enfants de 14 ans ne peuvent être employés ou travailler dans les établissements industriels, publics ou privés, ou dans leurs dépendances, à l'exception de ceux dans lesquels sont seuls employés les membres d'une même famille.

ART. 3.

Les dispositions de l'article 2 ne s'appliqueront pas au travail des enfants dans les écoles professionnelles, à la condition que ce travail soit approuvé et surveillé par l'autorité publique.

ART. 4.

Dans le but de permettre le contrôle de l'application des dispositions de la présente convention, tout chef d'établissement industriel devra tenir un registre d'inscription de toutes les personnes de moins de 16 ans employées par lui, avec l'indication de la date de leur naissance.

ART. 5.

En ce qui concerne l'application de la présente convention au Japon, les modifications ci-après à l'article 2 sont autorisées :

a) Les enfants de plus de 12 ans pourront être admis au travail s'ils ont achevé leur instruction primaire ;

b) En ce qui concerne les enfants, entre 12 et 14 ans, déjà au travail, des dispositions transitoires pourront être adoptées. La disposition de la loi japonaise actuelle, qui admet les enfants de moins de 12 ans à certains travaux faciles et légers, sera rapportée.

ART. 6.

Les dispositions de l'article 2 ne s'appliqueront pas à l'Inde mais, dans l'Inde, les enfants de moins de 12 ans ne seront pas occupés :

a) Dans les manufactures employant la force motrice et occupant plus de dix personnes ;

b) Dans les mines, carrières et industries extractives de toute nature ;

c) Dans le transport de voyageurs ou de marchandises, les services postaux, par voie ferrée, et dans la manutention des marchandises dans les docks, quais et wharfs, à l'exception du transport à la main.

ART. 7.

Les rectifications officielles de la présente convention, dans les conditions prévues à l'article XIII du Traité de Versailles du 28 juin 1919, et du Traité de Saint-Germain du 10 septembre 1919, seront communiquées au secrétaire général de la Société des Nations et par lui enregistrées.

ART. 8.

Tout membre qui ratifie la présente convention, s'engage à l'appliquer à celles de ses colonies ou possessions ou à ceux de ses protectorats qui ne se gouvernent pas pleinement eux-mêmes, sous les réserves suivantes :

a) Que les dispositions de la convention ne soient pas rendues inapplicables par les conditions locales ;

b) Que les modifications, qui seraient nécessaires pour adapter la convention aux conditions locales, puissent être introduites dans celles-ci ;

Chaque Membre devra notifier au Bureau International du Travail sa décision en ce qui concerne chacune de ses colonies ou possessions ou chacun de ses protectorats ne se gouvernant pas pleinement eux-mêmes.

ART. 9.

Aussitôt que les ratifications de deux Membres de l'Organisation Internationale du Travail auront été enregistrées au Secrétariat, le Secrétaire général de la Société des Nations notifiera ce fait à tous les Membres de l'Organisation Internationale du Travail.

ART. 10.

La présente Convention entrera en vigueur à la date où cette notification aura été effectuée par le Secrétaire général de la Société des Nations ; elle ne liera que les Membres qui auront fait enregistrer leur ratification au Secrétariat. Par la suite la présente Convention entrera en vigueur, au regard de tout autre Membre, à la date où la ratification de ce Membre aura été enregistrée au Secrétariat.

ART. 11.

Tout Membre qui ratifie la Présente Convention, s'engage à appliquer ses dispositions au plus tard le 1^{er} juillet 1922, et à prendre telles mesures qui seront nécessaires pour rendre effectives ces dispositions.

ART. 12.

Tout Membre ayant ratifié la présente Convention, peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la Convention, par un acte communiqué au Secrétariat général de la Société des Nations et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée au Secrétariat.

ART. 13.

Le Conseil d'administration du Bureau International du Travail devra, au moins une fois par dix années, présenter à la Conférence Générale, un rapport sur l'application de la présente Convention et décidera s'il y a lieu d'insérer à l'ordre du jour de la Conférence la question de la revision ou de la modification de ladite Convention.

ART. 14.

Les textes français et anglais de la présente Convention feront foi l'un et l'autre.

ANNEXE VII.

**PROJET DE CONVENTION CONCERNANT LE TRAVAIL DE NUIT
DES ENFANTS DANS L'INDUSTRIE.**

La Conférence générale de l'Organisation Internationale du Travail de la Société des Nations,

Convoquée à Washington par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, le 29 octobre 1919,

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à l'« emploi des enfants pendant la nuit », question comprise dans le quatrième point de l'ordre du jour de la session de la Conférence tenue à Washington, et

Après avoir décidé que ces propositions seraient rédigées sous forme d'un projet de convention internationale,

Adopte le projet de convention ci-après, à ratifier par les Membres de l'Organisation Internationale du Travail, conformément aux dispositions de la Partie relative au Travail du Traité de Versailles du 28 juin 1919 et du Traité de Saint-Germain du 10 septembre 1919;

ARTICLE PREMIER.

Pour l'application de la présente convention, seront considérés comme « établissements industriels » notamment :

- a) Les mines, carrières et industries extractives de toute nature;
- b) Les industries dans lesquelles des produits sont manufacturés, modifiés, nettoyés, réparés, décorés, achevés, préparés pour la vente, ou dans lesquelles les matières subissent une transformation, y compris la construction des navires, les industries de démolition de matériel ainsi que la production, la transformation et la transmission de la force motrice en général et de l'électricité;
- c) La construction, la reconstruction, l'entretien, la réparation, la modification ou la démolition de tous bâtiments et édifices, chemins de fer, tramways, sharfs, docks, jetées, canaux, installations pour la navigation intérieure, routes, tunnels, ponts, viaducs, égouts collecteurs, égouts ordinaires, puits, installations télégraphiques ou téléphoniques, installations électriques, usines à gaz, distribution d'eau, ou autres travaux de construction, ainsi que les travaux de préparation et de fondation précédant les travaux énumérés ci-dessus;

d) Le transport de personnes ou de marchandises par route, voie ferrée ou voie d'eau, y compris la manutention des marchandises dans les docks, quais, sharfs et entrepôts, à l'exception du transport à la main.

Dans chaque pays, l'autorité compétente déterminera la ligne de démarcation entre l'industrie, d'une part, le commerce et l'agriculture d'autre part.

ART. 2.

Il est interdit d'employer pendant la nuit les enfants âgés de moins de 18 ans dans les établissements industriels, publics ou privés, ou dans leurs dépendances, à l'exception de ceux dans lesquels sont seuls employés les membres d'une même famille sauf dans les cas prévus ci-après :

L'interdiction du travail de nuit ne s'appliquera pas aux enfants au dessus de 16 ans qui sont employés, dans les industries énumérées ci-après, à des travaux qui, en raison de leur nature, doivent nécessairement être continués jour et nuit :

a) Usines de fer et d'acier; travaux où l'on fait emploi des fours à réverbère ou à régénération, et galvanisation de la tôle et du fil de fer (excepté les ateliers de décapage) :

b) Verreries;

c) Papeteries;

d) Sucrieries où l'on traite le sucre brut.

e) Réduction du minerai d'or.

ART. 3.

Pour l'application de la présente Convention, le terme « nuit » désigne une période d'au moins onze heures consécutives comprenant l'intervalle écoulé entre 10 heures du soir et 5 heures du matin.

Dans les mines de charbon et de lignite, une dérogation pourra être prévue, en ce qui concerne la période de repos visés au paragraphe précédent, lorsque l'intervalle entre les deux périodes de travail comporte ordinairement quinze heures, mais jamais lorsque cet intervalle comporte moins de treize heures.

Lorsque la législation du pays interdit le travail de nuit à tout le personnel dans la boulangerie, on pourra substituer, dans cette industrie, la période comprise entre 9 heures du soir et 4 heures du matin, à la période de 10 heures du soir à 5 heures du matin.

Dans les pays tropicaux où le travail est suspendu pendant un certain temps au milieu de la journée, la période de repos de nuit pourra être inférieure à onze heures pourvu qu'un repos compensateur soit accordé pendant le jour.

ART. 4

Les dispositions des articles 2 et 3 ne s'appliqueront pas au travail de nuit des enfants âgés de 16 à 18 ans, lorsqu'un cas de force majeure, qui ne pouvait être prévu ou empêché et qui ne présente pas un caractère périodique, met obstacle au fonctionnement normal d'un établissement industriel.

ART. 5.

En ce qui concerne l'application de la présente convention au Japon, jusqu'au 1 juillet 1923, l'article 2 ne s'appliquera qu'aux enfants âgés de moins de 15 ans et, à partir de la date susmentionnée, le dit article 2 ne s'appliquera qu'aux enfants âgés de moins de 16 ans.

ART. 6.

En ce qui concerne l'application de la présente convention à l'Inde, le terme « établissements industriels » comprendra seulement les « fabriques » définies comme telles dans la « Loi des fabriques de l'Inde » (Indian factory act) et l'article 2 ne s'appliquera pas aux enfants du sexe masculin âgés de plus de 14 ans.

ART. 7.

Dans les circonstances particulièrement graves et lorsque l'intérêt public l'exigera, l'interdiction du travail de nuit pourra être suspendue, par une décision de l'autorité publique en ce qui concerne les enfants âgés de 16 à 18 ans.

ART. 8.

Les ratifications officielles de la présente Convention, dans les conditions prévues à la partie XIII du Traité de Versailles du 28 juin 1919, et du Traité de Saint-Germain du 10 septembre 1919 seront communiquées au secrétaire général de la Société des Nations et par lui enregistrées.

ART. 9.

Tout membre qui ratifie la présente Convention, s'engage à l'appliquer à celles de ses colonies ou possessions ou à ceux de ses protectorats qui ne se gouvernent pas pleinement eux-mêmes, sous les réserves suivantes :

a) Que les dispositions de la Convention ne soient pas rendues inapplicables par les conditions locales;

b) Que les modifications, qui seraient nécessaires pour adapter la Convention aux conditions locales, puissent être introduites dans celle-ci ;

Chaque membre devra notifier au Bureau International du Travail sa décision en ce qui concerne chacune de ses colonies ou possessions ou chacun de ses protectorats ne se gouvernant pas pleinement eux-mêmes.

ART. 10.

Aussitôt que les ratifications de deux membres de l'Organisation internationale du Travail auront été enregistrées au secrétariat, le secrétaire général de la Société des Nations notifiera ce fait à tous les membres de l'Organisation Internationale du Travail.

ART. 11.

La présente convention entrera en vigueur à la date où cette notification aura été effectuée par le secrétaire général de la Société des Nations; elle ne liera que

les membres qui auront fait enregistrer leur ratification au secrétariat. Par la suite, la présente convention entrera en vigueur, au regard de tout autre membre, à la date où la ratification de ce membre aura été enregistrée au secrétariat.

ART. 12.

Tout membre qui ratifie la présente convention, s'engage à appliquer ces dispositions au plus tard le 1^{er} juillet 1922, et à prendre telles mesures qui seront nécessaires pour rendre effectives ces dispositions.

ART. 13.

Tout membre ayant ratifié la présente convention, peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte communiqué au secrétaire général de la Société des Nations et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée au secrétariat.

ART. 14.

Le conseil d'administration du Bureau International du Travail devra, au moins une fois par dix années, présenter à la Conférence générale, un rapport sur l'application de la présente convention et décidera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de la revision ou de la modification de la dite convention.

ART. 15.

Les textes français et anglais de la présente convention feront foi l'un et l'autre.

ANNEXE VIII.

LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL DE WASHINGTON A LA CHAMBRE DES COMMUNES.

Séance du vendredi 27 mai 1921. (*Times* du 21 mai 1921, p. 6.)

M. G. Barnes signale que le Gouvernement n'a pas encore soumis au Parlement certaines conventions adoptées par la Conférence Internationale du Travail de Washington et propose la résolution suivante :

La Chambre estime que les conventions adoptées à la Conférence Internationale de Washington devraient être soumises au Parlement en tant qu'autorité compétente. Il ajoute que les conventions ont été adoptées à la dite conférence à la majorité réglementaire des deux tiers des voix, et c'est pourquoi le Gouvernement a l'obligation d'agir de la manière prescrite par le Traité de Paix. Il est tout à fait évident que le Gouvernement était tenu de soumettre le projet de convention au Parlement et il était en défaut pour ne pas l'avoir fait. L'attitude du Gouvernement avait la plus grande importance parce que s'il considérait le chapitre relatif au travail comme lettre morte — chapitre qui avait été accueilli

avec joie par beaucoup de personnes dans ce pays comme étant la manifestation d'un accord grâce auquel, au moyen de la coopération et de la bonne volonté de tous, les problèmes du travail dans ce pays et dans le monde entier seraient étudiés en vue d'en trouver la solution — et si le Gouvernement donnait la preuve qu'il ne s'occupait des problèmes du travail que lorsqu'il y était bien obligé par des conflits, il ferait nécessairement le jeu des ennemis de la coopération et de l'union des bonnes volontés, c'est-à-dire des partisans de l'anarchie. Des trois Départements ministériels que la chose concerne, le *Home Office* avait mis à exécution certaines des conventions de Washington au moyen de la loi de l'emploi des enfants, et de certains arrêtés ministériels d'exécution ; mais ni le Ministère du travail ni le Ministère de l'hygiène ne s'étaient souciés d'assurer l'exécution du chapitre relatif au travail. Ils avaient négligé de s'occuper la convention des huit heures et l'ancien Ministre d'hygiène avait déclaré dans cette Chambre, que le Gouvernement était décidé à ne pas ratifier la convention relative à la protection de la maternité, indiquant par là, que le Gouvernement entendait faire lui-même la loi à son gré.

Il y a deux conventions principales : celle relative aux huit heures et celle concernant la maternité. L'orateur n'avait pas voté pour la convention relative à la maternité et le Gouvernement n'avait pas l'obligation morale de la faire voter. La raison pour laquelle il n'avait pas voté ladite convention était qu'il jugeait que la Conférence ne devait pas être un simple moyen de lancer des résolutions idéalistes ou de pure propagande et qu'elle devait bien au contraire n'adopter que des propositions qui auraient quelques chances raisonnables d'être adoptées avant la prochaine conférence. Mais si le Gouvernement n'avait pas l'obligation morale de ratifier la convention relativement à la maternité, il avait en revanche l'obligation de permettre au parlement de la discuter. (*Applaudissements*). Les délégués britanniques avaient voté en faveur de la convention des huit heures à un moment où le Gouvernement s'occupait de la législation de la journée de huit heures ; ils l'avaient fait en se conformant strictement aux instructions qui leur avaient été données avant leur départ et ultérieurement encore. Ils estimaient donc que le Gouvernement avait l'obligation morale de faire exécuter cette convention.

Si l'ex-ministre d'hygiène avait été bon interprète de l'attitude du Gouvernement, il fallait en conclure que ce dernier avait l'intention de saboter l'organisation du travail, laquelle ne deviendrait qu'un simple simulacre aux mains du Gouvernement. Le succès de l'Organisation Internationale du Travail dépendait des résultats positifs et s'il n'y avait pas de résultats de l'espèce, cet échec réjouirait le cœur des bolchevistes de ce pays et de l'étranger. (*Acclamations.*)

Si on continuait à suivre la politique, dont l'ex-ministre d'hygiène s'était fait l'avocat, celle-ci conduirait à de troubles. Le Gouvernement avait encore un mois ou deux pour montrer s'il voulait faire de l'Organisation du Travail, un simple simulacre et un chiffon de papier, ou s'il voulait, au contraire, s'engager à la réaliser. Il espérait que le Gouvernement ferait des déclarations en ce dernier sens.

Attitude du Gouvernement.

M. MACNAMARA, ministre du Travail, propose de supprimer la phrase à partir du mot (que) et d'ajouter : (Le Parlement est d'avis qu'il n'est pas opportun dans les

circonstances actuelles de légiférer à l'effet de rendre applicable la Convention de Washington sur les heures de travail). L'orateur déclare que, quoique la nécessité l'oblige à proposer cet amendement, il se sentait heureux de voir que M. Barnes et lui n'étaient pas en désaccord sur la question de principe. Il reconnaissait qu'il n'était pas désirable de négliger les difficultés relatives au travail jusqu'à ce qu'il y ait du trouble et il affirmait que son Département passait plus que la moitié de son temps à tâcher de prévenir à mi-chemin les difficultés; ces efforts avaient été couronnés d'un succès considérable. Le Gouvernement ne désirait pas esquiver la réalisation de ses promesses par rapport aux conventions. Agir de la sorte serait réellement déchoir au point de vue de la réputation du pays en pareille matière. Le fait réel était que, en ce qui concernait la plupart des conventions, nous étions déjà bien loin à l'avance vis-à-vis de tous les autres pays. (*Applaudissements.*)

La convention relative à l'approvisionnement en machines en vue de combattre le chômage était l'œuvre de la législation de 1909 pour l'établissement des bourses de travail. Le Gouvernement ne croyait pas nécessaire de ratifier la convention relative à l'emploi des femmes avant et après l'accouchement parce qu'il existe dans ce pays un système légal capable de pourvoir adéquatement aux nécessités, en fournissant des indemnités de maternité aux ouvrières soumises à l'application de la loi sur les assurances. La convention relative à l'âge maximum employée dans l'industrie et à l'emploi de nuit des femmes et des adolescents se trouvait réalisée par la loi de 1920 sur l'emploi des femmes, des adolescents et des enfants et allait être ratifiée.

Quand à la convention imposant le principe d'une journée de travail de huit heures ou d'un travail de quarante-huit heures par semaine, il estimait qu'il serait difficile pour un Département ministériel d'élaborer des règlements suffisamment élastiques pour tenir compte des besoins industriels si variés de notre pays, et d'être en même temps suffisamment stricte pour se conformer aux détails de la convention. La durée du travail dans l'exploitation des chemins de fer était réglée en vertu d'un accord prescrivant un travail de quarante-huit heures par semaine et d'un dimanche de service toutes les deux ou trois semaines moyennant rémunération spéciale. La ratification de la convention obligerait le gouvernement à intervenir dans cet accord et d'y faire intervenir la législation, ce qui ne paraissait pas pratique. La limitation des heures de travail supplémentaires pouvait se faire beaucoup plus facilement au moyen d'un accord applicable aux différentes industries. Prenons-en maintenant l'assurance contre le chômage. En cette matière nous étions allés beaucoup plus loin que les autres pays. Au milieu de ce mois il y avait 1,838,500 hommes et femmes inscrits comme étant totalement chômeurs; 1,024,000 comme travaillant à durée réduite, soit un total de 2,862,000 personnes dont toutes à l'exception de 80,000 recevait une assistance hebdomadaire en vertu de la loi sur les assurances. La situation du gouvernement en proposant l'amendement était la suivante: la plus grande partie des propositions avait déjà été réalisée et se trouvait appliquée effectivement dans tout le pays.

M. SEXTON parlant en sa qualité d'ancien délégué à la Conférence de Washington, déclare que le discours d'ailleurs très intéressant du Ministre du Travail

n'avait aucun rapport avec la question débattue (rires). M. Barnes et ses collègues avaient été envoyés à Washington comme représentants du Gouvernement. Ils avaient été parties à l'accord et ce n'était pas trop demandé que de vouloir que cette Convention soit soumise à la Chambre.

SIR J. HEWART, procureur général, déclare que les conventions avaient été soumises à la Chambre sous forme d'un livre blanc, l'année précédente. Si on disait qu'il n'y avait pas eu des propositions législatives basées sur ces conventions, il pouvait répondre que pour la plupart d'entre elles, ces propositions étaient superflues, parce que notre législation sur la matière avait progressé bien au-delà; et quant aux conventions particulières au sujet desquelles les ministres avaient décidé qu'elles ne seraient pas ratifiées, ce serait une perte de temps vraiment ridicule de la part de la Chambre que de soumettre des propositions qui n'auraient aucune utilité si elles n'avaient pas pour objet d'aboutir à un acte de législation (marques d'approbation).

* * *

Un second débat a eu lieu à la Chambre des Communes dans sa séance du 27 mai 1921.

Le *Times* du 28 mai, résume ce débat dans les termes que voici :

M. BARNES attire l'attention sur le fait que le Gouvernement n'a pas encore soumis au Parlement les Conventions adoptées par la Conférence Internationale du Travail, à Washington.

Des trois Départements gouvernementaux, le *Home Office* a validé des Conventions de Washington par l'Acte concernant l'emploi des femmes et des enfants et par les *Departmental Orders*. Mais, ni le Ministre du Travail, ni le Ministre de l'Hygiène n'ont validé les Conventions concernant le « Travail ». On ne s'occupe pas des huit heures et l'ex-ministre de l'Hygiène a déclaré ne pas ratifier la Convention concernant la maternité.

Il n'a pas voté pour la Convention concernant la maternité de sorte que le Gouvernement n'avait pas l'obligation morale de ratifier cette convention. Cependant il a l'obligation de permettre au Parlement de l'examiner.

Si l'on suivait la politique de l'ancien ministre de l'Hygiène on provoquerait des troubles.

DR. MACNAMARA, ministre du Travail a présenté un amendement tendant à supprimer tous les mots « que » et à ajouter ce qui suit : « Cette Chambre est » d'avis qu'il ne convient pas, dans les circonstances actuelles, de procéder » à la validation des Conventions de Washington sur les huit heures de » travail ».

Il dit que si la nécessité l'obligeait à présenter cet amendement, il était heureux, d'autre part, que M. Barnes et lui n'étaient pas sérieusement divisés sur la question de la foi. Il se déclara d'accord pour dire qu'il n'était pas désirable d'abandonner les difficultés concernant le travail jusqu'à ce que des difficultés surgissent et dit que son département consacrait la moitié de son temps à rencontrer ces difficultés à mi-chemin, afin qu'elles ne pussent pas accomplir le reste du voyage; et que ses efforts étaient couronnés d'un

succès considérable. Le Gouvernement, dit-il, n'a aucun désir d'éluder ses engagements vis-à-vis des conventions. Ce serait agir en-deça de la réputation de notre pays en ces matières. En réalité, pour ce qui est de la plupart des conventions, nous en avons déjà une liste sérieuse et sommes bien en avance sur n'importe quel autre pays.

La convention concernant l'approvisionnement en machines (*Provision of machinery*) en vue du chômage était couverte par la loi de 1909 établissant les Bourses du travail (*Labour exchanges*?). Le Gouvernement ne pense pas nécessaire de ratifier la convention concernant l'emploi des femmes avant et après l'accouchement parce qu'il existe, dans ce pays, un système capable de traiter cette question d'une façon adéquate en faisant bénéficier les ouvrières des avantages de la maternité accordés par la *Insurance Act*.

La convention relative à l'âge maximum des enfants employés dans l'industrie et à l'emploi des femmes et des jeunes gens la nuit est couverte par la *Women, Young persons and children Employment Act 1920* et serait ratifiée.

En ce qui concerne la convention exposant le principe de la journée de huit heures ou de la semaine de quarante-huit heures, il pense qu'il serait difficile pour le Département gouvernemental d'établir des règles qui seraient suffisamment élastiques pour se plier aux diverses nécessités industrielles du pays et, d'autre part, suffisamment strictes pour être conformes aux détails de la convention. Les heures du travail aux chemins de fer sont réglées par un accord : 48 heures par semaine avec prestations tous les deux ou trois dimanches, ces dernières payées à des taux spéciaux. La ratification de cette convention signifierait l'immission de la législature dans cet accord et le Gouvernement ne pense pas qu'il y ait avantage à le faire. La limitation des heures supplémentaires serait une question bien plus facilement réglée par des accords appliqués aux diverses industries.

En ce qui concerne l'assurance contre le chômage, nous avons été plus loin que partout ailleurs. Au milieu du mois, il y avait 1,838,500 hommes et femmes chômant, 1,024,000 travaillant une partie de la journée. Au total, 2,862,500 personnes. Toutes ces personnes (sauf 80,000), en vertu du *Insurance Act*, reçoivent une aide hebdomadaire.

Le Gouvernement propose l'amendement en question, parce que la plupart des mesures proposées opèrent déjà dans le pays d'une façon active.

M. SEXTON. — Le discours du Ministre est très intéressant, mais il n'a aucun rapport avec le cas présent. Ce n'était rien de trop que de demander à ce que l'accord pris à Washington fût soumis aux Chambres.

SIR HEWART, procureur général. — Notre législation va plus loin que les propositions faites à Washington et ce serait une pure perte de temps que de présenter au Parlement des propositions que le Ministre juge ne pas devoir ratifier.

LORD CECIL. — Le Gouvernement proteste toujours de son respect pour les mouvements internationaux, mais quand il s'agit d'agir, il les ignore. Son devoir était de présenter les conventions aux autorités compétentes « en vue

d'une action législative ou d'une autre action ». On trouve inutile d'apporter une proposition que la Chambre puisse discuter ; on se contente d'apporter une résolution. Le Gouvernement commet une profonde erreur en ne prenant pas au sérieux les efforts tentés pour modifier l'ancien régime des rivalités entre nations et celui de l'amitié des nations.

VICOMTESSE ASTOR. — La conscience du pays est plus éveillée que celle du Parlement. Avant que la convention concernant la maternité fût complètement abandonnée, elle suggéra l'idée qu'un comité de femmes fut constitué représentant les sociétés de femmes en vue de décider ce qu'on pourrait faire des conventions de Washington, afin de les rattacher au système d'assurance en vigueur.

MAJOR HILLS insista pour qu'il fût donné à la Chambre l'occasion de discuter les avantages des conventions concernant la maternité et les huit heures. Ne pas le faire, c'est manquer d'égard vis-à-vis d'elle. Il craint que le pays perde sa position internationale prédominante dans les questions de travail. D'après le capitaine Gee, cet amendement n'est qu'un rejet camouflé. Le Gouvernement, au lieu de tendre à dissiper l'esprit de méfiance ne fait que le nourrir ; c'est la bonne manière d'aller au bolchévisme et non pas à la paix industrielle.

ORMSBY GORE. — C'est un fâcheux précédent qui est posé. Au lieu que le Gouvernement s'efforcerait d'associer de plus en plus les deux Chambres du Parlement aux questions internationales, il agit d'une manière plus réactionnaire que les gouvernements d'avant-guerre. La Chambre peut bien discuter des choses de l'Intérieur, mais dès qu'il s'agit d'une question de l'extérieur, on agit avec ses membres comme s'ils étaient de petits enfants ou des gens dangereux. Cet acte peut avoir un effet « réfrigérant » sur les conférences internationales futures.

HENDERSON. — Il y a une impression grandissante que notre pays ne garde pas vis-à-vis de la Ligue des Nations la même loyauté qu'elle a manifesté lors de la Conférence de Paris. Jamais il n'a été plus nécessaire qu'aujourd'hui de donner aux ouvriers de ce pays la sensation que nous étions loyaux vis-à-vis des promesses qui ont été faites par l'intermédiaire du Gouvernement.

Réponse du Gouvernement.

Sir **BARLOW**, secrétaire parlementaire du Ministre du Travail dit que l'intention du Gouvernement n'est pas d'abandonner complètement la loi concernant les heures de travail. Si la convention de Washington avait été conçue avec un peu plus de latitude et un peu plus d'élasticité, il aurait été plus facile d'appliquer ses dispositions, mais elle contient des règles rigides en ce qui concerne le travail supplémentaire et les arrangements déjà pris dans ce pays ne s'accorderaient pas avec cette convention. Le Cabinet, dit-il, a récemment nommé un puissant comité départemental, qu'il a l'honneur de présider, chargé de traiter toutes les questions concernant le travail international d'une manière expéditive et de coordonner les travaux. Si quelque chose peut être fait en vue de recommencer une convention sur les heures,

sur des bases plus larges et plus élastiques, le comité sera heureux de prendre cette proposition en considération. Mais maintenant que la convention a été établie sur des bases spéciales, il est difficile de prendre l'initiative d'une convention entièrement neuve.

En ce qui concerne la maternité, le dernier mot n'a pas été dit et l'appel de Lady Astor sera certainement considéré.

Le Gouvernement et le Ministre du Travail désirent travailler en coopération étroite et cordiale avec l'Office du Travail international et la Ligue des Nations.

L'amendement a été voté par 109 voix contre 69.

*
**

Enfin, une troisième et nouvelle discussion a eu lieu dans la séance du 1^{er} juillet 1924.

Dans ses « *Informations quotidiennes* » le Bureau international du Travail communique cette discussion d'après le rapport officiel : débats parlementaires. (Numéro du mardi 12 juillet 1924 : vol. III, n° 3, page).

Voici ce rapport officiel :

Le Dr Macnamara, Ministre du Travail, proposa l'ordre du jour suivant : La Chambre approuve la ligne de conduite adoptée par le Gouvernement de Sa Majesté à l'égard des conventions et recommandations de la Conférence Internationale du Travail de Washington.

Après avoir rappelé la discussion du 26 mai (1), le Ministre du Travail fit ensuite les déclarations suivantes : Laisant de côté, pour le moment, la question de procédure et les difficultés constitutionnelles touchant le choix de l'autorité compétente pour ratifier la convention, le Gouvernement, dit-il, veut permettre à la Chambre des Communes d'exprimer son sentiment sur la politique qu'il a adoptée. Toutes les recommandations faites par la Conférence de Washington ont été acceptées à l'exception de deux articles secondaires de la recommandation concernant le chômage et la recommandation concernant la réciprocité de traitement des travailleurs étrangers, qui est encore à l'étude, en vue de la prochaine réunion de la Commission Internationale de l'Émigration. Quant aux six conventions, le Gouvernement britannique propose d'en ratifier quatre. Au sujet de la convention sur la maternité, le Ministre insista sur le fait que le régime en vigueur est établi selon des principes absolument différents de ceux qui forment la base du projet de convention parce qu'il accorde des secours, non seulement aux travailleuses mais encore aux femmes des travailleurs cotisants. Le Gouvernement ne se croit pas appelé à renverser cette organisation, qui fonctionne depuis quelque temps déjà, pour en établir une d'après d'autres principes.

A l'égard de la convention sur la durée du travail, le Gouvernement s'est trouvé en présence d'une difficulté touchant les chemins de fer. Dans les

(1) Cf. *Inf. Quot.*, vol. II, n° 46, p. 568.

chemins de fer, en effet, la situation est réglée par des accords fixant la durée du travail journalier et garantissant la semaine de quarante-huit heures, en dehors du dimanche, jour pendant lequel certaines catégories travaillent régulièrement toutes les deux ou trois semaines. Ce travail du dimanche est d'ailleurs payé suivant tarif spécial et reste en dehors de la semaine de quarante-huit heures. Lorsqu'elle a discuté le projet de loi sur la durée du travail, en août 1919, la Commission mixte provisoire née des travaux de la conférence industrielle nationale a reconnu la nécessité d'un certain nombre d'heures supplémentaires, nombre qui doit toutefois être limité par des accords conclus entre les employeurs et les ouvriers; elle admit également que pour répondre aux conditions différentes des entreprises, il fallait une certaine souplesse dans ces arrangements. Or, déclara le Ministre, c'est précisément l'absence de cette élasticité qui rend le projet de convention inacceptable.

Le Dr Macnamara fit remarquer ensuite que la semaine de quarante-huit heures est la règle en Grande-Bretagne et que presque tous les accords touchant la durée du travail comportent des décisions précises au sujet des heures supplémentaires. Le Gouvernement, dit-il ne croit pas opportun de substituer à cet ensemble d'accords un système de règlements; il lui paraît, en outre, très difficile de concilier les termes de la convention avec l'élasticité qu'imposent les coutumes et les besoins des diverses industries. On se trouve donc en présence de deux grandes difficultés : d'une part, la situation dans les chemins de fer et, d'autre part, la question générale des heures supplémentaires.

Passant à la politique du Gouvernement, le Ministre déclara que la ratification même avec réserves n'était pas sans danger. On obtiendrait, certes, de cette manière de nombreuses adhésions aux conventions, mais les dérogations et les exceptions deviendraient si nombreuses que les conventions perdraient toute leur valeur. Le Gouvernement se propose, ajouta-t-il, d'envoyer à Genève une lettre exposant les difficultés en présence desquelles il se trouve et annonçant qu'il serait très heureux de participer à une prochaine Conférence de l'Organisation Internationale du Travail au cours de laquelle il serait procédé à un nouvel examen de la question de la limitation des heures de travail, aboutissant éventuellement à la rédaction d'une convention plus souple.

Répondant au discours du Dr Macnamara, M. G.-N. Barnes, ancien ministre, exprima sa satisfaction de voir aujourd'hui le Gouvernement décidé à reconnaître sa responsabilité devant les Chambres. Au sujet de la convention sur la maternité, M. Barnes rappela qu'à Washington, conformément à ses instructions, il s'était abstenu de voter en sa faveur, ajoutant qu'il n'hésiterait pas, cependant, à lui accorder sa voix, dès l'instant que ses dispositions pourraient être adaptées aux conditions de la Grande-Bretagne.

En ce qui concerne la convention sur la journée de huit heures, M. Barnes déclara qu'elle posait par contre des conditions qui étaient applicables à la Grande-Bretagne. Il soutint que le Gouvernement était tenu de soumettre cette convention à la Chambre des Communes qui, à son tour, avait l'obli-

gation morale de la ratifier, les délégués du Gouvernement britannique à Washington ayant voté en faveur de cette convention conformément à leurs instructions. M. Barnes fit remarquer qu'avant son départ pour Washington il avait pu se convaincre qu'on était généralement d'accord que la journée de huit heures devait faire l'objet d'une mesure législative en Grande-Bretagne, selon l'exemple déjà donné par diverses nations.

Suivant les instructions, poursuivit-il, les délégués britanniques ont pris garde à ce que le projet de convention fut compatible avec la semaine anglaise. L'orateur cita le texte même des instructions du Gouvernement : « Nous sommes pleinement d'accord, disaient-elles, avec la proposition de limiter les heures supplémentaires, dans une mesure raisonnable, mais nous ne pouvons accepter le chiffre de trois cents heures qu'à titre d'essai, comme règle générale seulement, et à condition qu'elle fasse l'objet d'une recommandation de Genève ».

M. Barnes ayant déclaré que le Ministre du Travail lui avait semblé affirmer que les heures supplémentaires étaient une nécessité normale de l'industrie, le Dr Macnamara répondit que telle n'était pas sa pensée.

M. Barnes releva encore que l'article 6 de la convention était infiniment plus souple que ce que demandaient les instructions du Gouvernement.

Au sujet des chemins de fer, M. Barnes admit que les dispositions relatives aux heures supplémentaires ne leur étaient pas applicables; selon lui, les accords conclus dans les chemins de fer étaient contraires notamment aux revendications des syndicats britanniques.

La difficulté, dit M. Barnes, comporte deux solutions. La première et la meilleure, à son avis, consistait à reviser l'accord. Si la chose était impossible, on pourrait alors avoir recours au moyen radical d'exclure les chemins de fer de l'application de la convention. Mais il espérait bien qu'on ne le ferait qu'en cas d'impossibilité démontrée de reviser l'accord. M. Barnes se déclara persuadé de l'opportunité de ratifier la convention.

En terminant, M. Barnes invita la Chambre des Communes à voir dans l'Organisation Internationale du Travail le fruit d'un effort sérieux fait par la Grande-Bretagne en vue de la reconstruction du monde du travail. Il lui demanda de ne pas marchander son appui à cette Organisation et à la Partie XIII du Traité de Paix qui en forme la base, à regarder ce texte comme autre chose qu'une simple déclaration de principes ou d'idéals, à voir en lui un engagement, souscrit par toutes les nations, de soustraire les questions ouvrières à la sphère des violences, des grèves et des lock-outs pour les porter sur le plan de la loi morale et de la justice sociale. Des devoirs spéciaux, dit M. Barnes, incombent à la Grande-Bretagne du fait que l'organisation du travail était tout particulièrement son œuvre. L'orateur conjura le Gouvernement de ratifier les conventions, de ne pas refuser cet encouragement à tous ceux qui s'efforcent d'amener les gouvernements, les patrons et les travailleurs de tous les pays du monde à étudier les questions qui les séparent, dans un esprit conciliant et sous l'égide du bon sens, seule voie compatible avec la sécurité et l'honneur.

M. J.-R. Clynes, ancien ministre, prit la parole pour soutenir l'argumen-

tation de M. Barnes. Sur les deux questions importantes de la maternité et de la durée du travail, le Gouvernement, dit-il, a manqué à son devoir, il n'a pas même fait le premier pas vers l'accomplissement de ce devoir qui consistait à donner au Parlement l'occasion de discuter les décisions prises à Washington et de les ratifier s'il le jugeait convenable. Au sujet de la convention sur la maternité, M. Clynes déclara qu'il était vain de dire que cette convention s'appliquait à d'autres qu'aux femmes qui travaillent; la question, selon lui, n'est pas seulement une question de secours en espèces; il faut encore assurer aux mères de bonnes conditions de vie et de traitement.

Au sujet de la durée du travail, M. Clynes demanda pourquoi le Gouvernement s'était abstenu de consulter les patrons et travailleurs, qui, à l'issue de la conférence industrielle mixte, avaient recommandé à l'unanimité l'adoption de la journée légale de huit heures.

La vicomtesse Astor invita le Gouvernement à convoquer une conférence de spécialistes femmes en vue d'apporter une solution satisfaisante à la question de la maternité.

Lord Eustace Percy se déclara opposé à la politique du Gouvernement, estimant que la procédure actuellement adoptée n'avait aucun rapport avec les objets réels en vue desquels les conventions avaient été conclues.

Le capitaine Bowyer soutint qu'il était impossible de ratifier les conventions, la Grande-Bretagne ayant procédé suivant des principes différents de ceux recommandés par la Conférence de Washington dans les mesures qu'elle avait prises au sujet de la durée du travail et de la maternité.

Sir Godfrey Collins insista, au contraire, sur la nécessité d'abandonner la manière de considérer les questions en se plaçant exclusivement à un point de vue national.

M. Wilson déclara que le cas des chemins de fer ne lui paraissait pas présenter de difficultés insurmontables; il rappela à la Chambre qu'un très grand nombre de cheminots anglais ont des conditions de travail analogues à celles qui sont reconnues dans les autres industries.

Le capitaine de corvette Williams défendit l'attitude du Gouvernement, déclarant qu'il avait effectivement appliqué un grand nombre de conventions et avait fait plus à cet égard qu'aucun autre État.

Lord Robert Cecil fit ressortir que les deux principales conventions adoptées à Washington sont déjà contenues dans le Traité de Versailles et que, par là même elles se trouvent avoir été acceptées, non seulement par les délégués ouvriers à Washington, mais encore par le Premier Ministre et par les autres plénipotentiaires qui ont apposé leurs signatures au Traité de Paix. Lord Robert Cecil attira l'attention de la Chambre des Communes sur les principes de l'Organisation du Travail, tels qu'ils sont posés par le Traité et il insista sur le fait qu'au cas où la méthode des accords internationaux, qui seule rend possible un progrès concerté, ne réussirait pas, on ne pourrait que revenir à la méthode des progrès isolés, qui ne comporte aucune garantie que les autres nations agissent de même.

En terminant, Lord Robert Cecil soutint la thèse que la Société des Nations, avec les divers organismes qu'elle comporte, est un moyen consti-

tutionnel de donner une satisfaction graduelle aux aspirations des travailleurs.

Le lieutenant de corvette Kenworthy fit allusion à la tentative faite actuellement en France d'introduire la semaine anglaise, et fit entendre que la manière dont les patrons français se servent de l'attitude du Gouvernement britannique ne tendait guère à améliorer les relations qui unissent les démocraties des deux pays. Il déclara regretter vivement que la Grande-Bretagne soit une des premières nations qui décident de se dérober à un engagement international, en refusant de ratifier un accord au prix d'un léger sacrifice. Quant aux chemins de fer, l'esprit même des conventions internationales permet de les regarder comme d'un autre ordre que des entreprises ordinaires.

M. Fildes déclara que l'impossibilité de faire passer dans les faits les idéals de l'armistice est aujourd'hui établie. En un moment où il est urgent d'augmenter la production, l'orateur s'estime tenu de soutenir la politique du Gouvernement consistant à demander « la convocation d'une autre assemblée ou commission », en vue d'aboutir à des textes internationaux moins rigides.

Se plaçant au point de vue des intérêts matériels tout autant que du devoir moral et humanitaire de la Grande-Bretagne, M. Meyers fit allusion à l'état de choses défavorable que la guerre a laissé derrière elle au point de vue de la main-d'œuvre féminine. Il rappela les mesures pour la protection de la maternité en vigueur en Italie, au Danemark, en Belgique et dans l'Afrique du Sud. Le Japon, la Belgique, la France, dit-il, attendent que la Grande-Bretagne donne l'exemple en ratifiant la convention sur la durée du travail. Si, par contre, le Gouvernement se dérobe à son devoir, on ne pourra qu'en conclure que ses déclarations n'étaient rien que promesses trompeuses, faites sans aucune intention de les tenir.

M. Austen Chamberlain répondit au Gouvernement. Certains membres de la Chambre, dit-il, semblent croire qu'il entre dans les intentions et dans les désirs du Gouvernement britannique de battre en brèche la Société des Nations, dont la Grande-Bretagne fait partie, et de rendre vaine l'institution de l'Organisation Internationale du Travail. Nous repoussons ces allégations. La signature de la Grande-Bretagne a été apposée au texte constituant la Société des Nations avec la plus grande conviction et avec la plus ferme intention d'en tirer le meilleur parti. Sans doute, le Gouvernement a éprouvé des désillusions à quelques égards. S'il ne pouvait s'empêcher d'estimer que l'absence de la Société des Nations d'un pays que l'on s'attendait à y voir jouer un rôle de premier plan modifiait la situation, la chose pouvait-elle surprendre? M. Chamberlain rappela qu'au moment où l'Organisation Internationale du Travail avait fait l'objet de discussions de la Conférence de la Paix, on s'était bien rendu compte que l'Allemagne ne pourrait immédiatement en faire partie et que la Russie n'était pas en état d'y prendre la place qui lui revenait. Mais on était loin de prévoir que les États-Unis d'Amérique, eux aussi, allaient rester en dehors de la Société. Sans doute, l'absence de cette grande nation industrielle ne suffisait pas pour retirer à la Société des Nations toute utilité, mais elle détruisait fatalement l'uniformité du progrès.

M. Chamberlain soutint que les instructions envoyées à M. Barnes pendant la Conférence de Washington ne se rapportaient pas à la question en discussion. Il s'agissait actuellement, en effet, de dire si le Gouvernement pouvait ratifier la convention sur la semaine de quarante-huit heures, dont les dispositions sont incompatibles avec l'état de choses établi par des accords volontaires dans quelques-unes des plus importantes industries du pays. Le télégramme dont M. Barnes a donné lecture, dit-il, exprimait la complète sympathie avec laquelle le Gouvernement envisageait le projet d'imposer des limites raisonnables au nombre des heures supplémentaires. Mais on a vu que le texte cité ajoutait aussitôt que l'adhésion qui pourrait être donnée à une proposition de cet ordre ne vaudrait que provisoirement, jusqu'à nouvel examen qui devait avoir lieu à Genève, après étude des conditions de l'industrie britannique et avec dérogations éventuelles pour certaines branches. M. Chamberlain rappela, en outre, que le Gouvernement n'avait pas manqué de signaler que des dérogations exceptionnelles pourraient s'imposer pendant la période de reconstruction, au cours de laquelle les dettes et les dépenses de guerre se feraient lourdement sentir.

M. Chamberlain déclara qu'en aucun pays plus qu'en Grande-Bretagne les droits des travailleurs ne jouissaient d'une protection plus certaine, grâce aux coutumes et aux lois. La Grande-Bretagne, ajouta-t-il, se trouve encore en proie aux difficultés de la période de transition et la Convention de Washington sur la durée du travail, si elle obtenait la ratification de la Grande-Bretagne, viendrait annuler un accord volontaire conclu entre les patrons et l'un des plus puissants syndicats du pays. C'est-là un risque auquel le Gouvernement ne peut prendre sur lui de s'exposer.

M. Chamberlain a conclu, en premier lieu, qu'il était impossible de réaliser les espérances et les idéals que l'on avait formés tant que plusieurs des grandes nations ne participeraient pas aux Conférences; en second lieu, qu'il était indispensable que les propositions faites par les Conférences internationales du Travail ne fussent pas trop rigides, afin de pouvoir être acceptées partout.

M. Jones releva qu'aux États-Unis, pays auquel plusieurs des orateurs avaient fait allusion, les salaires étaient plus élevés qu'en Grande-Bretagne et que, malgré cela, on y réclamait la semaine de quarante-quatre heures. Le Premier Ministre, ajouta-t-il, avait déclaré que toutes les dispositions du Traité de Paix devaient être observées; pourquoi donc la Partie du Travail devrait-elle être abandonnée?

Le major Hills affirma que le discours de M. Chamberlain ne pourrait manquer de produire l'impression que la Grande-Bretagne ne pouvait faire un pas en avant, à moins que tous les autres pays ne fissent de même. La Grande-Bretagne, dit-il, n'a-t-elle pas marché seule, pendant des années, dans la voie du progrès? Elle ne saurait aujourd'hui s'arrêter dans cette voie.

Selon cet orateur, les déclarations de M. Chamberlain allaient avoir des répercussions désastreuses.

Mis au voix, l'ordre du jour du Ministre du Travail fut accepté par 164 voix contre 53.

NOTE DE LA MINORITÉ

Les soussignés ne partagent pas toutes les appréhensions de la majorité de la Commission.

Étant donné que la Belgique a introduit la journée de huit heures dans sa législation, que personne ne songe à revenir en arrière, et que, partout, la semaine de quarante-huit heures entre de plus en plus dans les faits, les membres de la minorité de la Commission estiment qu'il y a là autant de raisons de hâter l'établissement de la législation internationale relative à la limitation des heures de travail.

D'ailleurs, l'Angleterre, dont on invoque l'attitude apparemment hésitante, déclare appliquer la journée de huit heures dans toutes ses industries. En fait, le danger n'existe pas de ce côté.

Dans ces conditions, les soussignés considèrent que la ratification par la Belgique de toute la Convention de Washington hâterait la solution inéluctable de cet important problème. C'est ce qu'ils auront l'honneur de proposer à la Chambre des Représentants.

LÉON TROCLET,
Isi DELVIGNE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 26 JULI 1921.

Wetsontwerp

houdende goedkeuring der ontwerpen van Overeenkomst aangenomen door de Internationale Arbeidsconferentie gehouden te Washington van 29 October tot 29 November 1919 (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER HEYMAN.

MIJNE HEEREN,

Het Verdrag van Versailles bevat eene nieuwigheid, waarvan men in de geschiedenis der politieke keuren geen voorgaande vindt : het XIII^e deel zijner bepalingen is gewijd aan een reeks bedingen betreffende den Arbeid. Van af den aanvang harer werkzaamheden, op 23 Januari 1919, stelde de Conferentie tot voorbereiding van den vrede eene bijzondere Commissie in, belast met de studie van alles wat de internationale wetgeving op den Arbeid betreft; hoofdzakelijk werd haar deze tweevoudige taak opgelegd : de arbeidsvoorwaarden te bestudeeren met het oog op eene internationale actie; eene bestendige arbeidsorganisatie tot stand te brengen, verbonden aan den Volkenbond.

Ons behoort het niet het werk dezer Commissie te ontleiden, doch het is om zoo te zeggen onmogelijk de overeenkomsten van Washington naar behooren te waardeeren, indien men niet opklimt tot de inrichting van de Internationale Arbeidsconferentie; het weze ons dus veroorloofd daaraan enkele woorden te wijden.

De bestendige arbeidsorganisatie, opgericht bij het XIII^e deel van het Verdrag van Versailles, dat op 28 Juni 1919 onderteekend werd, omvat :

1° Een algemeene conferentie van de vertegenwoordigers der leden (naties die deel uitmaken van den Volkenbond);

(1) Wetsontwerp, n° 171.

(2) De Middenafdeeling bestond uit de heeren Tibbaut, voorzitter, Pouillet, Heyman, Harmignie, Troclet, Van Hoegaerden, Delvigne.

2^o Een door de Conferentie benoemde beheerraad, belast met het opmaken van hare dagorde, met het nazicht der werkzaamheden van het internationaal Arbeidsbureau en met het toezicht op de toepassing der bepalingen van den XIII^e titel van het Vredesverdrag;

3^o Een internationaal Arbeidsbureau onder het bestuur van den Beheerraad.

Deze algemeene conferentie moet ten minste éénmaal per jaar bijeenkomen (art. 389).

Dank zij den persoonlijken invloed van President Wilson, werd in artikel 424 van het Verdrag bepaald, dat de eerste zitting der Conferentie zou plaats hebben te Washington in de maand October 1919; de bijlage van artikel 426 bevat het programma van die eerste Conferentie en daarin wordt de Regeering der Vereenigde Staten aangeduid om de Conferentie-bijeen te roepen. Deze aanduiding werd geacht als zijnde een bewijs dat de Vereenigde Staten er toe besloten waren het Vredesverdrag te bekrachtigen, deel uit te maken van den Volkenbond en deel te nemen aan de Conferentie. Men weet dat zulks niet het geval was.

De internationale Arbeidsconferentie is gemachtigd tweeërlei beslissingen te nemen : ontwerpen van internationale overeenkomsten en aanbevelingen. Alleen de ontwerpen van internationale overeenkomsten worden den leden ter goedkeuring onderworpen (art. 403). Het zijn de ontwerpen van internationale overeenkomst, te Washington door de eerste Internationale Arbeidsconferentie aangenomen, die thans bij het Parlement ter goedkeuring aanhangig zijn.

Alvorens de strekking er van te ontleiden, dient een voorafgaande vraag gesteld : In welken juridischen vorm doen die ontwerpen van overeenkomst zich aan de Kamers voor? Is deze vorm van aard om alle gewetensbezwaren van grondwettelijken aard uit den weg te ruimen? Dit is, Mijne Heeren, de eerste vraag welke de Middenafdeeling aan de Regeering stelde. Ik heb de eer het door de Regeering gegeven antwoord in de volgende regelen samen te vatten :

« Wat betreft het in werking treden der ontwerpen van overeenkomst van Washington, wijkt de bij het Verdrag van Versailles, inzonderheid bij artikel 403 voorziene handelwijze, af van de traditioneele handelwijze in zake diplomatieke onderhandelingen. De Minister van Buitenlandsche Zaken was van oordeel dat, aangezien de Overeenkomsten van Washington goedgekeurd waren geworden door de Vertegenwoordigers van 's Konings Regeering en niet alleen door de afgevaardigden der werkgevers en werknemers, de grondwetsbepalingen op die wijze waren nageleefd geworden en dat de verbintenissen mochten aangezien worden als zijnde aangegaan namens den Koning, alhoewel geen geteckende oorkonden voorhanden waren. Dienvolgens was een besluit aan 's Konings handteekening onderworpen geworden, waarbij de bevoegde Minister belast werd aan de wetgevende macht een wetsontwerp houdende goedkeuring der overeenkomst tot aanneming voor te leggen. Inmiddels stelde de Fransche Regeering, die zich ook had bekommerd om dit vraagstuk van handelwijze

in verband met de grondwettelijkheid, aan de Belgische Regeering voor, de ontwerpen van overeenkomst, zoowel van Fransche als van Belgische zijde vooraf te laten teekenen door een daartoe aangeduid gevolmachtigde.

Deze handelwijze werd aangenomen en op 24 Januari 1921 werd te Parijs een protocol onderteevend, waarbij vastgesteld werd dat tussehen Frankrijk en België zes overeenkomsten waren aangegaan, strookende met de ontwerpen van overeenkomst aangenomen door de Internationale Arbeidsconferentie gehouden te Washington van 29 October tot 29 November 1919 (1)».

* * *

De te Washington aangenomen Overeenkomsten zijn ten getale van zes :

- 1° Overeenkomst tot beperking van den duur van den arbeid in de nijverheidsinrichtingen tot acht uren per dag en acht-en-veertig uren per week ;
- 2° Overeenkomst betreffende de werkloosheid ;
- 3° Overeenkomst betreffende den arbeid van vrouwen vóór en na de bevalling ;
- 4° Overeenkomst betreffende den nachtarbeid van vrouwen ;
- 5° Overeenkomst tot vaststelling van den minimum-leeftijd voor de aanneming der kinderen in de nijverheidsinrichtingen ;
- 6° Overeenkomst betreffende den nachtarbeid van kinderen in de nijverheid.

Wij zullen die overeenkomsten achtereenvolgens ontleden en wij zullen, naast de uitzonderingen toegestaan ten behoeve van enkele landen, aanduiden in welke mate die overeenkomsten in onze eigen wetgeving opgenomen zijn of zullen worden.

* * *

De bijlage van artikel 426 van het Verdrag van Versailles stelt in haar 4° lid en volgende de dagorde van de Conferentie van Washington vast. Wij lezen daarin het volgende :

- 1° Toepassing van het beginsel van den acht-urendag of van de acht-en-veertig-uren week.

De Internationale Arbeidsconferentie bevond zich aldus tegenover een beginsel, dat haar deed uitzien naar de meest lenige modaliteiten van aard om het in de nationale wetgeving te doen opnemen.

Uitzonderingen, gedeeltelijke afwijkingen, konden voorzien worden krachtens de 3° paragraaf van artikel 405 luidende : « Bij het uitbrengen van eene aanbeveling of een ontwerp van overeenkomst van algemeene toepassing, zal de Conferentie moeten rekening houden met de landen waar het klimaat, de onvolkomen ontwikkeling van de nijverheidsinrichting of andere bijzondere omstandigheden wezenlijk verschillende nijverheidstoestanden leweegbrengen; zij zal dan ook de wijzigingen aanduiden, die zij meent noodig te zullen wezen om aan de bijzondere toestanden van die landen te voldoen.

(1) Zie tekst, bijlage 1.

De overeenkomst betreffende den acht-uren-dag en de acht-en-veertig-uren-week is de belangrijkste van al die welke te Washington aangenomen werden, om reden van den aard zelf harer bepalingen, van de uitgestrektheid van hare toepassing en van hare economische gevolgen. Den algemeenen tekst ervan vindt men in bijlage II.

Het toepassingsgebied dezer overeenkomst strekt zich uit over al de nijverheidsinrichtingen waarvan in het eerste artikel een niet-beperkende opsomming wordt gegeven. De handels- en landbouwondernemingen zijn dus van het ontwerp van overeenkomst uitgesloten.

Bij de wet van 14 Juni 1921 waarbij in België de acht-uren-dag en de acht-en-veertig-uren-week wordt ingevoerd, wordt daarenboven bepaald dat binnen het jaar volgend op het in werking treden dier wet, een Koninklijk besluit de bepalingen er van toepasselijk zal maken zooals zij zijn of mits zekere verzachtingen :

1° Op de winkels die in het klein verkoopen ;

2° De hotels, restauraties en dranksluiterijen ;

3° De arbeiders en bedienden, behalve de kantoorbedienden, welke gebruikt worden in de handelondernemingen.

De zinsnede « behalve de kantoorbedienden » vond haar reden van bestaan in het feit dat de burelen der handelondernemingen begrepen zijn onder n° 13 van de opsomming der ondernemingen welke aan de wet onderworpen zijn, zoodra zij in werking treedt.

De Belgische wet strekt dus verder dan de Conventie van Washington. Het is om deze reden, evenals om reden van hun gering belang, dat men niet moet blijven stilstaan bij de zeer kleine verschillen die, bij zeldzame gevallen, blijken te bestaan tusschen de wet van 14 Juni 1921 en de Overeenkomst die tot model strekte. In Kamer en Senaat werden zij langdurig besproken en ten slotte kwamen de twee vergaderingen overeen ; het zal dus volstaan aan deze lichte afwijkingen te herinneren. Op den keper beschouwd, heeft de Belgische wet al de beginselen gehuldigd welke begrepen zijn in de Conventie van Washington ; zij ging zelfs verder.

De Internationale Arbeidsconferentie daarentegen heeft hare eischen moeten beperken, waar het ging om enkele landen met een warm klimaat of waar de nijverheidsorganisatie merkelyk ten achteren is.

Bij gebrek van de aanbeveling vervat in de 3^{de} paragraaf van artikel 405 van het Verdrag van Versailles, zou het gezond verstand daarvan trouwens een verplichting hebben gemaakt.

Een uitzonderingsregiem is voorzien ten behoeve van Japan, Britsch Indië, China, Perzië, Siam, Griekenland en Rumenië. Zoo de afgevaardigden van de Regeeringen dier landen, evenals de afgevaardigden der werkgevers, al de mogelijke moeite deden om de ruimste toegevingen te bekomen, stelden daarentegen de afgevaardigden der werklieden al de mogelijke inlichtingen ter beschikking van de leden der Conferentie, over de economische mogelijkheden in hunne wederzijdsche landen en zij stelden de vertegenwoordigers der groote mogendheden aldus in staat de hulpmiddelen hunner mededingers niet te onderschatten. Artikel 9 der Overeen-

komst heeft betrekking op Japan. De wet zal er toepasselijk zijn op minder categoriën van industrieelen dan elders; de normale arbeidsduur is bepaald op 57 uren per week in de plaats van 48; hij mag 60 uren bereiken in de nijverheid der ruwe zijde; maar voor de kinderen beneden 13 jaar en den ondergrondschen arbeid is de duur van acht-en-veertig uren verplichtend. In Japan is de nijverheidswetgeving slechts van toepassing op de inrichtingen met 13 werklieden ten minste; zij zal uitgebreid worden tot diewelke ten minste 10 werklieden gebruiken.

Sommige bepalingen der Overeenkomst kunnen ook eerst van toepassing zijn na één of na twee jaar.

In Britsch Indië, zullen de arbeiders die werken in de ondernemingen welke door de nijverheidswetgeving, waarvan de Indische Regeering de toepassing verzekert, zijn bedoeld, 60 uren werken per week, maar bij een aanstaanden zittijd der Internationale Conferentie zal een grootere beperking moeten onderzocht worden.

Het is onder voorbehoud van een nieuw onderzoek, binnen korten tijd, dat China, Perzië en Siam er van vrijgesteld zijn de Overeenkomst toe te passen.

In Griekenland werd de in werkingtreding van de toepassing met twee jaar vertraagd voor zekere nijverheden, met drie jaar voor andere.

Ook na een termijn van drie jaar zal de Overeenkomst op Rumenië van toepassing zijn.

Dit zijn de toegestane afwijkingen. Zij zijn niet van aard om ons een moeilijke mededinging te doen duchten. Zij hadden dezen gelukkigen uitslag, Oostersche naties, die meestal aan alle arbeidsregeling ontsnapten, tot een vooruitstrevende wetgeving te nopen.

*
* * *

De tweede overeenkomst is die betreffende de werkloosheid. Zij legt aan de leden der organisatie de verplichting op, uiterlijk om de drie maand, alle inlichtingen van statistischen of andere aard betreffende de werkloosheid aan het Internationaal Arbeidsbureau over te leggen. Zij voorziet de oprichting van kantoren voor kosteloze arbeidsverschaffing; onder toezicht van de centrale macht en beheerd door eene commissie bestaande uit afgevaardigden van werknemers en werkgevers. In de landen waar de verzekering tegen werkloosheid is ingericht, zullen de werklieden van de natie van ieder der leden, ten wederkeerigen titel vergoedingen ontvangen gelijk aan die welke de arbeiders van het land zelf genieten. (Zie bijlage III.)

Om in werking te treden, moet die overeenkomst vooraf goedgekeurd worden door drie leden der organisatie, geregistreerd door den Secretaris-generaal van den Volkenbond door hem beteekend aan de leden der organisatie. Deze beteekening geschiedde tot hiertoe niet.

Men weet dat de Belgische Regeering, sedert korten tijd officieele arbeidsbeurzen heeft gesticht, welke onderworpen zijn aan het officieel toezicht van het hoofdbestuur en beheerd zijn door commissies welke, in gelijken deele, uit werkgevers en werknemers bestaan. De statistische uitslagen, door die

arbeidsbeurzen geregistreerd, worden om de maand door den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading bekendgemaakt. De verzekering tegen werkloosheid is ingericht en de buitenlandse arbeiders die in België werken genieten dezelfde vergoedingen als onze landgenooten.

De voornaamste bepalingen der Overeenkomst betreffende de werkloosheid zijn dus feitelijk in ons land van kracht geworden.

* * *

De overeenkomsten 3 en 4 hebben betrekking op den arbeid der vrouwen. De eerste betreft den arbeid der vrouwen vóór en na de bevalling; zij is van toepassing op het personeel der nijverheids- en handelsinrichtingen. De voorziene beschermingsmaatregelen zijn ten getale van vier: 1^o verbod tot werken gedurende zes weken te rekenen van de bevalling; 2^o recht om den arbeid te verlaten zes weken vóór de bevalling, op vertoon van een medisch getuigschrift, waarbij deze gebeurlijke bevalling vastgesteld wordt; 3^o vergoeding voor de werkloosheid, door een stelsel van verzekering of openbare toelagen; vergoeding voor kosten van geneesheer en apotheker; 4^o recht voor de moeder die haar kind zoogt, op twee schoftijden van een half-uur tijdens het werk om haar het zoogen mogelijk te maken.

Het arbeidscontract kan door den wetgever in den loop der tijdsruimten bepaald bij 1^o en 2^o niet verbroken worden.

In de wet van 13 December 1889 op den arbeid der vrouwen, jongelieden en kinderen in de nijverheidsinrichtingen, gewijzigd door de wet van 26 Mei 1914, wordt voorzien, nl. bij artikel 3, dat de vrouwen niet voor het werk mogen gebezigt worden gedurende de vier weken, volgend op hare bevalling.

De tweede overeenkomst betreffende den arbeid der vrouwen had aanvankelijk voor doel de te Bern, op 26 September 1906 aangegane overeenkomst uit te breiden tot al de Staten die haar nog niet waren bijgetreden. België heeft die overeenkomst bekrachtigd door de wet van 20 Mei 1908 en de officieele goedkeuringen werden te Bern nedergelegd op 20 Juni 1908. De wet van 10 Augustus 1911 heeft de bepalingen der overeenkomst in wetsbepalingen omgezet. De wet van 1911 werd opgenomen in den samengeordneten tekst der wet op den vrouwen- en kinderarbeid, bekendgemaakt in uitvoering der wet van 26 Mei 1914.

Maar in den loop der behandeling werd in overweging genomen van de Berner Conventie te herzien en dit werd aangenomen. Zoo was de Berner Conventie slechts van toepassing op de nijverheidsinstellingen die ten minste tien werklieden telden; deze beperking liet men uit de Overeenkomst van Washington wegvallen. — De Belgische Wetgeving maakt geen onderscheid tusschen de inrichtingen volgens het aantal arbeiders dat zij gebruiken. Artikel 31 der wet van 14 Juni 1921 tot instelling van den acht-uren dag of van de acht-en-veertig uren week in hare artikelen 7 tot 21^{bis}, komt overeen met de Conventie van Washington.

Deze voorziet enkele verzachtingen wat het wettelijk stelsel voor Indië en

voor Siam betreft, alsmede voor de landen waar het dagwerk wegens het klimaat bijzonder lastig wordt gemaakt (zie bijlagen IV en V).

* * *

De Overeenkomsten 5 en 6 betreffen den arbeid der kinderen. Zij werden eenparig door de Internationale Arbeidsconferentie aangenomen (zie bijlagen VI en VII).

De eene heeft voor doel den leeftijd te bepalen waarop de kinderen in de nijverheid mogen gebruikt worden; deze leeftijd werd er bij op 14 jaar bepaald, behalve voor Indië; maar in dit land mogen de kinderen beneden 12 jaar in een bepaalde reeks inrichtingen niet gebezigd worden. In Japan, zullen de kinderen boven de 12 jaar tot den arbeid mogen toegelaten worden, indien zij hun lager onderwijs hebben voleindigd; voor de kinderen van 12 tot 14 jaar, zullen overgangsbepalingen kunnen aangenomen worden.

Sedert de wet van 26 Mei 1914, mogen de kinderen in de inrichtingen welke aan de wet zijn onderworpen slechts van af den leeftijd van 14 jaar tot den arbeid toegelaten worden; deze grens wordt tot 13 jaar verlaagd voor de kinderen die in het bezit zijn van een studiegetuigschrift, afgeleverd overeenkomstig de wet tot invoering van den leerplicht. Dit zal niet meer het geval zijn te rekenen van het in werking treden der wet van 14 Juni 1921, waarbij de acht-urendag of de acht-en-veertig-urenweek wordt ingevoerd (art. 31, art. 5).

De andere Overeenkomst betreft den nachtarbeid van de kinderen in de nijverheid. In 1913 werden in Bern de grondslagen gelegd van eene internationale overeenkomst; de oorlog heeft belet die grondslagen voorgoed te doen aannemen. De Conventie van Washington betreffende deze zaken kan samengevat worden als volgt: zij is toepasselijk op de nijverheidsinrichtingen; daarbij wordt verboden des nachts kinderen beneden 18 jaren te doen arbeiden; deze leeftijdsgrens wordt echter tot op 16 jaar gebracht voor de werken die, in vijf bij artikel 2 opgesomde nijverheidsbedrijven, wegens hun aard noodzakelijkerwijs 's nachts moeten voortgezet worden.

De nacht is begrepen tusschen 10 uur 's avonds en 5 uur 's morgens.

Bijzondere bepalingen betreffen den arbeid in de steen- en bruinkoolmijnen en het broodbakkersbedrijf. Een bijzonder stelsel met vergoedenden schoftijd kan in de warme landen aangenomen worden. De voorgaande verbodsbepalingen zijn opgeheven bij overmacht of wanneer het openbaar belang het eischt, voor de kinderen van 16 tot 18 jaar. Aan Japan wordt uitstel verleend.

In den loop der besprekingen werd ten behoeve der door den oorlog verwoeste gewesten en van degene waar het werk gedurende langen tijd wegens de bezetting van vijandelijke legers onderbroken werd, een bijzonder stelsel voorzien. De tekst der Overeenkomst maakt er geen melding van, maar er werd erkend dat dit feit te wijten is aan overwegingen van uitsluitend juridischen aard; het vraagstuk moet weer behandeld worden bij de Conferentie van 1921. Dit is de reden om dewelke artikel 31 der wet tot instelling van den acht-uren-dag en der acht-en-veertig uren week, na

vaststelling, bij artikel 7, van het beginsel waarbij het nachtwerk voor de jongelingen beneden 18 jaar verboden wordt, deze woorden bevatten : « onder voorbehoud der gebeurlijk door de Internationale Arbeidsconferentie van 1921 te nemen besluiten, ter uitvoering van de voorstellen welke bij deze van Washington werden aanhangig gemaakt. »

*
* *

De Overeenkomsten van Washington zijn het werk noch van eene partij, noch van een school, noch van een stand. De afgevaardigden der Regeeringen, de vertegenwoordigers der werkgevers en die der werknemers vereenigden zich om haar aan te nemen. Het ontwerp van overeenkomst tot beperking van den arbeidsdag tot 8 uur en van de arbeidsweek tot acht-en-veertig uren in de nijverheidsinrichtingen werd aangenomen met 83 stemmen tegen 2 (afgevaardigden van de werkgevers van Canada en van Noorwegen) en ééne onthouding. De overeenkomst betreffende den arbeid der vrouwen vóór en na de bevalling werd aangenomen met 67 stemmen tegen 10 en 11 onthoudingen. De bepalingen betreffende den nacht arbeid der vrouwen en der kinderen werden aangenomen, de eerste met 94 stemmen tegen ééne, de tweede met 93 stemmen zonder verzet.

Minder dan twee jaar nadien, nochtans, schijnen de gesteltenissen der Regeeringen veel minder voordeelig te zijn geworden.

De bestuurder van het Internationaal Arbeidsbureau, de heer Albert Thomas zelf, stelt het zonder omwegen vast in een artikel verschenen in het eerste nummer van de *Revue internationale du Travail* :

« Nauwelijks is een jaar verloopē, zoo schrijft hij, of reeds kon de internationale arbeidsorganisatie den weerstand ondervinden dien zij moet ontmoeten, de toeneming meten van de mogelijke vijandigheden die zich zouden voordoen en misschien eene tijdelijke beperking voorzien aan de edele hoop welke er in gesteld werd. »

En verder :

« Het was op voorhand te voorzien dat de bekrachtigingen der ontwerpen van overeenkomsten en de toepassing der aanbevelingen door de nationale maatregelen vertraging zouden ondergaan, inzonderheid wegens de lamlendigheid der bureelen, de onbewustheid der openbare meening, de onverschilligheid der Staatslieden welke vooral bekommerd zijn om den dagelijkschen strijd der partijen of door de onmiddellijke eischen van het nationaal leven. »

« Geen twijfel of, sedert een jaar onderging de universeele beweging ten voordeele van den acht-uren dag — hoe onweerstaanbaar zij ook leek — een zekere vertraging. Openbare bewegingen werden verwekt. De vrees voor eene ontoereikende opbrengst en de staking van den verbruiker in verband met de hooge prijzen werden tegen de hervorming uitgespeeld. Geen wetsontwerpen werden nog ingediend : de bekrachtiging van de Overeenkomst die in sommige Staten noch slechts eene formaliteit zijn moest, werd uitgesteld. Sommige landen, spijs de stemming uitgebracht door hunne afgevaardigden, verklaarden zich tegen de bekrachtiging. »

Dit leidt ons tot het antwoord door de Regeering gegeven op deze haar gestelde vraag : « Welke is de juiste en tegenwoordige toestand der verschillende Regeeringen in zake de goedkeuring »?

Volgende tabel werd door de Regeering medegedeeld :

*Landen waar een ontwerp tot bekrachtiging der Overeenkomsten
van Washington werd ingediend.*

BIJ HET			
IN VOORBEREIDING :	PARLEMENT INGEDIEND :	AANGENOMEN :	VERWORPEN :
DUITSCHLAND : (De sociale Commissie van den Economischen Bondsraad beveelt de goedkeuring aan onder voorbehoud dat de overige Staten hetzelfde doen).	OOSTENRIJK : (Behalve die betreffende den arbeid der kinderen in de nijverheid en der vrouwen vóór en na de bevalling).	GRIEKENLAND (Juli 1920).	ZWITSERLAND.
SPANJE.	FRANKRIJK.	RUMENIE (27 April 1921 in de beide Kamers).	ZWEDEN.
FINLAND.	ITALIË.		
JAPAN.	DENEMARKEN.		
ARGENTINA.	FINLAND (voor werkloosheid alleen).		
	INDIË.		
	NOORWEGEN.		
	NIEUW-ZEELAND.		

Het is dus onjuist, zoonals men het gedacht heeft, dat Griekenland tegenwoordig het eenige land is dat de overeenkomsten van Washington goedgekeurd heeft. Ook in de republiek Tchecho-Slovakkije werden zij goedgekeurd en er dient rekening gehouden met het feit dat de beide Kamers van het Rumeensch Parlement het ontwerp van bekrachtiging hebben goedgekeurd dat thans den Koning ter onderteekening is voorgelegd.

Wat betreft de redenen die den Zwitserschen bondsraad er toe geleid hebben aan de Bondsvergadering voor te stellen de ontwerpen van overeenkomsten welke te Washington werden aangenomen, niet te bekrachtigen, men kan ze als volgt samenvatten :

Zwitserland heeft het beginsel van den acht-uren-dag verwezenlijkt door de federale wet van 27 Juni 1919 betreffende den arbeidsduur in de fabrieken en voor de spoorwegen en andere vervoerondernemingen door de federale wet van 6 Maart 1920, aangenomen bij volksstemming van 31 October 1920. Maar de Zwitsersche wet komt niet juist overeen met de Overeenkomst : door deze wet wordt verboden acht uren per dag te boven te gaan behalve in geval dat het toestaan van de Engelsche week moet worden vergoed ; de Zwitsersche wetgeving laat, bij voorbeeld, toe negen uren en half te werken als men geen vollen dag gearbeid heeft. De overeenkomst van Washington, anderzijds, is toepasselijk op de kleine ambachten. De Nationale Raad aanziet het daarentegen als een kwestie van levensbelang, de kleine ambachten van de huidige wet uit te sluiten,

De Zwitsersche wet sluit het personeel uit de technische- en handelsbureelen.

De Zwitsersche wet laat toe, in zekere nijverheden, waar zonder onderbreking gewerkt wordt, tot zes-en-vijftig uren per week te arbeiden, uit hoofde van louter economische redenen, terwijl de conventie alleen redenen van technischen aard aanneemt en, daarenboven, wordt er bij voorgeschreven dat, voor een tijd van drie weken, samengenomen den arbeidsduur zal berekend worden naar rato van een grondslag van acht-en-veertig uren per week.

Bij de Zwitsersche wet wordt aan zekere nijverheidstakken machtiging verleend twee-en-vijftig uren per week te arbeiden wanneer dringende redenen (buitenlandsche mededinging) zulks eischen. De overeenkomst nu, stelt Japan in een bevoorrechten toestand tegenover zijne mededingers. Daarenboven maken de Vereenigde Staten geen deel uit van de arbeidsorganisatie en zijn zij dus niet gebonden door de Conventie van Washington.

De Zwitsersche wet op de transportbedrijven laat overwerk, *uit eigen beweging* van den arbeider, toe; de Overeenkomst laat dit slechts toe, ingeval van overmaat van bestellingen.

Inzake spoorwegen, is de Bondsraad van meening, dat de Overeenkomst van Washington de bedrijfskosten overmatig zou verzwaren en op onrustbarende wijze het coëfficiënt zou verhoogen.

De Zweedsche Regeering heeft, op 18 Maart 1919, een wetsontwerp voorgesteld op de beperking van den arbeidsduur. Dat ontwerp werd verworpen; het werd opnieuw voorgesteld met eenige wijzigingen, in Augustus 1919 en aangenomen op 17 October daarop volgende. Die wet is niet van toepassing op de nijversheidsbedrijven, gelegen in de landelijke streken die ten hoogste vier werklieden bezigen. Op dat punt en ook op andere bestaat er een werkelijk verschil met de Overeenkomst van Washington. Daar de nationale wetgeving op gewichtige punten zou moeten gewijzigd worden en dat sommige dier wijzigingen van dien aard zijn, dat ze, in zekere opzichten, de voortbrenging klaarblijkelijk zouden tegenwerken, heeft de Raad voor Wetgeving, volgens het advies van het Beheer der sociale zaken, de meening uitgedrukt dat er voor Zweden geen reden bestond om de Overeenkomst van Washington inzake den achturenwerkdag en de acht-en-veertig urenweek te bekrachtigen.

Het is juist, dat de Vereenigde Staten geen deel genomen hebben aan de Conferentie van Washington, doordat zij zich niet aangesloten hadden bij den Volkenbond. De Regeering is niet in staat om nauwkeurige inlichtingen te verstrekken aangaande de huidige inzichten der Vereenigde Staten ten opzichte van de Overeenkomsten van Washington.

Hebben de Duitse afgevaardigden, wegens omstandigheden onafhankelijk van hun wil, de besprekingen niet kunnen bijwonen, toch is de Reichsregeering geroepen uitspraak te doen over de kwestie van de bekrachtiging der overeenkomsten, in hare hoedanigheid van lid der Conferentie.

De Maatschappelijke Commissie van den Economischen Bondsraad heeft zich, in Februari laatstleden, onledig gehouden met de bekrachtiging van de overeenkomsten van Washington; ze heeft bevonden dat, op eene enkele

uitzondering na, de voorschriften der Duitse wetten doorgaans verder gaan dan de overeenkomsten van Washington, bij het toekennen van voordeelen aan de arbeiders. De meerderheid der Commissie heeft aangeraden de bekrachtigingen aan te nemen en daarbij de hoop uitgesproken dat de overige Staten hetzelfde zouden doen (1). Sedertdien zijn alle ontwerpen van overeenkomst aan den Reichsrat onderworpen geworden, doch geen beslissing is ons vooralsnog ter kennis gekomen.

De strafmaatregelen, van toepassing in zake overeenkomsten betreffende den arbeid, worden bepaald in de artikelen 416 en volgende van het Verdrag van Versailles. Ingeval een der leden, aangaande een ontwerp van overeenkomst, de bij artikel 403 voorgeschreven maatregelen zou treffen, zal elk ander lid het recht hebben de zaak voor het Bestendig Internationaal Gerechtshof te brengen. Artikel 406 verplicht alleen het lid, binnen den termijn van één jaar of van ten hoogste achttien maand, het ontwerp van overeenkomst aan de goedkeuring der bevoegde machten te onderwerpen.

Het Bestendig Internationaal Gerechtshof zal de strafmaatregelen van economischen aard moeten bepalen, welke het noodig acht te moeten treffen tegenover een in gebreke blijvende Regeering en waarvan de toepassing, door de overige Regeeringen, hem zou gewettigd voorkomen (art. 418).

Wanneer een overeenkomst bekrachtigd is, mag ieder lid een klacht indienen bij het Internationaal Arbeidsbureau tegen een ander lid, dat, naar zijn oordeel, niet op voldoende wijze voor de uitvoering dier overeenkomst zou zorgen (art. 411). Het onderzoek wordt bepaald bij de artikelen 411 en volgende. De bekrachtiging van een overeenkomst verbindt de Regeering voor een termijn van tien jaar, te rekenen van den dag van het aanvankelijk van kracht worden der overeenkomst.

De opzegging zal geschieden door middel van een akte, medegedeeld aan den Algemeenen-Secretaris van den Volkenbond en door dezen geregistreerd. De opzegging zal eerst ingaan één jaar na geregistreerd te zijn op het Secretariaat.

* *

Na de Overeenkomsten van Washington in overzicht genomen te hebben, dringt zich de gevolgtrekking op, dat België oprecht gepoogd heeft om de bepalingen dier Overeenkomsten in zijn wetgeving op te nemen of door bestuursmaatregelen te bekrachtigen. De bepalingen betreffende den leeftijd der kinderen om teegelaten te worden tot nijverheidsarbeid, diegene aangaande nachtarbeid van vrouwen en kinderen, en die betreffende den achturen-arbeid zijn opgenomen in de wet, waarbij de achturen-werkdag en de acht-en-veertigurenweek ingevoerd worden. De maatregelen, door de Overeenkomst voorzien inzake werkloosheid, worden in zwang gebracht door bestuursbeschikkingen. Slechts de bescherming der arbeidende vrouw, vóór en na het kraambed, vergt nog een ernstige krachtsinspanning van

(1) Internationaal Arbeidsbureau, *Bulletin Officiel*, 13 April 1921, bl. 17 (Officieele mededeelingen van het Duitse Ministerie van Arbeid).

onzentwege; wij mogen verhoplen dat wij in dat opzicht een werkdadigen steun zullen vinden bij de zoo bloeiende mutualiteiten van ons land.

De beslissing die wij te nemen hebben, zou slechts weinig moeilijkheden ontmoeten, indien de gestellenissen, die wij hier in het land kunnen waarnemen, ook elders bestonden, wij zeggen niet bij al onze mededingers op de wereldmarkt, maar althans bij een aanzienlijk gedeelte onder hen.

Doch, zooals de heer Alb. Thomas zelf vastgesteld heeft, schijnt een zekere reactie heden ten dage de bovenhand te hebben. Zonder ons daardoor te laten op sleeptouw nemen, hebben wij tot plicht rekening te houden met dat gevoel en ons niet over te leveren, aan handen en voeten gebonden, wanneer onze meest gevaarlijke mededingers te verstaan geven dat zij hun vrijheid willen behouden.

Onder de Overeenkomsten van Washington, zijn er vijf, waarvan het belang in economisch opzicht gering is, waarvan de terugslag op onzen internationalen toestand niet te vreezen is. Wij hebben niet geaarzeld den leeftijd der kinderen voor de aanneming in de nijverheidsinrichtingen, hooger te stellen, noch aan de vrouwen het nachtwerk te verbieden, noch op 18 jaar te brengen den leeftijd waarop de jongens tot zulken arbeid mogen toegelaten worden; evenmin hebben wij geaarzeld de arbeidsmarkt te regelen door middel van officieele en paritaire arbeidsbeurzen. Ik ben er van overtuigd, dat wij evenzoo een bevredigende oplossing zullen vinden voor het vraagstuk betreffende het verbod van vrouwenarbeid, vóór en na het kraambed, en voor de financieele maatregelen die de Overeenkomst medebrengt.

Daar ligt het gevaar niet en wij hebben de eer aan de Kamer de bekrachtiging der Overeenkomsten 2 tot 6 van Washington voor te stellen.

Doch, onzes erachtens, dient voorbehoud gemaakt voor de Overeenkomst inzake de achturen-arbeidsdag en de acht-en-veertigurenweek.

De landen, die deze overeenkomst nog niet bekrachtigden, hebben hun verzet gewettigd door redenen, getrokken uit het feit dat hun eigen wetgeving verder gaat dan de Overeenkomst van Washington, of dat zekere beginselen, gesteld door de Overeenkomst, indruischen tegen diegene, gehuldigd door hun nationale wetten, of nog uit de moeilijkheid die zij zouden ondervinden om de bepalingen der Overeenkomst te doen strooken met de belangen hunner nijverheid en de allerhande toestanden die bij hen zouden voorkomen. Zoo heeft Sir Malcolm Levigne, op de vergadering van den Beheerraad van het Internationaal Arbeidsbureau te Stockholm, dezer dagen, in naam der Britsche Regeering verklaard :

» dat deze er toe besloten had, de Overeenkomst niet te bekrachtigen
» wat de achturen betreft, en zooals in het Lagerhuis gezegd is, een
» nieuwe Internationale Conferentie bijeen te roepen om een nieuwe overeenkomst op dat stuk op te maken.

» Hij heeft gezegd dat de achturenarbeidsdag in Engeland toegepast werd, waar het mogelijk was. »

Die moeilijkheden hebben zich ook voorgedaan bij ons en ik meen te mogen zeggen dat wij ze opgelost hebben.

In België ook is de wetgeving op tal van punten moeten gewijzigd worden, om ze in overeenstemming te brengen met de achturenovereenkomst.

Niet enkel hebben wij de te Washington gegeven aanwijzingen stiptelijk opgevolgd, doch wij hebben het arbeidsveld der wet merkkelijk uitgebreid en menige bepaling verscherpt. Wij ook, wij zouden, met evenveel en zelfs met meer recht dan andere landen, ons kunnen beroepen op het feit, dat de wet voor de arbeiders meer waarborgen en voordeelen oplevert dan zij verwachten van de Overeenkomst van Washington.

Doch daar is de reden onzer afwachtende houding niet te zoeken.

Ze ligt in het feit dat wij, na bekrachtiging van de Overeenkomst, gedurende elf jaar daardoor zullen gebonden zijn; dat wij heel dien tijd geen vrijheid meer zullen hebben om ook maar in iets wettelijke bepalingen te wijzigen, zelfs ingeval onze mededingers geen enkele wet volgens de overeenkomst aannemen, of indien die wet slechts op een beperkt aantal inrichtingen van toepassing is of nog indien de toepassing te wenschen overlaat.

Vooraleer de verbintenis aan te gaan die men van ons land verlangt, heeft België het recht de beschikkingen in de vreemde landen na te gaan.

Die beschikkingen zijn op zijn minst twijfelachtig. Een gezaghebbende stem heeft zulks nog vóór ons erkend en de feiten hebben die meening ten duidelijkste bevestigd.

*
* *

Anderdeels achten wij het tot onzen plicht de arbeidersklasse in alle oprechtheid voor te lichten aangaande de gevolgen die de onderteekening van de Overeenkomst van Washington inzake de acht-uren, zonder dat de andere landen ook teekenen, voor België zou kunnen na zich sleepen.

Wij moeten tot onze arbeiders zeggen :

« Onze nationale acht-urenwet zal van kracht worden met ingang van » 1 October aanstaande. Wat de Overeenkomst van Washington betreft, » stellen wij vast dat de groote voortbrengende landen, die onze mededingers zijn op de wereldmarkt, die overeenkomst nog niet onderteekend » hebben, en het schijnt niet alsof zij bereid zouden zijn van dat onmiddellijk te doen.

« Door alleen of bijna alleen te onderteekenen, zou het kunnen gebeuren » dat wij in een klaarblijkkenden toestand van minderwaardigheid komen te » staan tegenover onze mededingers op de wereldmarkten. Welnu, gij weet » heel wel, beste vrienden, dat België in hoofdzaak en meer dan welk land » ook, van den uitvoer moet leven. Met ons in dien minderwaardigen » toestand te stellen, zouden wij gevaar lopen de loef afgestoken te worden » op de wereldmarkten. Dat ware, ten slotte, grootendeels de ondergang » onzer nijverheid, die onvermijdelijk onzen eigen ondergang zou na zich » sleepen. »

Het laatste gevolg daarvan zou zijn : de gedwongen uitwijking van een deel der arbeidersklasse.

Uw Middenafdeeling, alsook uw verslaggever, zijn de verantwoordelijkheid, die zij hierin op zich laden, wel bewust.

Zij willen die niet van zich afschudden.

* * *

Wij stellen niet voor dat de Kamer een vijandige houding zou aannemen tegenover de acht-urenovereenkomst.

Wij vragen haar integendeel, dat ze duidelijk haar verlangen zou doen kennen, om die Overeenkomst zoo spoedig mogelijk te kunnen ondertekenen.

Doch wij vragen dat de Kamer haar eigen beslissing zou uitstellen totdat wij de beslissingen kennen, genomen door de groote voortbrengende en mededingende landen die ons omringen, namelijk Frankrijk, Engeland, Duitschland en Italië.

Zooals wij hierboven zegden, staat een nieuwe internationale conferentie van den Arbeid in 't vooruitzicht, tot het opmaken van eene nieuwe overeenkomst over deze zaak.

Wij spreken den vurigen wensch uit, dat de nieuwe conferentie moge geraken tot dezen uitslag : dat alle voortbrengende landen van Europa zich verbinden de acht-urenovereenkomst tegelijkertijd te ondertekenen.

België heeft zijn plicht vervuld tegenover zijn zoo werkzame, zoo tuchtvolle, zoo moedige arbeidsbevolking. De acht-urenwet bestaat; ze zal toegepast worden.

Moeten wij nog verder gaan en ons verbinden aan de wet niet te tornen, gedurende elk jaar, zelfs ingeval de andere landen de acht-urenwet verwerpen of de te Washington aangenomen beginselen slechts met beperkingen, matigingen en voorbehoud toepassen, waardoor wij blijkbaar in een toestand van ondergeschiktheid zullen komen te staan?

Het gezond verstand geeft hierop een voldoende antwoord.

Wij vragen niet beter dan die verbintenis aan te gaan, doch op voorwaarde dat wij ze niet alleen moeten ondertekenen en naleven.

Wij wenschen dat de tijd weldra moge aanbreken, waarop wij, zonder eenige achterdocht, de acht-urenovereenkomst zullen mogen bekrachtigen, zooals wij, van nu af aan reeds, de vijf andere bekrachtigen.

België verpandt zijn woord en is er fier op, te zeggen dat niemand ter wereld het recht heeft daaraan te twifelen.

De Verslaggever,

H. HEYMAN.

De Voorzitter,

E. TIBBAUT.

BIJLAGE I.

Frankrijk en België, wenshende gevolg te geven aan het ontwerp van Overeenkomst, aangenomen door de Internationale Arbeidsconferentie, te Washington, gehouden van 29 October 1919 tot 29 November 1919, over

Hebben hun gevolmachtigden aangewezen :

DEN PRESIDENT DER FRANSCHÉ REPUBLIEK,

Den heer Aristide BRIAND.

ZIJNE MAJESTEIT DEN KONING DER BELGEN,

BARON DE GAIFFIER D'HESTROY,

dewelke, na hun in behoortijken vorm bevonden geloofsbrieven uitgewisseld te hebben, overeengekomen zijn omtrent de volgende bepalingen :

...(Volledige tekst der artikelen van het ontwerp van Overeenkomst).

Ten bewijze waarvan, bovengenoemde gevolmachtigden deze Overeenkomst onderteeckend hebben.

Gedaan te Parijs, den 24^{en} Januari 1921, op een exemplaar dat zal berusten op het Algemeen Secretariaat van den Volkenbond en waarvan de echt verklaarde afschriften door hetzelfde van de medeonderteeckenende Staten zullen overgemaakt worden.

N. B. — Van elk der zes Overeenkomsten werd een diplomatisch protocol opgemaakt luidende als volgt :

PROTOCOL.

De volgende overeenkomsten, heden gesloten tusschen Frankrijk en België, strookende met de ontwerpen van overeenkomst, aangenomen door de Internationale Arbeidsconferentie, gehouden te Washington van 29 October tot 29 November 1919, te weten :

1^o Overeenkomst tot beperking op 8 uren per dag en op 48 uren per week van den arbeidsduur in de nijverheidsinrichtingen ;

2^o Overeenkomst betreffende de werkloosheid ;

3^o Overeenkomst betreffende den arbeid van vrouwen, vóór en na het kraambed ;

4^o Overeenkomst betreffende den nachtarbeid der vrouwen ;

5^o Overeenkomst tot vaststelling van den minimum-leeftijd waarop kinderen mogen toegelaten worden tot nijverheidsarbeid ;

6^o Overeenkomst betreffende den nachtarbeid van kinderen in de nijverheid ;

zullen open blijven voor de toetreding van alle Staten, die lid zijn van de

Internationale Arbeidsinrichting, die hun toetreding zullen beteekenen aan den Algemeenen Secretaris van den Volkenbond.

Een geloofwaardig afschrift van dit protocol zal medegedeeld worden aan alle Staten, die lid zijn van de Internationale Arbeidsinrichting, door toedoen van den Algemeenen Secretaris van den Volkenbond.

Ten bewijze waarvan, de ondergeteekenden, gevolmachtigden, dit protocol onderteekend hebben.

Gedaan te Parijs, den 24^e Januari 1921.

BIJLAGE II.

ONTWERPEN VAN OVEREENKOMST EN AANBEVELINGEN DOOR DE INTERNATIONALE CONFERENTIE VAN DEN ARBEID AANGENOMEN.

Ontwerp van overeenkomst tot het beperken op acht uren per dag en op achten-reertig uren per week van den arbeid-duur in de nijverheidsinrichtingen.

De Algemeene Conferentie der Internationale Arbeidsorganisatie van den Volkenbond,

Op 28 October 1919 door de Regeering der Vereenigde Staten van Amerika te Washington bijeengeroepen,

Na het aannemen besloten te hebben van verschillende voorstellen die betrekking hebben op de toepassing van het beginsel van den achturedag, vraagstuk dat het eerste punt van den zittijd der Conferentie te Washington uitmaakt, en

Nadat zij besloten heeft, dat die voorstellen zullen opgesteld worden onder vorm van een ontwerp van Internationale Overeenkomst,

Neemt het onderstaande ontwerp van overeenkomst aan, dat, overeenkomstig de bepalingen van het op den Arbeid betrekking hebbende deel van het Verdrag van Versailles van 29 Juni 1919, en van het Verdrag van Saint-Germain, van 10 September 1919, door de Leden van de Internationale Arbeidsorganisatie moet bekrachtigd worden.

EERSTE ARTIKEL.

Voor de toepassing van deze overeenkomst zullen als « nijverheidsinrichtingen » aangezien worden :

- a) De mijnen, steengroeven en uitdelvingsbedrijven van allen aard ;
- b) De bedrijven in dewelke produkten gemaakt, gewijzigd, gereinigd, hersteld, versierd, afgewerkt of voor den verkoop bereid worden, of in dewelke de stoffen een verandering ondergaan, de scheepsbouw, de bebrijven van materieelafbraak, evenals het voortbrengen, het veranderen en het overbrengen van drijfkraft in 't algemeen en van electriciteit, inbegrepen ;

c) Het bouwen, het herbouwen, het onderhouden, het herstellen, het veranderen of het afbreken van alle gebouwen, spoorwegen, tramwegen, havens, dokken, havenhoofden, kanalen, binnenvaartinrichtingen, banen, tunnels, bruggen, viadukten, hoofdriolen, gewone riolen, putten, telegraaf- of telefooninrichtingen, elektrische inrichtingen, gasfabrieken, waterleiding en andere bouwwerken, alsmede de werken van voorbereiding en grondvesting der bovenstaande werken;

d) Personen- of goederenvervoer per as, per spoor of te water (zee- of binnenvaart), de behandeling van koopwaren in de dokken, op de kaaïen, de werven en in de stapelplaatsen inbegrepen, met uitzondering van het vervoer met de hand.

De voorschriften betreffende het vervoer langs zee- en binnenvaartwegen zullen door een bijzondere conferentie over den arbeid der zeelieden en rivierschippers vastgesteld worden.

In elk land zal de bevoegde overheid de scheidingslijn tusschen de nijverheid ener- en den handel en den landbouw anderzijds bepalen.

ART. 2.

In alle openbare of particuliere nijverheidsinrichtingen of hun aanhoorigheden, van welken aard ook, met uitzondering van die waar alleen de gezinsleden van den ondernemer werkzaam zijn, mag voor het personeel de arbeidsduur acht uren per dag of acht-en-veertig uren per week niet overschrijden, behalve in de volgende uitzonderlijke gevallen :

a) De bepalingen van deze Overeenkomst zijn niet van toepassing op de personen die een ambt van toezichter of bestuurder of een vertrouwenspost bekleeden;

b) Wanneer, krachtens een wet of ingevolge het gebruik of overeenkomsten tusschen werkgevers- en arbeidsverenigingen (of, bij gebrek aan zulke organisaties, tusschen de werkgevers- en de arbeidersvertegenwoordigers), de arbeidsduur van één of meer dagen der week korter is dan acht uren, mag door een akte der bevoegde overheid of bij overeenkomst tusschen de bovengenoemde verenigingen of vertegenwoordigers der belanghebbenden toelating verleend worden om gedurende de andere dagen der week de acht uren te overschrijden. De bij deze paragraaf voorziene overschrijding mag in geen geval één uur per dag te boven gaan;

c) Wanneer de werken in ploegen worden uitgevoerd, mag de arbeidsduur boven de acht uren per dag of de acht-en-veertig uren per week verlengd worden, op voorwaarde dat de gemiddelde arbeidsduur, berekend over een tijdperk van drie weken of minder, acht uren per dag of acht-en-veertig uren per week niet overschrijdt.

ART. 3.

De in artikel 2 voorziene beperking aan den arbeidsduur mag overschreden worden wanneer een ongeval zich heeft voorgedaan of dreigend is, of wanneer werken aan machines of werktuigen bij dringendheid moeten uit-

gevoerd worden, of in geval van overmacht, doch slechts in zulke mate als voor het vermijden van een ernstige verhindering van den normalen gang der inrichting noodig is.

ART. 4.

De in artikel 2 voorziene beperking van den arbeidsduur mag overschreden worden in de werken in dewelke de voortdurende bedrijvigheid, door den aard van het werk zelf, door elkaar aflossende ploegen moet verzekerd worden, op voorwaarde dat de gemiddelde werktijd niet langer zij dan zes-en-vijftig uren per week. Dit stelsel zal geen invloed hebben op het verlof dat door de nationale wetten aan de arbeiders wordt verzekerd in vervanging van hun wekelijkschen rustdag.

ART. 5.

In de uitzonderlijke gevallen, in dewelke de door artikel 2 vastgestelde beperkingen ontoepasselijk worden erkend, en slechts in die gevallen, kunnen de overeenkomsten tusschen arbeiders- en werkvereeningen, indien de Regeering, die er mededeeling moet van krijgen, hun bepalingen in reglementen overzet, voor een lang tijdperk een tabel opmaken tot regeling van den dagelijkschen arbeidsduur.

De gemiddelde arbeidsduur, berekend op het aantal door de tabel vastgestelde weken, mag in geen geval de acht-en-veertig uren per week te boven gaan.

ART. 6.

Reglementen der openbare machten zullen per nijverheid of per beroep bepalen :

a) De bestendige afwijkingen die moeten toegestaan worden voor de voorbereidings- of de bijkomende werken die noodzakelijkerwijs buiten de voor het algemeen werk der inrichting voorgeschreyene beperking moeten geschieden, of voor zekere klassen van personen wier arbeid onregelmatig is;

b) De tijdelijke afwijkingen die moeten toegestaan worden om aan de ondernemingen toe te laten buitengewonen overvloed van werk uit te voeren.

Deze regelingen moeten getroffen worden na de raadplegingen der belanghebbende werkgevers- en arbeidsvereeningen, daar waar er bestaan. Zij zullen het maximum aantal overuren bepalen die in elk geval mogen toegestaan worden. Het bedrag van het loon voor die overuren, zal ten minste 25 t. h. hooger zijn dan het normale loon.

ART. 7.

Elke Regeering zal aan het Internationaal Arbeidsbureau laten worden :

a) Een lijst der werken die zijn gerangschikt als inrichtingen waarin de bedrijvigheid noodzakelijk voortdurend moet zijn, in de beteekenis van artikel 4;

b) Volledige inlichtingen over de toepassing der in artikel 5 voorziene overeenkomsten;

c) Volledige inlichtingen over de krachtens artikel 6 genomen reglementaire beschikkingen en hun toepassing.

Het Internationaal Arbeidsbureau zal deszake elk jaar aan de Algemeene Conferentie van Internationale Arbeidsorganisatie een verslag voorleggen.

ART. 8.

Om de toepassing der bepalingen van deze Overeenkomst te vergemakkelijken, moet elke werkgever :

a) Bij middel van aanplakbrieven die op in 't oog springende wijze in zijn inrichting of op elke andere behoorlijke plaats zijn opgehangen, of op elke andere door de Regeering goedgekeurde wijze, de uren op dewelke de arbeid aanvangt en eindigt of, indien de arbeid in ploegen wordt verricht, de uren op dewelke de beurt van elke ploeg begint en eindigt kenbaar maken. De uren worden derwijze vastgesteld, dat de door deze overeenkomst voorziene beperkingen niet worden overschreden, en eens dat zij zijn aangekondigd, zullen zij niet kunnen gewijzigd worden dan op de wijze en in den berichtsvorm die door de Regeering zijn goedgekeurd ;

b) Op dezelfde wijze de rustpoozen die tijdens den arbeidsduur zijn verleend en beschouwd worden als niet tot den arbeidstijd behoorende bekend maken ;

c) In een boek, op de door de wetgeving van elk land of door een reglement der bevoegde overheid goedgekeurde wijze, al de overuren, die krachtens artikelen 3 en 6 van deze Overeenkomst worden gemaakt, inschrijven.

Het feit een persoon buiten de krachtens paragraaf a vastgestelde uren of binnen den krachtens paragraaf b vastgestelden tijd te laten werken, wordt onwettig beschouwd.

ART. 9.

De toepassing der huidige Overeenkomst in Japan brengt de volgende wijzigingen en voorwaarden mede :

a) Zullen aangezien worden als nijverheidsinrichtingen :

De in paragraaf a van artikel 1 vermelde inrichtingen ;

De in paragraaf b van artikel 1 vermelde inrichtingen, indien zij ten minste tien personen bezigen ;

De in paragraaf c van artikel 1 vermeld inrichtingen, onder voorbehoud, dat die inrichtingen zijn begrepen in de door de bevoegde overheid gegeven bepaling der « fabrieken » ;

De in paragraaf d van artikel 1 vermelde inrichtingen, behalve het personen- of goederenvervoer per as, de behandeling van koopwaren in de dokken, op de kaaien, in de havens en de stapelplaatsen, evenals het vervoer met de hand, zonder inachtneming van het aantal gebezigde personen ; die der in paragrafen a en b van artikel 1 vermelde nijverheidsinrichtingen welke de bevoegde overheid zeer gevaarlijk of ongezonde werken omvattende zou kunnen verklaren ;

b) De werkelijke arbeidsduur van elk persoon van ten minste vijftien jaar,

die in een openbare of particuliere nijverheidsinrichting of haar aanhoorigheden aan 't werk is gesteld, mag de zeven-en-vijftig uren per week niet te boven gaan, behalve in de nijverheid der ruwe zijde, waar de werktijd op ten hoogste acht-en-zestig uren per week mag gebracht worden ;

c) De werkelijke arbeidsduur mag in geen geval lager zijn dan acht-en-veertig uren per week, noch voor de kinderen beneden vijftien jaar die in openbare of particuliere nijverheidsinrichtingen of hun aanhoorigheden arbeiden, noch voor de personen van gelijk welken leeftijd die in de mijnen ondergrondschen arbeid verrichten ;

d) De beperking van den arbeidsduur kan gewijzigd worden in de door artikelen 2, 3, 4 en 5 van deze Overeenkomst voorziene voorwaarden, zonder dat evenwel de verhouding tusschen den duur der toegestane verlenging en den duur van de normale week grooter mag zijn dan de verhouding die uit de vermelde artikelen blijkt ;

e) Aan al de werklieden, zonder onderscheid van categorie, zal een wekelijksche rusttijd van vier-en-twintig opeenvolgende uren verleend worden ;

f) De bepalingen der Japansche nijverheidswetgeving, waarbij de toepassing er van tot de inrichtingen waar ten minste vijftien personen worden gebezigt is beperkt, zullen zoo gewijzigd worden, dat voortaan de inrichtingen met ten minste tien personen onder toepassing van die wetgeving vallen ;

g) De bepalingen van bovenstaande paragrafen van dit artikel zullen ten laatste op 1 Juli 1922 van kracht worden ; de bepalingen vervat in artikel 4 zullen evenwel, zooals zij in paragraaf d van dit artikel zijn gewijzigd, ten laatste op 1 Juli 1923 in voege treden ;

h) De uiterste leeftijd van vijftien jaar die in paragraaf c van dit artikel is voorzien, zal ten laatste op 1 Juli 1923 op zestien jaar gebracht worden.

ART. 10.

In Britsch Indië zal het beginsel der zestig-uren-week voor al de arbeiders die werken in de nijverheden welke thans door de nijverheidswetgeving waarvan de Indische Regeering de toepassing verzekert zijn bedoeld, evenals in de mijnen en in de categorieën van spoorwegwerken welke de bevoegde overheid te dien einde zal vermelden, aangenomen worden. Deze overheid zal slechts wijzigingen aan bovenvermelde beperking kunnen toestaan, mits rekening te houden van de bepalingen die in artikelen 6 en 7 van deze Overeenkomst zijn vervat.

Wat de andere voorschriften betreft, zal de huidige Overeenkomst op Indië niet van toepassing zijn, doch een engere beperking van den arbeidsduur zal in een toekomstenden zittijd der Algemeene Conferentie moeten onderzocht worden.

ART. 11.

De bepalingen van de huidige Overeenkomst zullen noch op China, noch op Perzië, noch op Siam toepasselijk zijn, maar de beperking van den arbeidsduur in die landen zal in een toekomstenden zittijd van de Algemeene Conferentie moeten onderzocht worden.

ART. 12.

Voor de toepassing van de huidige Overeenkomst op Griekenland, zal de datum, waarop die bepalingen zullen in voege treden, verschoven worden tot 1 Juli 1923, voor de volgende nijverheidsinrichtingen :

1. Fabrieken van zwavelkoolstof;
2. Fabrieken van zuren ;
3. Leerlooierijen ;
4. Papierfabrieken ;
5. Drukkerijen ;
6. Zagerijen ;
7. Opslagplaatsen van tabak en inrichtingen waar de tabak wordt bereidt ;
8. Bovengrondschie mijnwerken ;
9. Gieterijen ;
10. Kalkfabrieken ;
11. Ververijen ;
12. Glasfabrieken (blazers) ;
13. Gasfabrieken (stokers) ;
14. Laden en lossen van koopwaren.

En ten laatste tot 1 Juli 1924, voor de volgende nijverheidsinrichtingen :

1. Mechaniekbedrijven, machinebouw, vervaardiging van brandkasten, weegschalen, bedden, jachtlood, ijzer- en bronsgieterijen, blikslagerijen, werkhuizen voor vertinning, fabrieken van waterwerktuigen ;
2. Bouwbedrijven, kalkovens, cementfabrieken, plaasterfabrieken, pannbakkerijen, steenbakkerijen en vloersteenfabrieken, pottenbakkerijen, marmerzagerijen grond- en bouwwerken ;
3. Vezelbedrijven, spinnerij en weverij van allen aard, met uitzondering der ververijen ;
4. Voedingsbedrijven : meelfabrieken, bakkerijen, fabrieken van voedingsdeeg, van wijnen, van alkohol en dranken, olieslagerijen, brouwerijen, ijs- en spuitwaterfabrieken, fabrieken van kleingoed in suiker en chocolade, worsten- en conservenfabrieken, slachthuizen en vleeschbouwerijen ;
5. Scheikundige bedrijven : fabrieken van samengestelde kleuren, glasfabrieken (behalve de blazers), terpentijn- en wijnsteenfabrieken, fabrieken van zuurstof en arsenijprodukten, lijnoliefabrieken, glycerinefabrieken, fabrieken van kalkkarbuur, gasfabrieken (behalve de stokers) ;
6. Lederbedrijven : schoenfabrieken, fabrieken van artikelen in leder ;
7. Papiernijverheid en drukkerij, fabrieken van briefomslagen, registers, dozen, zakken, boekbinderijen, steen- en zinkdrukkerijen ;
8. Kleedingsbedrijven : kleer- en linnennaaijerij, persingwerkplaatsen, dekenfabrieken, fabrieken van kunstbloemen, pluimen en passementwaren, fabrieken van hoeden en regenschermen ;
9. Houtbedrijven : schrijnwerkerij, kuiperij, wagenmakerij, meubel- en stoelfabrieken, werkplaatsen voor inlijsting, borstel en bezemfabrieken ;

10. Electriche bedrijven : inrichtingen voor stroomverwekking, werkplaatsen voor het aanleggen van electriche toestellen ;

11. Vervoer te land : spoorweg- en trambedienden, autovoerders, koetsiers en voerlieden.

ART. 13.

Voor de toepassing der huidige Overeenkomst in Roemenië, mag de datum waarop de bepalingen, luidens artikel 19, van kracht zullen worden, op 1 Juli 1924 gebracht worden.

ART. 14.

In geval van oorlog of van gebeurtenissen die voor 's lands veiligheid gevaar opleveren, mogen de bepalingen van deze Overeenkomst in elk land, op bevel der Regeering, opgeheven worden.

ART. 15.

De officieele bekrachtigingen van deze Overeenkomst, in de door deel XIII van het Verdrag van Versailles van 28 Juni 1919 en van het Verdrag van Saint-Germain van 10 September 1919 voorziene voorwaarden, zullen ter kennis van den Algemeenen Secretaris van den Volkenbond gebracht en door hem geregistreerd worden.

ART. 16.

Elk Lid dat de huidige Overeenkomst bekrachtigt, verbindt zich, ze in zijn koloniën, bezittingen of protectoraten zonder volledig zelfbestuur toe te passen, onder voorbehoud :

a) Dat de bepalingen der Overeenkomst door de lokale voorwaarden niet ontoepasselijk worden gemaakt ;

b) Dat de wijzigingen die zouden noodig zijn om de Overeenkomst aan de plaatselijke voorwaarden aan te passen, er kunnen in opgenomen worden.

Elk Lid moet aan het Internationaal Arbeidsbureau kennis geven van zijn besluit omtrent elk van zijn koloniën, bezittingen of protectoraten zonder volledig zelfbestuur.

ART. 17.

Zoodra de bekrachtigingen van twee leden der Internationale Arbeidsorganisatie op het Secretariaat zullen geregistreerd zijn, zal de Algemeene Secretaris van den Volkenbond dit feit aan al de Leden van de Internationale Arbeidsorganisatie bekendmaken.

ART. 18.

De huidige Overeenkomst zal van kracht worden den dag waarop die bekendmaking door den Algemeenen Secretaris van den Volkenbond zal gedaan zijn ; zij zal slechts bindend zijn voor de leden die hun bekrachtiging op het Secretariaat zullen laten registreeren hebben. In het vervolg zal deze

Overeenkomst ten opzichte van elk ander lid van kracht worden, den dag waarop de bekrachtiging van dit lid op het Secretariaat zal geregistreerd zijn.

ART. 19.

Elk lid dat deze Overeenkomst bekrachtigt, verbindt zich tot het toepassen van haar bepalingen ten laatste op 1 Juli 1921 en tot het treffen der maatregelen die voor het werkdadig maken dier bepalingen zullen noodig zijn.

ART. 20.

Elk lid dat deze Overeenkomst heeft bekrachtigd, mag ze, na afloop van een tijdperk van tien jaar na haar aanvankelijke van-kracht-wording, opzeggen, door een aan den Algemeenen Sekretaris van den Volkenbond toegezonden en door hem geregistreerde akte. De opzegging zal slechts een jaar na haar registratie op het Secretariaat van kracht zijn.

ART. 21.

De Beheerraad van het Internationaal Arbeidsbureau zal ten minste eens op tien jaar aan de Algemeene Conferentie een verslag over de toepassing der huidige Overeenkomst voorleggen en zal beslissen of de herziening of de wijziging van deze Overeenkomst op de agenda der Conferentie moet komen.

ART. 22.

De Fransche en de Engelsche teksten van deze Overeenkomst zijn beide wettig.

BIJLAGE III

ONTWERP VAN OVEREENKOMST BETREFFENDE
WERKLOOSHEID.

De Algemeene Conferentie der Internationale Arbeidsinrichting van den Volkenbond.

Door de Regeering der Vereenigde Staten van Amerika den 29 October 1919 opgeroepen te Washington,

Na er toe beslist te hebben verscheidene voordrachten aan te nemen betreffende « de middelen om werkloosheid te voorkomen en hare gevolgen te bestrijden », aangelegenheid die het tweede punt uitmaakt van de dagorde der zitting van de te Washington gehouden Conferentie, en

Na er toe beslist te hebben die voordrachten in den vorm van een Ontwerp van Internationale Overeenkomst op te stellen.

Verleent haar goedkeuring aan het hierna volgend Ontwerp van Overeenkomst, dat door de Leden van de Internationale Arbeidsinrichting dient bekrachtigd, overeenkomstig de bepalingen van het op den Arbeid betrekking hebbende gedeelte van het Vredesverdrag van Versailles, d. d. 28 Juni 1919, en van het Vredesverdrag van Saint-Germain, d. d. 10 September 1919.

EERSTE ARTIKEL.

Elk Lid, dat deze Overeenkomst bekrachtigt, zal aan het Internationaal Arbeidsambt laten geworden, bij zoo kort mogelijke tusschenpoozen, die echter drie maand niet zullen mogen overschrijden, alle beschikbare kennisgeving, van statistischen of anderen aard, betreffende werkloosheid, met inbegrip van al de inlichtingen over de genomen of te nemen maatregelen met het oog op de bestrijding der werkloosheid. Telkens als het mogelijk zal zijn, zullen de inlichtingen dienen ingewonnen zoodanig dat, binnen de drie maand volgende op de desbetreffende Conferentie, kennis er van kan gegeven worden.

ART. 2.

Elk Lid, dat deze Overeenkomst bekrachtigt, zal een behoorlijken samenhang van onder het toezicht eener hoofdoorheid geplaatste openbare kantoren voor kosteloze arbeidsverschaffing moeten inrichtingen. Comiteiten, die gelastigden van de werkgevers en van de werknemers zullen moeten bevatten, zullen benoemd worden en geraadpleegd voor al wat den gang der werkzaamheden dier kantoren betreft.

Wanneer openbare kantoren voor kosteloze arbeidsverschaffing nevens dergelijke privaatinstellingen werkzaam zijn, zullen maatregelen dienen genomen om de verrichtingen dier bureelen naar een nationaal plan samen te ordenen.

De naar de verschillende nationale plannen samengeordende werkzaamheden zullen op hun beurt door het Internationaal Arbeidsambt, in overleg met de belanghebbende landen, samengeordend worden.

ART. 3.

De leden van de Internationale Arbeidsinrichting, die deze Overeenkomst zullen bekrachtigen en een systeem van verzekering tegen werkloosheid hebben ingesteld, zullen, onder de in gemeen overleg tusschen de belanghebbende Leden vastgestelde voorwaarden, schikkingen nemen, die het aan de werknemers, staatsaanhoorigen van een dezer Leden en op het grondgebied van een ander arbeidende, mogelijk zullen maken verzekeringsvergoedingen te ontvangen gelijk aan deze uitbetaald aan de werknemers, staatsaanhoorigen van dit tweede Lid.

ART. 4.

De ambtelijke bekrachtigingen dezer Overeenkomst, onder de voorwaarden voorzien bij Deel XIII van het Vredesverdrag van Versailles, d. d. 28 Juni 1919, en van het Vredesverslag van Saint-Germain, d. d. 10 September 1919, zullen aan den Algemeenen Schrijver van den Volkenbond medegedeeld en door hem geregistreerd worden.

ART. 5.

Elk Lid dat deze Overeenkomst bekrachtigt, verbindt er zich toe ze in zijn

niet tot volle zelfbestuur gemachtigde koloniën, bezittingen of protectoraten toe te passen, onder het volgende voorbehoud :

a) Dat de bepalingen der Overeenkoms, niet door plaatselijke toestanden ontoepasselijk worden gemaakt;

b) Dat de wijzigingen, die mochten noodig geacht worden om de Overeenkomst aan plaatselijke toestanden aan te passen, in deze Overeenkomst mogen ingelascht worden.

Elk lid zal aan het Internationaal Arbeidsambt kennis moeten geven van zijn besluit voor elke zijner niet tot volle zelfbestuur gemachtigde koloniën, bezittingen of protectoraten.

ART. 6.

Zoodra de bekrachtigingen van twee Leden der Internationale Arbeidsinrichting ter Secretarie geregistreerd zullen geweest zijn, zal de Algemeene Schrijver van den Volkenbond daarvan aan al de leden van de Internationale Arbeidsinrichting kennis geven.

ART. 7.

Deze Overeenkomst zal in werking treden ten dage waarop die kennisgeving door den Algemeenen Schrijver van den Volkenbond zal gedaan geweest zijn; zij zal slechts die Leden verbinden, welke hun bekrachtiging ter Secretarie zullen laten registreeren hebben. Naderhand zal deze Overeenkomst, ten opzichte van elk ander Lid, in werking treden ten dage waarop de bekrachtiging van dit Lid zal geregistreerd zijn.

ART. 8.

Elk lid, dat deze Overeenkomst bekrachtigt, verbindt er zich toe de bepalingen er van, uiterlijk den 1^o Juli 1922 toe te passen en alle noodige maatregelen te nemen om de bepalingen te bewerkstelligen.

ART. 9.

Elk Lid, dat deze Overeenkomst zal bekrachtigd hebben, mag ze opzeggen bij het verstrijken van een tijdruimte van tien jaar na den datum van het aanvankelijk in werking treden der Overeenkomst, bij een aan den Algemeenen Schrijver medegedeelde en door hem geregistreerde akte. De opzegging zal ingaan slechts één jaar na ter Secretarie geregistreerd te zijn geweest.

ART. 10.

De Beheerraad van het Internationaal Arbeidsambt moet, ten minste eens om de tien jaar, aan de Algemeene Conferentie verslag uitbrengen over de toepassing dezer Overeenkomst, er toe beslissen of op de dagorde der Conferentie de herziening of de wijziging van bedoelde Overeenkomst dient opgenomen.

Aart. 11.

De Fransche tekst en de Engelsche tekst van deze Overeenkomst zullen beide als ambtelijke oorkonde aangemerkt worden.

BIJLAGE IV.**ONTWERP VAN OVEREENKOMST BETREFFENDE DE DIENST-
VERSTREKKINGEN VAN VROUWEN VÓÓR EN NA HET KRAAMBED.**

De Algemeene Conferentie der Internationale Arbeidsinrichting van den Volkenbond,

Door de Regeering der Vereenigde Staten van Amerika den 29 October 1919 opgeroepen te Washington,

Na er toe beslist te hebben verscheidene voordrachten aan te nemen, betreffende de « dienstverstrekkingen van vrouwen vóór en na het kraambed (met inbegrip van de kwestie der vergoeding wegens moederschap) », aangelegenheid vervat in het vierde punt van de dagorde der zitting van de te Washington gehouden Conferentie, en

Na er toe beslist te hebben die voordrachten in den vorm van een Ontwerp van Internationale Overeenkomst op te stellen;

Verleent haar goedkeuring aan het hiernavolgend Ontwerp van Overeenkomst dat door de Leden van de Internationale Arbeidsinrichting dient bekrachtigd, overeenkomstig de bepalingen van het op den Arbeid betrekking hebbende gedeelte van het Vredesverdrag van Versailles, d.d. 28 Juni 1919, en van het Vredesverdrag van Saint-Germain, d.d. 10 September 1919.

EERSTE ARTIKEL.

Voor de toepassing van deze Overeenkomst moeten, onder meer, als « nijverheidsinrichtingen » worden aangemerkt :

- a) Allerlei mijnen, groeven en uitdelvingsbedrijven;
- b) De bedrijven waarin voortbrengselen voor den verkoop worden vervaardigd, gewijzigd, gereinigd, hersteld, versierd, voltooid, bereid, of waar de stoffen een omzetting ondergaan : met inbegrip van den scheepsbouw, de bedrijven voor afbraak van materieel, alsmede het voortbrengen, omzetten en overbrengen van beweegkracht in 't algemeen en van electriciteit;
- c) Het optrekken, heroptrekken, onderhouden, herstellen, wijzigen of afbreken van allerlei gebouwen, spoorwegen, tramwegen, havens, dokken, havenhoofden, vaarten, inrichtingen voor de binnenvaart, wegen, tunnels, bruggen, viaducten, moerriolen, gewone riolen, putten, telegrafische of telephonische inrichtingen, electrische inrichtingen, gasstokerijen, inrichtingen voor watervoorziening of andere bouwwerken, alsook de gereedmakings- of fundeeringswerken, die aan bovengemelde werken voorafgaan;
- d) Het vervoer van personen of van goederen per as, per spoor of te water,

over zee of langs de binnenwaters, met inbegrip van het laden en lossen der goederen aan de dokken, kaaien, pieren en stapelhuizen, met uitzondering van handvervoer.

Voor de toepassing dezer Overeenkomst, moet als « handelsinrichting » worden aangemerkt, elke ruimte dienende tot goederenverkoop of tot eenige handelsverrichting.

In elk land zal de bevoegde overheid de grenslijn afbakenen waarbij nauwkeurig zal worden bepaald wat als nijverheid en koophandel, eenerzijds, en als landbouw, anderzijds, moet worden ingedeeld.

ART. 2.

Voor de toepassing dezer Overeenkomst, moet door het woord « vrouw » verstaan worden, elke persoon van het vrouwelijk geslacht, onaan gezien den ouderdom of de staatsaanshoorigheid, gehuwd of ongehuwd; door het woord « kind » moet verstaan worden elk kind, 't zij wettig, 't zij onwettig.

ART. 3.

In alle openbare of private nijverheids- of koophandelsinrichtingen of in de aanshoorigheden ervan, met uitzondering van die waar alleen leden van één zelfde gezin worden gebezigd, zal een vrouw

a) er niet toe gemachtigd worden te arbeiden gedurende een tijdruimte van zes weken na het kraambed;

b) het recht hebben om haar arbeid te verlaten, op vertoon van een medisch getuigschrift, waarbij verklaard wordt dat zij waarschijnlijk binnen een termijn van zes weken zal in kraambed komen;

c) gedurende de gansche tijdruimte, tijdens welke zij krachtens de paragrafen a en b afwezig zal zijn, van een toereikende vergoeding genieten voor haar onderhoud en dat van haar kind, onder goede gezondheidsvoorwaarden; bedoelde vergoeding, waarvan het juiste bedrag door de bevoegde overheid in elk land zal vastgesteld worden, zal op 's Lands begrooting uitgetrokken of door een verzekeringsstelsel verstrekt worden. Zij zal daarenboven aanspraak hebben op kosteloze verpleging door een arts of een voedvrouw. Geen misrekening, vanwege den arts of de voedvrouw, wat den dag der bevalling betreft, zal aan een vrouw de vergoeding kunnen doen verliezen waarop zij vanaf den datum van het medisch getuigschrift aanspraak heeft, tot op dezen der bevalling;

d) In alle gevallen aanspraak hebben, zoo zij haar kind zoogt, op twee schoft-tijden van een half-uur om haar het zoogen mogelijk te maken.

ART. 4.

Ingeval een vrouw, krachtens de paragrafen a en b van artikel 3 dezer Overeenkomst niet aan den arbeid is, of gedurende een langere tijdruimte er van verwijderd wordt gehouden ten gevolge van een ziekte, waartoe, naar de bevestiging van een medisch getuigschrift, haar zwangerheid of haar kraambed aanleiding heeft gegeven, en die haar in een staat van onbekwaamheid stelt om den arbeid te hervatten, zal het vanwege den werkgever een onwettige daad zijn,

totdat haar afwezigheid een door de bevoegde overheid van elk land vastgestelden maximumduur heeft bereikt, haar gedurende die afwezigheid af te danken of op een datum zóó berekend dat de termijn van voorafgaande kennisgeving gedurende de bovengemelde afwezigheid verstrijkt.

ART. 5.

De ambtelijke bekrachtigingen dezer Overeenkomst, onder voorwaarden voorzien bij Deel XIII van het Vredesverdrag van Versailles, d. d. 28 Juni 1919, en van het Vredesverdrag van Saint-Germain, d. d. 10 September 1919, zullen aan den Algemeenen Schrijver van den Volkenbond medegedeeld en door hem geregistreerd worden.

ART. 6.

Elk Lid dat deze Overeenkomst bekrachtigt, verbindt er zich toe ze in zijn niet tot volle zelfbestuur gemachtigde koloniën, bezittingen of protectoraten toe te passen, onder het volgende voorbehoud :

a) Dat de bepalingen der Overeenkomst niet door plaatselijke toestanden ontoepasselijk worden gemaakt ;

b) Dat de wijzigingen die mochten noodig geacht worden om den Overeenkomst aan plaatselijke toestanden aan te passen, in deze Overeenkomst mogen ingelascht worden.

Elk Lid zal aan het Internationaal Arbeidsambt kennis moeten geven van zijn besluit voor elke zijner niet tot volle zelfbestuur gemachtigde koloniën, bezittingen of protectoraten.

ART. 7.

Zoodra de bekrachtigingen van twee Leden der Internationale Arbeidsinrichting ter Secretarie geregistreerd zullen geweest zijn, zal de Algemeene Schrijver van den Volkenbond daarvan aan al de Leden van de Internationale Arbeidsinrichting kennis geven.

ART. 8.

Deze Overeenkomst zal in werking treden ten dage waarop die kennisgeving door den Algemeenen Schrijver van den Volkenbond zal gedaan geweest zijn ; zij zal slechts die leden verbinden, welke hun bekrachtiging ter Secretarie zullen laten registreeren hebben. Naderhand zal die Overeenkomst, ten opzichte van elk ander Lid, in werking treden ten dage waarop de bekrachtiging van dit Lid ter Secretarie zal geregistreerd geweest zijn.

ART. 9.

Elk Lid dat deze Overeenkomst bekrachtigt, verbindt er zich toe de bepalingen er van, uiterlijk den 1ⁿ Juli 1922 toe te passen en alle noodige maatregelen te nemen om die bepalingen te bewerkstelligen.

Art. 10.

Elk Lid, dat deze Overeenkomst zal bekrachtigd hebben, mag ze opzeggen bij het verstrijken van een tijdruimte van tien jaar na den datum van het aanvankelijk in werking treden der Overeenkomst, bij een aan den Algemeenen Schrijver medegedeelde en door hem geregistreerde akte. De opzegging zal ingaan slechts één jaar na ter Secretarie geregistreerd te zijn geweest.

Art. 11.

De Beheerraad van het Internationaal Arbeidsambt moet, ten minste eens om de tien jaar, aan de Algemeene Conferentie verslag uitbrengen over de toepassing dezer Overeenkomst en er toe beslissen of op de dagorde der Conferentie de herziening of de wijziging van bedoelde Overeenkomst dient opgenomen.

Art. 12.

De Fransche tekst en de Engelsche tekst van deze Overeenkomst zullen beide als bewijssleverend aangemerkt worden.

BIJLAGE V.**ONTWERP VAN OVEREENKOMST BETREFFENDE
VROUWEN-NACHTARBEID.**

De Algemeene Conferentie der Internationale Arbeidsinrichting van den Volkenbond,

Door de Regeering der Vereenigde Staten van Amerika den 29ⁿ October 1919 opgeroepen te Washington.

Na er toe beslist te hebben verscheidene voordrachten aan te nemen betreffende de « dienstverstrekkingen van vrouwen gedurende den nacht », aangelegenheid, vervat in het derde punt van de dagorde der zitting van de te Washington gehouden Conferentie, en

Na er toe beslist te hebben die voordrachten in den vorm van een Ontwerp van internationale overeenkomst op te stellen.

Verleent haar goedkeuring aan het hierna volgend Ontwerp van Overeenkomst, dat door de Leden van de Internationale Arbeidsinrichting dient bekrachtigd, overeenkomstig de bepalingen van het op den Arbeid betrekking hebbende gedeelte van het Vredesverdrag van Versailles, d. d. 28 Juni 1919, en van het Vredesverdrag van Saint-Germain, d. d. 10 September 1919 :

EERSTE ARTIKEL.

Voor de toepassing van deze Overeenkomst moeten, onder meer, als « nijverheidsinrichtingen » worden aangemerkt :

a) Allerlei mijnen, groeven en andere uitdelvingsbeblijven;

b) De bedrijven waar voortbrengselen voor den verkoop worden vervaardigd, gewijzigd, gereinigd, hersteld, versierd, voltooid, bereid, of waar stoffen een omzetting ondergaan : met inbegrip van scheepsbouw, de bedrijven voor afbraak van materieel, alsmede het voortbrengen, omzetten en overbrengen van beweegkracht in 't algemeen en van electriciteit ;

c) Het optrekken, heroptrekken, onderhouden, herstellen, wijzigen of afbreken van allerlei gebouwen, spoorwegen, tramwegen, havens, dokken, havenhoofden, vaarten, instellingen voor de binnenvaart, wegen, tunnels, bruggen, viaducten, moerriolen, gewone riolen, putten, telegrafische of telephonische inrichtingen, electrische inrichtingen, gasstokerijen, inrichtingen voor watervoorziening of andere bouwwerken, alsmede de gereedmakings- of fundeeringswerken, die aan bovengemelde werken voorafgaan.

In elk land zal de bevoegde overheid de grenslijn afbakenen waarbij nauwkeurig zal worden bepaald wat als nijverheid eenerzijds, als koophandel en landbouw anderzijds moet worden ingedeeld.

ART. 2.

Voor de toepassing van deze Overeenkomst moet door het woord « nacht » verstaan worden, een tijdruimte van minstens elf achtereenvolgende uren, waarin begrepen die verlopen tusschen 10 uur 's avonds en 5 uur 's morgens.

In de landen waar geen enkel openbaar reglement van toepassing is op de dienstverstrekingen van vrouwen gedurende den nacht in de nijverheidsinrichtingen, zal door het woord « nacht » voorloopig en voor een tijdruimte van hoogstens drie jaar, mogen verstaan worden, al naar goedvinden der Regeering, een tijdruimte van slechts tien uren, waarin begrepen die verlopen tusschen 10 uur 's avonds en 5 uur 's morgens.

ART. 3.

Zonder onderscheid van leeftijd, zullen de vrouwen 's nachts geen dienstverstrekingen mogen doen in enige openbare of private nijverheidsinrichting noch in eenige aanhoorigheid van een dier inrichtingen, met uitzondering van de inrichtingen, waar alleen de leden van één zelfde gezin gebezigd worden.

ART. 4.

Artikel 3 zal niet toegepast worden :

a) In geval van *overmacht*, wanneer in een onderneming een onvoorzienbare en niet-periodieke bedrijfsonderbreking zich voordoet ;

b) In geval de arbeid toegepast wordt hetzij op grondstoffen, hetzij op in bewerking zijnde stoffen, die aan zeer snel bederf mochten onderhevig zijn, wanneer zulks noodzakelijk is om het onvermijdelijk verlies van die stoffen te voorkomen.

ART. 5.

In Indië en in Siam zal de toepassing van artikel 3 dier Overeenkomst door de Regeering mogen geschorst worden, behalve voor de « factories » zooals zij door de landwet zijn bepaald.

Van elke der uitzonderingen zal aan het Internationaal Arbeidsambt kennis worden gegeven.

ART. 6.

In de nijverheidsbedrijven, die aan den invloed der jaargetijden onderworpen zijn, en in alle gevallen waar die uitzonderlijke omstandigheden het vereischen, zal gedurende zestig dagen per jaar, de in artikel 3 aangeduide tijdruimte van den nacht, verminderd mogen worden op tien uren.

ART. 7.

In de landen waar het klimaat den dagarbeid bijzonder lastig maakt, mag de nachttijdruimte korter zijn dan de bij bovengemelde artikelen vastgestelde, onder voorwaarde dat gedurende den dag een opwegende schofttijd worde verleend.

ART. 8.

De ambtelijke bekrachtigingen dezer Overeenkomst, onder de voorwaarden voorzien bij Deel XIII van het Vredesverdrag van Versailles, d. d. 28 Juni 1919, en van het Vredesverdrag van Saint-Germain, d. d. 10 September 1919, zullen aan den Algemeenen Schrijver van den Volkenbond medegedeeld en door hem geregistreerd worden.

ART. 9.

Elk lid, dat deze Overeenkomst bekrachtigt, verbindt zich tot de toepassing er van in zijn niet tot volle zelfbestuur gemachtigde koloniën, bezittingen of protectoraten, onder het volgende voorbehoud :

a) Dat de bepalingen der Overeenkomst niet door plaatselijke toestanden ontoepasselijk worden gemaakt ;

b) Dat de wijzigingen, die mochten noodig geacht worden om de Overeenkomst aan plaatselijke toestanden aan te passen, in deze Overeenkomst mogen ingelascht worden.

Elk Lid zal aan het Internationaal Arbeidsambt kennis moeten geven van zijn besluit voor elk zijner niet tot volle zelfbestuur gemachtigde koloniën, bezittingen of protectoraten.

ART. 10.

Zoodra de bekrachtigingen van twee Leden der Internationale Arbeidsinrichting ter Secretarie geregistreerd zullen geweest zijn, zal de Algemeene Schrijver van den Volkenbond daarvan aan al de Leden der Internationale Arbeidsinrichting kennis geven.

ART. 11.

Deze Overeenkomst zal in werking treden ten dage waarop die kennisgeving door den Algemeenen Schrijver van den Volkenbond zal gedaan geweest zijn; zij zal slechts die Leden verbinden, welke hun bekrachtiging ter Secretarie zullen laten registreren hebben. Naderhand zal die Overeenkomst, ten opzichte

van elk ander Lid, in werking treden ten dage waarop de bekrachtiging van dit Lid ter Secretarie zal geregistreerd geweest zijn.

ART. 12.

Elk Lid, dat deze Overeenkomst bekrachtigt, verbindt er zich toe de bepalingen er van uiterlijk den 1^{en} Juli 1922 toe te passen, en alle noodige maatregelen te nemen om die bepalingen te bewerkstellingen.

ART. 13.

Elk Lid, dat die Overeenkomst zal bekrachtigd hebben, mag ze opzeggen bij het verstrijken van een tijdruimte van tien jaar na den datum van het aanvankelijk in werking treden der Overeenkomst, bij een aan den Algemeenen Schrijver medegedeelde en door hem geregistreerde akte. De opzegging zal ingaan slechts één jaar na ter Secretarie geregistreerd te zijn geweest.

ART. 14.

De Beheerraad van het Internationaal Arbeidsambt moet, ten minste eens om de tien jaar aan de Algemeene Conferentie, verslag uitbrengen over de toepassing dezer Overeenkomst en er toe beslissen of op de dagorde der Conferentie de herziening of de wijziging van bedoelde Overeenkomst dient opgenomen.

ART. 15.

De Fransche tekst en de Engelsche tekst van deze Overeenkomst zullen beide als bewijisleverend aangemerkt worden.

BIJLAGE VI.

**ONTWERP VAN OVEREENKOMST WAARBIJ DE LEEFTIJD
DER KINDEREN WORDT VASTGESTELD
VOOR DE AANNEMING TOT NIJVERHEIDSARBEID.**

De Algemeene Conferentie der Internationale Arbeidsinrichting van den Volkenbond,

Door de Regeering der Vereenigde Staten van Amerika den 29 October 1919 opgeroepen te Washington,

Na er toe beslist te hebben verscheidene voordrachten aan te nemen betreffende de « dienstverstrekkingen van kinderen : ouderdom van aanneming tot den arbeid », aangelegenheid vervat in het vierde punt van de dagorde der zitting van de te Washington gehouden Conferentie, en

Na er toe beslist te hebben die voordrachten in den vorm van een Ontwerp van Internationale Overeenkomst op te stellen,

Verleent haar goedkeurig aan het hierna volgend Ontwerp van Overeenkomst dat door de Leden van de Internationale Arbeidsinrichting dient bekrachtigd,

overeenkomstig de bepalingen van het op den Arbeid betrekking hebbende gedeelte van het Vredesverdrag van Versailles, d. d. 28 Juni 1919, en van het Vredesverdrag van Saint-Germain, d. d. 10 September 1919 :

EERSTE ARTIKEL.

Voor de toepassing dezer Overeenkomst moeten, onder meer, als « nijverheidsinrichtingen » worden aangemerkt :

a) Allerlei mijnen, groeven en uitdelvingsbedrijven ;

b) De bedrijven waarin voortbrengselen voor den verkoop worden vervaardigd, gewijzigd, gereinigd, hersteld, versierd, voltooid, bereid, of waar stoffen een omzetting ondergaan ; met inbegrip van den scheepsbouw, de bedrijven voor afbraak van materieel, almede het voortbrengen, omzetten en overbrengen van beweegkracht in 't algemeen en van electriciteit ;

c) Het optrekken, heroptrekken, onderhouden, herstellen, wijzigen of afbreken van allerlei gebouwen, spoorwegen, tramwegen, havens, dokken, zeebrekers, vaarten, bruggen, viaducten, moerriolen, gewone riolen, putten, telegrafische of telephonische inrichtingen, electrische inrichtingen, gasstokerijen, inrichtingen voor watervoorziening of andere bouwwerken, alsook de gereedmakings- en fundeeringswerken die aan bovengemelde werken voorafgaan ;

d) Het vervoer van personen of van goederen per as, per spoor of te water, met inbegrip van het laden en lossen aan de dokken, kaaien, pieren en stapelhuizen, met uitzondering van handvervoer.

In elk land zal de bevoegde overheid de grenslijn afbakenen waarbij nauwkeurig zal worden bepaald wat als nijverheid en koophandel eenerzijds, en landbouw anderzijds moet worden ingedeeld.

ART. 2.

Kinderen van minder dan veertienjarigen leeftijd mogen in de openbare of private nijverheidsinrichtingen of in de aanhoorigheden ervan geen dienstverstrekkings verrichten noch er arbeiden, met uitzondering van die, waar alleen leden van één zelfde gezin gebezigd worden.

ART. 3.

De bepalingen van artikel 2 zullen niet van toepassing zijn op in beroepscholen verrichten kinderarbeid, onder voorwaarde dat die arbeid door de openbare overheid wordt goedgekeurd en bewaakt.

ART. 4.

Ten einde het mogelijk te maken toezicht te houden over de toepassing der bepalingen dezer Overeenkomst, zal het hoofd van elke nijverheidsinrichting een register moeten bijhouden tot inschrijving van al de door hem gebezigde personen, die den leeftijd van zestien jaar niet bereikt hebben, met aanduiding van den datum hunner geboorte.

ART. 5.

Wat de toepassing dezer Overeenkomst op Japan betreft, wordt tot naverme'de wijzigingen aan artikel 2 gemachtigd :

a) Kinderen die den leeftijd van twaalf jaar bereikt hebben zullen tot den arbeid mogen aangenomen worden, als zij hun lagere studiën voleind hebben :

b) Wat de reeds arbeidende kinderen tusschen twaalf- en veertienjarigen leeftijd betreft, zullen overgangsbepalingen mogen aangenomen worden.

De bepaling der huidige Japansche wet, waarbij kinderen van minder dan twaalfjarigen leeftijd tot eenige gemakkelijke en lichte werken mogen worden aangenomen, zal opgeheven worden.

ART. 6.

De bepalingen van artikel 2 zullen niet toegepast worden op Indië, doch in Indië zullen de kinderen van minder dan twaalfjarigen leeftijd niet gebezigd worden :

a. In de fabrieken met gebruik van drijfkraft en waar meer dan tien personen gebezigd worden ;

b) In allerlei mijnen, groeven en uitdelvingsbedrijven ;

c) In het vervoer van personen of van goederen, den postdienst per spoor, en in het laden en lossen der goederen aan de dokken, kaaien en pieren, met uitzondering van handvervoer.

ART. 7.

De ambtelijke bekrachtigingen dezer Overeenkomst onder de voorwaarden voorzien bij Deel XIII van het Vredesverdrag van Versailles, d. d. 28 Juni 1919, en van het Vredesverdrag van Saint-Germain, d. d. 10 September 1919, zullen aan den Algemeenen Schrijver van den Volkenbond medegedeeld en door hem geregistreerd worden.

ART. 8.

Elk Lid dat deze Overeenkomst bekrachtigt, verbindt er zich toe ze onder het volgende voorbehoud toe te passen in zijn niet tot volle zelfbestuur gemachtigde koloniën, bezittingen of protectoraten, onder het volgende voorbehoud :

a) Dat de bepalingen der Overeenkomst niet door plaatselijke toestanden ontoepasselijk worden gemaakt ;

b) Dat de wijzigingen die mochten noodig geacht worden om de Overeenkomst aan plaatselijke toestanden aan te passen, in deze Overeenkomst mogen ingelascht worden.

Elk lid zal aan het Internationaal Arbeidsambt kennis moeten geven van zijn besluit voor elke zijner niet tot volle zelfbestuur gemachtigde koloniën, bezittingen of protectoraten.

ART. 9.

Zoodra de bekrachtigingen van twee Leden der Internationa'le Arbeidsinrichting ter Secretarie geregistreerd zullen geweest zijn ; zal de Algemeene Schrijver van

den Volkenbond daarvan aan al de Leden van de Internationale Arbeidsinrichting kennis geven.

ART. 10.

Deze Overeenkomst zal in werking treden ten dage waarop die kennisgeving door den Algemeenen Schrijver van den Volkenbond zal gedaan geweest zijn: zij zal slechts die Leden verbinden, welke hun bekrachtiging ter Secretarie zullen laten registreeren hebben. Naderhand zal die Overeenkomst, ten opzichte van elk ander Lid, in werking treden ten dage waarop de bekrachtiging van dit Lid ter Secretarie zal geregistreerd geweest zijn.

ART. 11.

Elk Lid, dat deze Overeenkomst bekrachtigt, verbindt er zich toe de bepalingen ervan, uiterlijk den 1^o Juli 1922 toe te passen en alle noodige maatregelen te nemen om die bepalingen te bewerkstelligen.

ART. 12.

Elk Lid, dat deze Overeenkomst zal bekrachtigd hebben, mag ze opzeggen bij het verstrijken van een tijdruimte van tien jaar na den datum van het aanvankelijk in werking treden der Overeenkomst, bij een aan den Algemeenen Schrijver medegedeelde en door hem geregistreerde akte. De opzegging zal ingaan slechts één jaar na ter Secretarie geregistreerd te zijn geweest.

ART. 13.

De Beheerraad van het Internationaal Arbeidsambt moet, ten minste ééns om de tien jaar, aan de Algemeene Conferentie verslag uitbrengen over de toepassing dezer Overeenkomst en er toe beslissen of op de dagorde der Conferentie de herziening of de wijziging van bedoelde Overeenkomst dient opgenomen.

ART. 14.

De Fransche tekst en de Engelsche tekst van deze Overeenkomst zullen beide als bewijisleverend aangemerkt worden.

BIJLAGE VII.

**ONTWERP VAN OVEREENKOMST BETREFFENDE NACHTARBEID
VAN KINDEREN IN DE NIJVERHEID.**

De Algemeene Conferentie der Internationale Arbeidsinrichting van den Volkenbond,

Door de Regeering der Vereenigde Staten van Amerika, den 29^o October 1919 opgeroepen te Washington,

Na er toe beslist te hebben verscheidene voordrachten aan te nemen betreffende

de « dienstverstrekkings van kinderen gedurende den nacht », aangelegenheid vervat in het vierde punt van de dagorde der zitting van de te Washington gehouden Conferentie, en

Besloten hebbende om die voordrachten in den vorm van een ontwerp van Internationale Overeenkomst op te stellen,

Verleent haar goedkeuring aan het hierna volgend Ontwerp van Overeenkomst, dat door de Leden van de Internationale Arbeidsinrichting dient bekrachtigd, overeenkomstig de bepalingen van het op den Arbeid betrekking hebbende gedeelte van het Vredesverdrag van Versailles, d. d. 28 Juni 1919, en van het Vredesverdrag van Saint-Germain, d. d. 10 September 1919.

EERSTE ARTIKEL.

Voor de toepassing van deze Overeenkomst moeten, onder meer, als « nijverheidsinrichting » worden aangemerkt :

- a) Allerlei mijnen, groeven en uitdelvingsbedrijven ;
- b) De bedrijven waarin voortbrengselen voor den verkoop worden vervaardigd, gewijzigd, gereinigd, hersteld, versierd, voltooid, bereid, of waar stoffen een omzetting ondergaan ; met inbegrip van den scheepsbouw, de bedrijven voor afbraak van materieel, alsmede het voortbrengen, omzetten en overbrengen van beweegkracht in 't algemeen en van electriciteit ;
- c) Het optrekken, heroptrekken, onderhouden, herstellen, wijzigen of afbreken van allerlei gebouwen, spoorwegen, tramwegen, havens, dokken, havenhoofden, vaarten, bruggen, viaducten, moerriolen, gewone riolen, putten, telegrafische of telephonische inrichtingen, electrische inrichtingen, gasstokerijen, inrichtingen voor watervoorziening of andere bouwwerken, alsook de gereedmakings- en fundeeringswerken die aan bovengemelde werken voorafgaan ;
- d) Het vervoer van personen of van goederen per as, per spoor of te water, met inbegrip van het laden en het lossen aan de dokken, kaaïen, pieren en stapelhuizen, met uitzondering van handvervoer.

In elk land zal de bevoegde overheid de grenzen afbakenen waarbij nauwkeurig zal worden bepaald wat als nijverheid en koophandel eenerzijds, en als landbouw anderzijds moet worden ingedeeld.

ART. 2.

Het is verboden gedurende den nacht, door kinderen die den leeftijd van achttien jaar niet bereikt hebben, dienstverstrekkings te laten verrichten in de openbare of private nijverheidsinrichtingen of in de aanhoorigheden er van, met uitzondering van die, waar alleen leden van één zelfde gezin gebezigd worden, behalve in de navermelde gevallen.

Het verbod inzake nachtarbeid zal niet toegepast worden op kinderen die den leeftijd van zestien jaar reeds bereikt hebben en in de navermelde nijverheidsbedrijven dienst verstrekken voor zekere werken die uiteraard noodzakelijkerwijs dag en nacht ononderbroken moeten doorgezet worden :

- a) IJzer en staalfabrieken ; werken waarbij gebruik wordt gemaakt van terug-

stralings- of van regeneratieovens ; galvaniseering van plaatijzer en ijzerdraad (met uitzondering van de afbijtingswerkplaatsen) ;

- b) Glasblazerijen ;
- c) Papierfabrieken ;
- d) Suikerfabrieken, waar ruwe suiker bewerkt wordt ;
- e) Uitwassching van gouderts.

ART. 3.

Voor de toepassing van deze Overeenkomst moet door het woord « nacht » verstaan worden, eene tijdruimte van minstens elf achtereenvolgende uren, waarin begrepen die verlopen tusschen tien uur 's avonds en vijf uur 's morgens.

Voor de steen- en bruinkoolmijnen zal er een afwijking mogen voorzien worden wat betreft den in de vorige paragraaf bedoelden rusttijd, wanneer tusschen de beide arbeidstijden door den band vijftien uren rusttijd is, doch nooit wanneer die tusschentijd minder dan dertien uren bedraagt.

Wordt door 's Lands wetten nachtarbeid aan al de werknemers van het broodbakkerijbedrijf verboden, dan zal, voor dit laatste, de tusschen negen uur 's avonds en vier uur 's morgens verlopen tijdruimte die mogen vervangen begrepen tusschen tien uur 's avonds en vijf uur 's morgens.

In de keerkringslanden, waar midden in den dag de arbeid gedurende eenigen tijd geschorst wordt, zal de nachtrusttijd minder dan elf uren mogen bedragen, onder voorwaarde dat gedurende den dag een opwegende schoftijd worde verleend.

ART. 4.

De bepalingen van de artikelen 2 en 3 zullen niet van toepassing zijn bij den nachtarbeid van kinderen van zestien- tot achttienjarigen leeftijd, wanneer een geval van overmacht, dat niet kon voorzien noch belet worden en niet van periodieken aard is, tegen den normalen gang van een nijverheidsinrichting indruischt.

ART. 5.

Wat de toepassing dezer Overeenkomst op Japan betreft, zal, tot 1 Juli 1925, artikel 2 slechts gelden voor kinderen die den leeftijd van vijftien jaar nog niet hebben bereikt en, van gemelden datum af, zal bedoeld artikel 2 slechts toegepast worden op kinderen die den leeftijd van zestien jaar nog niet hebben bereikt.

ART. 6.

Wat de toepassing dezer Overeenkomst op Indië betreft, zal door het woord « nijverheidsinrichting » moeten verstaan worden de « fabrieken » als zoodanig bepaald door de fabriekswet van Indië (*Indian factory act*) en artikel 2 zal niet toegepast worden op kinderen van het mannelijk geslacht die den leeftijd van veertien jaar reeds bereikt hebben.

ART. 7.

In hoogst zwaarwichtige omstandigheden en ingeval het openbaar belang het vereischt, zal het verbod inzake nachtarbeid mogen geschorst worden bij besluit

der Openbare Overheid, wat betreft de kinderen van zestien- tot achttienjarigen leeftijd.

ART. 8.

De ambtelijke bekrachtigingen dezer Overeenkomst, onder de voorwaarden voorzien bij Deel XIII van het Vredesverdrag van Versailles, d. d. 28 Juni 1919, en van het Vredesverdrag van Saint-Germain, d. d. 10 September 1919, zullen aan den Algemeenen Schrijver van den Volkenbond medegedeeld en door hem geregistreerd worden.

ART. 9.

Elk Lid, dat deze Overeenkomst bekrachtigt, verbindt zich tot de toepassing er van in zijn niet tot volle zelfbestuur gemachtigde koloniën, bezittingen of protectoraten, onder het volgende voorbehoud :

a) Dat de bepalingen der Overeenkomst niet door plaatselijke toestanden ontoepasselijk worden gemaakt ;

b) Dat de wijzigingen, die mochten noodig geacht worden om de Overeenkomst aan plaatselijke toestanden aan te passen, in deze Overeenkomst mogen ingelascht worden.

Elk Lid zal aan het Internationaal Arbeidsambt kennis moeten geven van zijn besluit voor elke zijner niet tot volle zelfbestuur gemachtigde koloniën, bezittingen of protectoraten.

ART. 10.

Zoodra de bekrachtigingen van twee Leden der Internationale Arbeidsinrichting ter Secretarie geregistreerd zullen geweest zijn, zal de Algemeene Schrijver van den Volkenbond daarvan aan al de Leden van de Internationale Arbeidsinrichting kennis geven.

ART. 11.

Deze Overeenkomst zal in werking treden ten dage waarop die kennisgeving door den Algemeenen Schrijver van den Volkenbond zal gedaan geweest zijn ; zij zal slechts die Leden verbinden, welke hun bekrachtiging ter Secretarie zullen laten registreeren hebben. Naderhand zal die Overeenkomst, ten opzichte van elk ander Lid, in werking treden ten dage waarop de bekrachtiging van dit Lid ter Secretarie zal geregistreerd geweest zijn.

ART. 12.

Elk Lid, dat deze Overeenkomst bekrachtigt, verbindt er zich toe de bepalingen er van, uiterlijk den 1^o Juli 1922 toe te passen en alle noodige maatregelen te nemen om die bepalingen te bewerkstelligen.

ART. 13.

Elk lid dat deze Overeenkomst zal bekrachtigd hebben, mag ze opzeggen bij het verstrijken van een tijdruimte van tien jaar na den datum van het aanvankelijk in werking treden der Overeenkomst, bij een aan den Algemeenen

Schrijver medegedeelde en door hem geregistreerde akte. De opzegging zal ingaan slechts één jaar na ten Secretarerie geregistreerd te zijn geweest.

ART. 14.

De Beheerraad van het Internation Arbeidsambt moet, ten minste ééns om de tien jaar, aan de Algemeene Conferentie verslag uitbrengen over de toepassing dezer Overeenkomst en er toe beslissen of op de dagorde der Conferentie de herziening of de wijziging van bedoelde Overeenkomst dient opgenomen.

ART. 15.

De Fransche tekst en de Engelsche tekst van deze Overeenkomst zullen beide als bewijsleverend aangemerkt worden.

BIJLAGE VIII.

**DE INTERNATIONALE ARBEIDSCONFERENTIE VAN WASHINGTON
IN HET LAGERHUIS.**

Vergadering van Vrijdag 27 Mei 1921 (*Times* van 24 Mei 1921, bl. 6).

De heer G. Barnes wijst er op, dat de Regeering sommige Overeenkomsten, aangenomen door de Internationale Arbeidsconferentie van Washington nog niet aan het Parlement heeft voorgelegd.

De Kamer is van oordeel dat de Overeenkomsten, aangenomen door de Internationale Arbeidsconferentie van Washington, zouden moeten voorgelegd worden aan het Parlement, als zijnde de bevoegde overheid. Ze voegt daaraan toe, dat de Overeenkomsten op die Conferentie met de voorgeschreven meerderheid van twee derde der stemmen aangenomen zijn; en daarom is de Regeering verplicht te handelen zooals het Vredesverdrag voorschrijft. Het is klaarblijkend, dat de Regeering gehouden was het ontwerp van Overeenkomst aan het Parlement voor te leggen en ze is in gebreke gebleven, doordien ze het niet gedaan heeft. De houding der Regeering was van het hoogste belang, omdat, indien ze het hoofdstuk betreffende den arbeid over het hoofd moest zien — welk hoofdstuk door velen in dit land met vreugde begroet was geworden als zijnde de uiting van een Overeenkomst, ingevolge dewelke, met de samenwerking en den goeden wil van allen, de arbeidsvraagstukken in dit land en over de gansche wereld zouden bestudeerd worden met het oog op hun oplossing — en indien de Regeering het bewijs gaf dat ze zich alleen ophoudt met arbeidsvraagstukken, wanneer ze daartoe gedwongen wordt door de geschillen, ze noodzakelijkerwijze de vijanden van de samenwerking en van den goeden wil, 't is te zeggen de voorvechters der anarchie in de hand zou werken. Van de drie bij de zaak betrokken ministerieele Departementen, had het *Home Office* eenige Overeenkomsten van Washington ten uitvoer gelegd door de wet op den arbeid

van kinderen en zekere ministerieele uitvoeringsbesluiten ; maar noch het Ministerie van Arbeid, noch dat van Volksgezondheid hadden zich om de uitvoering van het hoofdstuk betreffende den arbeid bekommerd. Ze hadden de acht-urenovereenkomst verwaarloosd en de voormalige Minister van Gezondheid had in deze Kamer verklaard, dat de Regeering er toe besloten was de Overeenkomst betreffende de bescherming van het moederschap niet te bekrachtigen, daarbij te kennen gevende dat de Regeering zelf de wet wilde stellen naar eigen goedvinden.

Er bestaan twee voornamen Overeenkomsten : die over den achturen-arbeidsdag en die betreffende het moederschap. De spreker had niet gestemd voor de Overeenkomst inzake het moederschap en de Regeering was niet zedelijk verplicht ze te doen goedkeuren. De reden waarom hij voor die Overeenkomst niet gestemd had, was dat hij meende dat de Conferentie niet enkel moest dienen om idealistische of louter propagandabesluiten de wereld in te zenden ; dat ze, wel integendeel, slechts voorstellen moest aannemen die een redelijke kans hadden om aangenomen te worden vóór de aanstaande Conferentie, doch was de Regeering niet zedelijk verplicht de Overeenkomst inzake het moederschap te bekrachtigen, ze was daarentegen wel verplicht aan het Parlement toe te laten dezelve te bespreken. (*Toejuichingen.*) De Britsche afgevaardigden hadden voor de achturenovereenkomst gestemd, op een oogenblik toen de Regeering bezig was met de wetgeving inzake den achturenarbeidsdag ; ze hadden aldus gehandeld, stiptelijk volgens de onderrichtingen die hun vóór hun vertrek, en ook later nog, gegeven waren. Ze waren dus van oordeel, dat de Regeering zedelijk verplicht was die overeenkomst te doen uitvoeren.

Ingeval de voormalige Minister van Gezondheid de rechte tolk der Regeering geweest was, dan moest men daaruit besluiten dat die Regeering voornemens was de arbeidsinrichting te dwarsboomen, zoodat deze niets anders zou zijn dan een schijnverordening in de handen der Regeering. De bijval van de Internationale Arbeidsinrichting hing af van de positieve uitslagen, en ingeval dergelijke uitslagen uitbleven, zou die mislukking het hart der bolsjevisten van hier en elders verheugen. (*Toejuichingen.*)

Moest men de politiek, door den voormaligen Minister van Gezondheid voorgestaan, voortzetten, dan zou zulks onlusten verwekken. De Regeering had nog een paar maanden voor zich, om aan te toonen of ze van de Arbeidsinrichting wilde maken een louter vertoon en een vodge papier, dan of ze die integendeel wilde bewerkstelligen. Hij verhoopde dat de Regeering verklaringen zou aflleggen in dezen laatsten zin.

HOUDING DER REGEERING.

De heer Magnamara, Minister van Arbeid, stelt voor, den zin te doen wegvallen, vanaf het woord : *dat* en toe te voegen : « Het Parlement is » van oordeel, dat het, onder de huidige omstandigheden, niet wenschelijk » is wetten te maken met het oog op de toepassing der Conventie van » Washington op den arbeidsduur. » Spreker verklaart, dat, al verplicht

hem de noodzakelijkheid dit amendement voor te stellen, hij er zich om verheugde, het met den heer Barnes niet oneens te zijn over de beginselkwestie. Hij gaf toe dat het niet wenschelijk was, de moeilijkheden inzake arbeidsregeling over het hoofd te zien tot dat er onlusten uit voortspruiten en hij verzekerde dat zijn Departement meer dan de helft van zijn tijd er aan besteedde om de moeilijkheden halverwege tegen te houden; die pogingen waren met volkomen bijval bekroond geworden. De Regeering wilde de uitvoering van hun beloften inzake de overeenkomsten niet ontduiken. Dergelijke handelwijze zou werkelijk de faam van het land op dat gebied verminderen. Feitelijk waren wij, wat het meerendeel der overeenkomsten betreft, verre vooruit op al de overige landen. (*Toejuichingen*).

De overeenkomst betreffende het aanschaffen van machines ter bestrijding van de werkloosheid was het werk van de wetgeving van 1909, voor het inrichten van arbeidsbeurzen. De Regeering achtte het niet noodig de overeenkomst betreffende der vrouwenarbeid, vóór en na het kraambed, te bekrachtigen, omdat hier te lande een wetstelsel bestaat, waardoor naar behoren in de behoeften voorzien wordt, door het toekennen van kraamvergoedingen aan de arbeidsters vallende onder toepassing der verzekeringswet. De overeenkomst betreffende de maximum-leeftijd toelating in de nijverheid en betreffende den nachtarbeid van vrouwen en jongelingen was bewerkstelligd door de wet van 1920 op den arbeid van vrouwen, jongelieden en kinderen, en stond op het punt bekrachtigd te worden.

Wat betreft de overeenkomst waarbij het beginsel van den achturen arbeidsdag of van de acht-en-veertigurenarbeidsweek opgelegd wordt, was hij van oordeel dat het moeilijk ware, voor een Ministerieel departement, verordeningen op te stellen in voldoende mate rekbaar om rekening te houden met de zoo uiteenlopende nijverheidsnoodwendigheden van het land, en tezelfder tijd streng genoeg om aan de bijzonderheden der overeenkomst getrouw te blijven. De arbeidsduur bij het spoorwegbedrijf was geregeld krachtens een akkoord, waarbij een arbeidsduur is voorgescreven van acht-en-veertig uren in de week, met één Zondag dienst om de twee of drie weken mits bijzondere vergoeding. Door de bekrachtiging der Overeenkomst zou de Regeering verplicht worden zich met dat akkoord te bemoeien en de wetgeving daar te doen ingrijpen, wat niet practisch scheen. De beperking der overuren kan veel gemakkelijker geschieden door middel van een akkoord, toepasselijk op de verschillende nijverheidsbedrijven. — Gaan wij thans over tot de verzekering tegen werkloosheid. Op dat gebied waren wij veel verder gegaan dan de andere landen. Omtrent het midden dezer maand, waren 1,838,500 mannen en vrouwen ingeschreven als volkomen werkloos; 1,024,000 mannen als arbeidende met beperkten arbeidsduur, hetzij een totaal van 2,862,000 personen. Waarvan allen, met uitzondering van 80,000, wekelijkschen steun ontvingen krachtens de verzekeringswet. De toestand der Regeering, bij het voorstellen van het amendement, was de volgende: de meeste voorstellen waren reeds bewerkstelligd en werden feitelijk toegepast over heel het land.

De heer Sexton, sprekende als gewezen afgevaardigde bij de Conferentie te Washington, verklaart dat de, overigens zeer belangwekkende redevoering van den Minister van Arbeid hoegenaamd geen verband hield met de besproken kwestie. (*Gelach.*) De heer Barnes en zijn collega's waren naar Washington gezonden als vertegenwoordigers der Regeering. Zij waren partij geweest bij de Overeenkomst en het was niet te veel geëischt, te wenschen dat die Overeenkomst, aan de Kamer zou voorgelegd worden.

Sir J. Hewart, procureur-generaal, verklaart dat de Overeenkomsten 't jaar te voren aan de Kamer voorgelegd geworden waren in den vorm van een Witboek. Zegde men dat er geen wetgevende voorstellen gedaan werden op grond van die overeenkomsten, dan kon hij daarop antwoorden dat, voor het meerendeel, die voorstellen overbodig waren, aangezien onze wetgeving op dat stuk veel verder gegaan was; en wat betreft de bijzondere Overeenkomsten, nopens dewelke de Ministers besloten hadden dat ze niet zouden bekrachtigd worden, het ware een al te bespottelijk tijdverlies vanwege de Kamer, voorstellen te doen die hoegenaamd geen nut zouden opleveren, zoo ze niet een wetgevende acte ten doel hadden. (*Blijken van goedkeuring.*)

* *

Een tweede bespreking had plaats in het Lagerhuis op 27 Mei 1921.

De *Times* van 28 Mei, vat die bespreking samen als volgt :

« De heer Barnes vestigt de aandacht op het feit dat de Regeering de door de Internationale Arbeidsconferentie te Washington aangenomen overeenkomsten nog niet aan het Parlement onderworpen heeft.

Van de drie Regeeringsdepartementen heeft het « Home Office » de Overeenkomsten van Washington bekrachtigd door de Acte inzake den Arbeid van vrouwen en kinderen, en door de « Departemental Orders ». Maar noch de Minister van Arbeid noch de Minister van Gezondheidswezen hebben de Overeenkomsten bekrachtigd inzake den « Arbeid ». Met de « acht uren » houdt men zich niet op en de ex-Minister voor Gezondheid heeft verklaard de Overeenkomst inzake het moederschap niet zullen bekrachtigen.

Hij heeft niet gestemd voor de Overeenkomst inzake het moederschap, zoodat de Regeering niet zedelijk verplicht was die Overeenkomst te bekrachtigen. Hij is nochtans verplicht aan het Parlement toe te laten die te onderzoeken.

Moest men de politiek van den voormaligen Minister van Gezondheid volgen, men zou onlusten verwekken.

Dr MACNAMARA, Minister van Arbeid, heeft een amendement ingediend om het volgende toe te voegen :

« Deze Kamer is van oordeel dat het niet aangaat, onder de huidige omstandigheden, de Overeenkomsten van Washington inzake den achturigen arbeidsdag te bekrachtigen. »

Hij zegde dat, zoo hij noodgedwongen dat amendement indiende, hij anderdeels gelukkig was dat de heer Barnes en hij niet ernstig verdeeld waren nopens de wet. Hij was het eens om te zeggen dat het niet wensche-

lijk was de moeilijkheden inzake arbeid over het hoofd te zien totdat zware moeilijkheden oprijzen, en dat zijn departement de helft van den tijd besteedde aan het tegenhouden dier moeilijkheden halverwege, opdat ze niet verder zouden gaan; en dat zijne pogingen met goeden uitslag bekroond werden. De Regeering, zoo zegt hij, wil haar verbintenissen ten overstaan van de overeenkomsten hoegenaamd niet ontduiken. Dat ware 's lands faam op dat gebied te kort doen. Feitelijk hebben wij reeds een mooie lijst van de meeste overeenkomsten en zijn wij alle andere landen verre vooruit.

De overeenkomst inzake Machienenvoorraad (*Provision of machinery*) met het oog op de werkloosheid was gedeckt door de wet van 1909 tot stichting van Arbeidsbeurzen (*Labour exchanges?*) De Regeering acht het niet noodig de overeenkomst inzake vrouwenarbeid vóór en na het kraambed te bekrachtigen, omdat er hier te lande een stelsel bestaat waardoor het vraagstuk op afdoende wijze wordt opgelost, door de arbeidsters de voordeelen te laten genieten van het moederschap, verleend door de « Insurance Act. ».

De overeenkomst betreffende den maximum-leeftijd voor het bezigen van kinderen in de nijverheid en betreffende den nacht arbeid van vrouwen en jongelingen, wordt gedeckt door de *Women, Young persons and children Employment Act 1920* en zou bekrachtigd worden.

Wat betreft de overeenkomst inzake den achturigen arbeidsdag of de acht-en-veertigurige arbeidsweek, meent hij dat het moeilijk ware, voor het Regeeringsdepartement, genoegzaam rekbare regelen vast te stellen, die zouden kunnen aangepast worden bij 's lands nijverheidsnoodwendigheden, en anderdeels streng genoeg zouden zijn om te strooken met de onderdeelen der overeenkomst. De arbeidsuren op het spoor zijn door een akkoord geregeld: 48 uren in de week, met zondagwerk om de twee of drie zondagen, dit laatste betaald tegen bijzonder tarief. Door de bekrachtiging der overeenkomst zou de wetgeving zich inmengen in dat akkoord, en de Regeering meent niet dat er voordeel bij is. De beperking der overuren zou veel gemakkelijker te regelen zijn door akkoorden, getroffen voor de verschillende nijverheidsbedrijven.

Wat de verzekering tegen werkloosheid betreft, zijn wij verder gegaan dan welk land ook. In het midden der maand waren er 1,838,500 mannen en vrouwen werkloos, en 1,024,000 die een deel van den dag arbeidden. In 't geheel, 2,862,500 personen. Al die personen (behalve 80,000) krijgen wekelijks steun, krachtens de *Insurance Act*.

De Regeering stelt het betrokken amendement voor, omdat de meeste voorgestelde maatregelen reeds merklijk van kracht zijn hier te lande.

DE HERR SEXTON. — De rede van den Minister is zeer belangwekkend, doch ze heeft niets te maken met dit geval.

Het was hoegenaamd niets te veel gevraagd, te verlangen dat de Overeenkomst van Washington aan de Kamer zou onderworpen worden.

SIR HEWART, PROCUREUR-GENERAAL. — Onze wetgeving gaat verder dan de Overeenkomsten van Washington en het ware louter tijdverlies, aan het

Parlement voorstellen te doen welke de Minister acht niet te moeten bekrachtigen.

LORD CECIL. — De Regeering betuigt steeds plechtig haren eerbied voor de internationale bewegingen, doch wanneer het er op aankomt te handelen, dan negeert zij ze. Het was haar plicht de overeenkomsten aan de bevoegde overheden voor te leggen « met het oog op een wetgevende of een andere actie ». Men vindt het overbodig, een voorstel te doen dat de Kamer zou kunnen bespreken; men vergenoegt er zich mede, een beslissing te brengen. De Regeering begaat een zwaren misslag, door de pogingen tot wijziging van het oude stelsel van vijandschap tusschen de natïën en tot huldiging van de vriendschap niet ernstig op te nemen.

BURGGRAVIN ASTOR. — 's Lands geweten is wakkerder dan dat van de Regeering. Vooraleer van de Overeenkomst inzake het moederschap volkomen afgezien was, opperde zij het denkbeeld dat een vrouwencomité zou tot stand komen hetwelk de vrouwenvereenigingen zou vertegenwoordigen, ten einde te beslissen over wat te doen stond met de overeenkomsten van Washington, om die in verband te brengen met het bestaande verzekeringswezen.

MAJOR HILLS drong er op aan, dat aan de Kamer gelegenheid zou gegeven worden om de voordeelen der overeenkomsten inzake den achturigen arbeidsdag en het moederschap te bespreken. Dat niet doen, ware blijk geven van gemis aan achting tegenover de Kamer. Hij vreest er voor, dat het land zijn toonaangevende internationale plaats in de arbeidskwesties zou verliezen. Volgens kapitein Gee, is dat amendement niet anders dan een vermomde verwerping. In plaats van het wantrouwen te willen verdrijven, wakkert de Regeering hetzelfde nog aan; dat is de rechte weg naar het bolsjevisme en niet naar den vrede op nijverheidsgebied.

ORMSBY GORB. — Een betreurenswaardig voorbeeld is hier gesteld. In plaats van beide Kamers hoe langer hoe meer te doen deelnemen aan de internationale vraagstukken, treedt de Regeering nog meer reactionnair op dan de vooroorlogsche Regeeringen. Wel mag de Kamer Binnenlandsche aangelegenheden bespreken, doch zoodra het Buitenlandsche aangelegenheden geldt, behandelt men de Kamerleden als kleine kinderen of als gevaarlijke lieden. Die handelwijze kan een « verkoelenden » invloed oefenen op de toekomstige internationale Conferenties.

HENDERSON. — De indruk wortelt zich steeds dieper vast, als zou ons land dezelfde eerlijkheid tegenover den Volkenbond niet aan den dag leggen als op de Conferentie van Parijs. Nooit was het noodzakelijker dan heden ten dage, aan de arbeiders hier te lande te toonen dat wij het goed meenden met de beloften, die door bemiddeling van de Regeering gedaan werden.

Antwoord van de Regeering.

SIR BARLOW, Parlementssecretaris van den Minister van Arbeid, zegt dat

het niet in de bedoeling van de Regeering ligt de wet inzake den achturigen arbeidsdag geheel te laten schieten. Ware de Overeenkomst van Washington ietwat ruimer opgevat en met wat meer rekbaarheid, dan ware het gemakkelijker geweest de bepalingen er van toe te passen; doch ze bevat al te strakke regelen inzake overwerk en de hier reeds getroffen schikkingen zouden daarmee niet overeen te brengen zijn. Het Kabinet heeft onlangs een machtig departementaal Comité benoemd — dat hij de eer heeft voor te zitten — met opdracht alle vraagstukken betreffende den internationalen arbeid vlug te behandelen en de werkzaamheden samen te ordenen. Ingeval er iets kan gedaan worden om een nieuwe overeenkomst inzake de arbeidsuren tot stand te brengen, op ruimer en plooibaarder grondslag, zoo zal het Comité dat voorstel met vreugde in overweging nemen. Doch nu de Overeenkomst gesloten is op bijzonderen grondslag, is het moeilijk het initiatief te nemen voor een geheel nieuwe overeenkomst.

Wat het moederschap betreft, daarover is het laatste woord niet gezegd en de oproep van Lady Astor zal zeker niet in den wind geslagen worden.

De Regeering en de Minister van Arbeid wenschen te handelen in innige en hartelijke samenwerking met het Internationaal Arbeidsambt en met den Volkenbond.

Het amendement werd aangenomen met 109 stemmen tegen 69.

*
* *

Ten slotte had een 3^{de} nieuwe bespreking plaats op de vergadering van 1 Juli 1921.

In zijn « Dagelijksche Berichten » deelt het Internationaal Arbeidsbureau die bespreking mede, volgens het officieel verslag: Parlementaire besprekingen. (Nummer van dinsdag 12 Juli 1921; vol. III, n° 3, bl.).

Hier volgt het officieel verslag :

Dr Macnamara, Minister van Arbeid, stelde de volgende dagorde voor :
« De Kamer keurt de gedragslijn goed, gevolgd door Z. M. Regeering ten »
» aanzien van de Overeenkomsten der Internationale Arbeidsconferentie »
» van Washington ».

Na de bespreking van 26 Mei (1) even aangehaald te hebben, legt de Minister van Arbeid de volgende verklaringen af : « Voor het oogenblik bijzijde latende de kwestie der proceduur en de grondwettelijke moeilijkheden inzake de keus der bevoegde overheid om de overeenkomst te bekrachtigen, wil de Regeering aan het Lagerhuis gelegenheid geven om zijn meening te uiten over de gevolgde politiek. Alle door de Conferentie van Washington gedane raadgevingen zijn aangenomen geworden, behalve twee minder belangrijke artikelen van de raadgevingen betreffende de werkloosheid en de raadgeving nopens de wederkeerigheid der behandeling van vreemde arbeiders, die nog ter studie ligt met het oog op de naaste bijeenkomst van de Internationale Uitwijdingscommissie. Wat de zes overeen-

(1) Cf. *Inf. Quot.*, vol. II, n° 46, p. 568.

komsten betreft, slaat de Britische Regeering voor er vier van te bekrachtigen. Voor de overeenkomst in zake het moederschap, legde de Minister nadruk op het feit dat het van kracht zijnde stelsel gevestigd is op beginselen, teenemaal verschillend van die welke het ontwerp van overeenkomsten gronde liggen, omdat het steun verleent, niet alleen aan de arbeiders, maar ook aan de vrouwen van bijdrage-stortende arbeiders.

De Regeering acht zich niet geroepen die inrichting die reeds sedert geruimen tijdt werkt, overboord te werpen om er een nieuwe tot stand te brengen volgens andere beginselen.

Met betrekking tot de overeenkomst inzake den arbeidsduur, is de Regeering komen te staan tegenover een moeilijkheid inzake de spoorwegen. Bij het spoor, immers, wordt de toestand geregeld door akkoorden welke den dagelijkschen arbeidsduur vaststellen en de acht-en-veertigurige week waarborgen, buiten den zondag, dag waarop zekere categorieën van arbeiders geregeld om de twee of drie weken werken. Dat zondagwerk wordt trouwens volgens een bijzonder tarief betaald en valt buiten de acht-en-veertigurige week. Bij de bespreking van het wetsontwerp op den arbeidsduur in 1919, heeft de voorloopige gemengde commissie, ontstaan uit de werken der Nationale Nijverheidsconferentie, de noodzakelijkheid erkend van een zeker aantal overuren, welk aantal echter moet beperkt worden door akkoorden gesloten tusschen werkgevers en werknemers; ze nam ook aan, dat, om te beantwoorden aan de verschillende eischen der ondernemingen, een zekere plooibaarheid noodig was in die schikkingen. Welnu, zoo verklaarde de Minister, juist het gemis aan die rekbaarheid maakt dat het het ontwerp van overeenkomst niet ontvankelijk is.

D^r Macnamara wees er vervolgens op dat de acht-en-veertigurige arbeidsweek in Engeland regel is, en dat omtrent alle akkoorden inzake arbeidsduur nauwkeurige beschikkingen bevatten, aangaande de overuren. De Regeering acht het niet wenschelijk dien samenhang van akkoorden, door een stelsel van verordeningen te vervangen; het komt haar daarenboven zeer moeilijk voor, de voorwaarden der overeenkomsten te plooiën naar de rekbaarheid, vereischt door de gewoonten en de noodwendigheden der verschillende nijverheidsbedrijven. We staan dus tegenover twee groote moeilijkheden : eensdeels, den toestand der spoorwegen, en anderdeels, de algemeene kwestie der overuren.

Komende tot de Regeeringspolitiek, verklaarde de Minister, dat de bekrachtiging, zelfs onder voorbehoud, niet zonder gevaar was. Gewis zou men op die manier talrijke toetredingen tot de overeenkomst verkrijgen, doch de afwijking en de uitzonderingen zouden zoo talrijk worden dat de overeenkomsten alle waarde zouden verliezen. De Regeering is voornemens een brief naar Geneve te zenden, waarin de moeilijkheden die voor haar oprijzen uiteengezet worden, en aankondigende dat ze zeer gelukkig zou zijn deel te nemen aan de aanstaande Conferentie van de Internationale Arbeidsinrichting, op dewelke de kwestie van de beperking der arbeidsuren opnieuw zou onderzocht worden en wellicht een meer plooibare overeenkomst zou opgesteld kunnen worden.

Antwoordende op de redevoering van D^r Macnamara, sprak oud-minister M. J.-N. Barnes er zijn voldoening over uit, de Regeering thans besloten te zien tot het erkennen van haar verantwoordelijkheid tegenover de Kamers. Aangaande het moederschap, wees M. Barnes er op dat hij zich te Washington, overeenkomstig de gekregen onderrichtingen onthouden had er voor te stemmen, daarbij voegende dat hij nochtans niet zou aarzelen er zijn steun aan te geven, zoodra de bepalingen konden aangepast worden aan de toestand in Groot-Britannië.

Wat betreft de overeenkomst inzake den acht-urigen arbeidsdag, verklaarde M. Barnes dat deze overeenkomst integendeel voorwaarden stelde, die toepasselijk waren op Groot-Britannië. Hij beweerde dat de Regeering gehouden was, deze overeenkomst aan het Lagerhuis te onderwerpen, hetwelk, op zijn beurt, zedelijk verplicht was ze te bekrachtigen, daar de afgevaardigden der Britsche Regeering te Washington, volgens hun onderrichtingen, voor deze overeenkomst gestemd hadden.

M. Barnes deed opmerken dat, vóór zijn vertrek naar Washington, men er doorgaans akkoord over was, dat de acht-urige arbeidsdag in Groot-Britannië moest geregeld volgens het reeds door verschillende landen gegeven voorbeeld.

Volgens hunne onderrichtingen hebben de Britsche afgevaardigden er voor gezorgd dat het ontwerp van overeenkomst paste bij de Engelsche week. Spreker haalde den eigen tekst van de onderrichtingen der Regeering aan : « Wij zijn het ten volle eens met het voorstel tot beperking der » overuren, in een redelijke mate, doch wij kunnen het cijfer van de » drie honderd uren slechts bij wijze van proef aannemen; als algemeenen » regel, alleen op voorwaarde dat het voorstel door Geneve aanbevolen » worde. »

Toen M. Barnes verklaard had dat de Minister van Arbeid scheen te hebben willen zeggen dat overuren een normale behoefte van de Nijverheid waren, antwoordde D^r Macnamara, dat zulks niet zijn gedacht geweest was.

M. Barnes zegde nog dat artikel 6 der Overeenkomst oneindig veel plooibaarder was dan hetgeen de onderrichtingen van de Regeering vroegen.

Inzake de spoorwegen, bekende M. Barnes dat de bepalingen aangaande de overuren hier niet toepasselijk waren. Volgens hem waren de op het spoor gesloten akkoorden, o. a. strijdig met de eischen der Britsche vakverenigingen.

Voor die moeilijkheid, zegt M. Barnes, zijn twee oplossingen mogelijk. De eerste en de beste, naar zijn meening, bestond in de herziening van het akkoord. Was zulks onmogelijk, dan zou men het radicale middel kunnen gebruiken, van uitsluiting der spoorwegen buiten de toepassing der overeenkomst. Doch hij verhoopte wel dat men daartoe slechts zijn toevlucht zou nemen in geval van klaar bewezen onmogelijkheid het akkoord te herzien. M. Barnes was overtuigd van de wenschelijkheid de overeenkomst te bekrachtigen.

Tot besluit, verzocht M. Barnes het Lagerhuis, de Internationale Arbeids-

inrichting te beschouwen als de vrucht van eene ernstige poging vanwege Groot-Britannië tot heropbeuring van de arbeidswereld. Hij vroeg dat het die inrichting en Deel XIII van het Vredesverdrag, dat er den grondslag van uitmaakt, krachtig zou ondersteunen, dat het dezen tekst zou beschouwen als wat meer dan een eenvoudige verklaring van beginselen of van idealen, dat het er in zou zien een verbintenis onderteekend door alle naties, om de arbeidskwesties uit het gebied aan geweld, van stakingen en uitsluitingen op te voeren tot het hooger peil der zedelijke wet en der maatschappelijke gerechtigheid.

Bijzondere plichten berusten op Groot-Britannië, wegens het feit dat de arbeidsinrichting in de eerste plaats zijn werk was. Spreker smeekte de Regeering de overeenkomst te bekrachtigen, en die aanmoediging niet te weigeren aan allen die er zich voor inspannen, om de Regeeringen, de werkgevers en de arbeiders van alle landen der wereld, de kwesties die hen verdeelen, te doen bestudeeren, in een geest van verzoening en volgens het gezond verstand, als zijnde de eenige weg der veiligheid en der eer.

Oud-minister M. J. A. Clynes nam het woord om de bewijsvoering van M. Barnes kracht bij te leggen. In beide, zoo belangrijke kwesties van het moederschap en van den arbeidsduur, zoo zegde hij, is de Regeering aan haar plicht te kort gekomen; zij heeft zelfs den eersten stap niet gedaan naar het volbrengen van dien plicht, die hierin bestond, dat aan het Parlement gelegenheid moest gegeven worden, om de te Washington genomen beslissingen te bespreken en die desgevorderd te bekrachtigen. Betreffende het moederschap, verklaarde M. Clynes, dat het nutteloos was te zeggen dat die overeenkomst van toepassing was op andere vrouwen dan de arbeidsters; volgens hem is deze kwestie niet enkel een kwestie van geldelijke hulp; aan de moeders moet ook een behoorlijk leven, een behoorlijke behandeling verzekerd worden.

Inzake den arbeidsduur, vroeg M. Clynes waarom de Regeering de werkgevers en arbeiders niet geraadpleegd had, die na de gemengde Nijverheidsconferentie eenparig de aanneming van den wettelijken achturedag aangeraden hadden.

Burggravin Astor verzocht de Regeering een Conferentie van vrouwen specialisten bijeen te roepen om een bevredigende oplossing te vinden voor de kwestie van het moederschap.

Lord Eustace Percy verklaarde zich tegen de politiek der Regeering, omdat hij vond dat de thans gevolgde handelwijze hoegenaamd niet strookte met de werkelijke doeleinden der overeenkomsten.

Kapitein Bowyer hield staande dat het onmogelijk was de overeenkomsten te bekrachtigen, daar Groot-Britannië in zijn maatregelen op het stuk van arbeidsduur en moederschap uitgegaan was van andere beginselen dan die, voorgestaan door de Conferentie van Washington.

Sir Godfrey Collins drong daarentegen aan op de noodzakelijkheid, de kwesties niet langer te beschouwen van uit een uitsluitend nationaal standpunt.

M. Wilson verklaarde dat het geval der spoorwegen hem geen onover-

komelijke moeilijkheden scheen op te leveren; hij wees er op dat een zeer groot getal Engelsche spoorarbeiders dezelfde arbeidsvoorwaarden hebben als in de andere takken van nijverheid.

Korvettenkapitein Williams verdedigde de houding der Regeering, die, zoo verklaarde hij, feitelijk een groot deel der overeenkomsten had toegepast en in dat opzicht verder gegaan was dan eenige andere Staat.

Lord Robert Cecil wees er op, dat de twee voornaamste overeenkomsten aangenomen te Washington, reeds besloten liggen in het Verdrag van Versailles en daardoor zelf reeds aanvaard zijn niet alleen door de werkliedenafgevaardigden te Washington, maar ook door den Eersten Minister en door de andere gevolmachtigden, die het Vredesverdrag onderteekend hebben. Lord Robert Cecil vestigde de aandacht van het Lagerhuis op de beginselen van de Arbeids-Inrichting, zooals die vastgesteld zijn door het Verdrag en hij legde nadruk op het feit, dat, moest het stelsel der internationale overeenkomsten waardoor alleen gemeenschappelijke vooruitgang mogelijk is, niet slagen, men eenvoudig zou terugkomen tot het stelsel van afzonderlijken vooruitgang, die geen waarborg levert voor een gelijke handelwijze vanwege de andere naties.

Ten slotte verdedigde Lord Robert Cecil de stelling dat de volkenbond, met zijn verschillende inrichtingen, een grondwettelijk middel is om aan de wenschen der arbeiders geleidelijk voldoening te schenken.

Korvetten-luitenant Kenworthy gewaagde van de thans in Frankrijk gedane poging om de Engelsche week in te voeren en gaf te verstaan dat de manier waarop de Fransche wetgevers van de houding der Britsche Regeering gebruik maken, er geenszins toe strekte om de betrekkingen tusschen de democraties van beide landen te bevorderen. Hij betreurde ten zeerste dat Groot-Britannië een van de eerste landen moest zijn, die eene Internationale verbintenis willen ontduiken door te weigeren eene overeenkomst te bekrachtigen ten koste van een kleine opoffering. Wat de spoorwegen betreft, wegens den geest zelf der Internationale Overeenkomsten kunnen die beschouwd worden als zijnde van een anderen aard dan gewone ondernemingen.

M. Fildes verklaarde dat de onmogelijkheid om de idealen van den wapenstilstand tot werkelijkheid om te zetten, thans bewezen is. Nu het hoogst noodig is de voortbrenging te vermeerderen, acht spreker zich gehouden, de politiek der Regeering te steunen « tot het bijeenroepen van eene nieuwe vergadering of commissie » om tot minder strakke internationale teksten te geraken.

Zich stellende op het standpunt der stoffelijke belangen, niet minder dan op dat van den zedelijken en menschelijken plicht van Groot-Britannië gewaagde M. Meyers van den ongunstigen toestand, dien de oorlog na zich heeft gesleept inzake vrouwenarbeid. Hij vermeldde de maatregelen tot bescherming van het moederschap in Italië, Denemarken, België en Zuid-Afrika. Japan, België, Frankrijk, zoo zegde hij, verwachten dat Groot-Britannië het voorbeeld geeft door de overeenkomst op den arbeidsduur te bekrachtigen. Komt de Regeering daarentegen aan haar plicht te kort, dan

zal men daaruit alleen kunnen besluiten, dat hare verklaringen, slechts bedriegelijke beloften waren, welke ze niet voornemens was te houden.

M. Austen Chamberlain antwoordde in naam van de Regeering. Sommige leden der Kamer schijnen te gelooven dat de Britsche Regeering den Volkenbond, waar Groot-Britannië lid van is, wil tegen werken en de Internationale Arbeidsinrichting wil verijdelen. Wij verwerpen die beweringen. Groot-Britannië heeft den tekst tot stichting van den Volkenbond ondertekend met de diepste overtuiging en het vaste voornemen er zooveel mogelijk nut uit te trekken. Het is waar dat de Regeering in sommige opzichten ontgoochelingen beleefd heeft. Was het te verwonderen dat ze van meening was dat het afzijdig blijven van een land, dat men verwachtte in den Volkenbond een eerste-rangspol te zien spelen, den toestand veranderd heeft? M. Chamberlain herinnerde er aan, dat toen de Internationale Arbeidsinrichting besproken werd op de Vredesconferentie, men wel ingezien had dat Duitschland niet onmiddellijk lid zou kunnen worden en dat Rusland niet in staat was om de hem toekomende plaats in te nemen. Doch men was er ver van af te voorzien dat ook de Vereenigde Staten van Amerika buiten den bond zouden blijven. Zeker verloor de Volkenbond daardoor niet alle nut, doch de gelijkmatigheid van den vooruitgang werd er onvermijdelijk door te niet gedaan.

M. Chamberlain beweerde dat de, aan M. Barnes gedurende de Conferentie van Washington gezonden onderrichtingen geen betrekking hadden met de besproken kwestie. Het kwam er thans op aan, te zeggen of de Regeering de overeenkomst kon bekrachtigen, inzake de acht-en-veertigjarige week waarvan de bepalingen niet vereenigbaar zijn met den toestand, geschapen door vrijwillige akkoorden in sommige der voornaamste nijverheidsbedrijven van het land. Het telegram, door M. Barnes voorgelezen, gaf uiting aan de volle sympathie, waarmede de Regeering het ontwerp tot beperking der overuren tegemoet zag. Doch men heeft gezien dat de aangehaalde tekst aanstonds daaraan toevoegde, dat de toetreding tot dergelijk voorstel slechts voorloopig zou kunnen zijn, tot nader onderzoek, hetwelk moest plaats hebben te Geneve, na bestudeering van den toestand der Engelsche nijverheid en mits gebeurlijke afwijkingen voor zekere bedrijven. M. Chamberlain zegde nog dat de Regeering er op gewezen had dat buitengewone afwijkingen zouden mogen toegestaan worden gedurende het tijdstip van den heropbouw, tijdens hetwelk de oorlogsschulden en uitgaven zwaar zouden wegen.

M. Chamberlain verklaarde dat nergens meer dan in Groot-Britannië de rechten der arbeiders door wetten en gebruiken gevrijwaard worden. Groot-Britannië heeft nog te worstelen met de moeilijkheden der overgangperiode en moest de Overeenkomst van Washington inzake arbeidsduur, door Groot-Britannië bekrachtigd worden, zou daardoor een vrijwillig akkoord tusschen de werkgevers en een der machtigste syndicaten van het land verbroken worden. Aan zulk gevaar mag de Regeering zich niet blootstellen.

M. Chamberlain heeft, in de eerste plaats, het besluit getrokken dat het

niet mogelijk was de hoop en de idealen, die men zich voorgesteld had, te verwezenlijken, zoolang verschillende der groote naties afzijdig bleven van de Conferenties; in de tweede plaats, dat de voorstellen, door de Internationale Arbeidsconferenties gedaan, volstrekt niet te strak mochten zijn, om overal te kunnen aangenomen worden.

M. Jones deed opmerken dat, in de Vereenigde Staten, waarvan verschillende sprekers gewag gemaakt hadden de loonen hooger stonden dan in Groot-Britannië, en dat men er niettegenstaande dat de acht-en-veertig-urige week eischte. De Eerste Minister, zoo ging hij voort, had verklaard dat alle bepalingen van het Vredesverdrag moesten nageleefd worden; waarom zou dus het Deel over den Arbeid moeten wegvallen?

Majoor Hills zegde dat de rede van M. Chamberlain onvermijdelijk den indruk zou verwekken, dat Groot-Britannië geen stap verder kon gaan, tenzij de andere landen hetzelfde zouden doen. Is Groot-Britannië nochtans niet jarenlang alleen voortgegaan op den weg van den vooruitgang? Heden kan het niet stilstaan op dien weg!

Naar de meening van dezen spreker, zouden de verklaringen van M. Chamberlain een ongelukkigen weerklank vinden.

Bij de stemming werd de dagorde van den Minister van Arbeid aangenomen met 161 stemmen tegen 53.

NOTA VAN DE MINDERHEID

De ondergeteekenden deelen geenszins al de beduchtheden van de meerderheid der Commissie.

Aangezien België den acht-urendag in zijne wetgeving heeft opgenomen, dat niemand er aan denkt op het verleende terug te komen, en dat de acht-en-veertig-urenweek overal meer en meer een feitelijke toestand wordt, zijn de leden van de minderheid der Commissie van oordeel dat daarin zooveel redenen berusten om de internationale wetgeving betreffende de beperking der arbeidsuren vast te leggen.

Overigens, Engeland, wiens schijnbaar aarzelende houding wordt ingeroepen, verklaart den acht-urendag in gansch zijn nijverheidsstelsel in te voeren. Feite-lijk, bestaat er geen gevaar van die zijde.

In deze omstandigheden, zijn de ondergeteekenden van oordeel dat de goedkeuring door België van gansch de Overeenkomst van Washington de onvermijdelijke oplossing van dit belangrijk problema zou verhaasten. Ziedaar, wat zij de eer hebben aan de Kamer voor te stellen.

LÉON TROCLET,
Is. DELVIGNE.
